



Série Cahiers de propositions

L'INDICE DE GOUVERNANCE MONDIALE

- L'IGM -

Pourquoi évaluer la gouvernance mondiale et pourquoi faire ?

Renaud FRANCOIS¹

Octobre 2008

¹ Le lieutenant-colonel (e.r) Renaud FRANCOIS a occupé des postes importants dans des États-majors ou des unités de haut niveau (Cellule Afrique du Centre de Planification et de Commandement des Opérations de l'État-major des armées à Paris, Bureau Renseignement de l'État-major interarmées de planification opérationnelle à Creil et Officier Systèmes d'Informations et de Communications de l'État-major de l'EUROFOR à Florence en Italie). Il a également eu l'occasion d'occuper des postes de responsabilités au profit des Nations Unies (Missions ONUST au Proche-Orient - Égypte, Israël, Jordanie et Syrie - et ONUVEH en Haïti), de l'OSCE à Vienne (Centre de prévention des conflits, plus particulièrement en charge du conflit du Haut-Karabagh) et de l'Union européenne à Bruxelles (mise en place des structures militaires de gestion des crises dans le cadre de la politique européenne de sécurité et de défense). Le lieutenant-colonel FRANCOIS est titulaire d'un Mastère Humanités et Sciences humaines, spécialité « Humanitaire et solidarité » de l'Université de Lyon 2. Il est actuellement chercheur associé l'European Strategic Intelligence and Security Center (ESISC) de Bruxelles.

Sommaire

L'INDICE DE GOUVERNANCE MONDIALE - L'IGM -	1
INTRODUCTION.....	5
1. UN SUJET D'ACTUALITÉ	5
2. LES RACINES HISTORIQUES DU CONCEPT	5
3. CADRE D'APPLICATION DU CONCEPT	6
4. LES ACTEURS DE LA GOUVERNANCE MONDIALE.....	8
i. Les OIG.....	8
ii. Les représentants de la société civile	9
iii. Les acteurs économiques et de la finance internationale	9
iv. Les États et les groupes informels	9
5. UN DIAGNOSTIC PARTAGÉ	9
6. INDICATEURS ET GOUVERNANCE MONDIALE, UN ENJEU MAJEUR.....	10
CHAPITRE 1 - POURQUOI ÉVALUER LA GOUVERNANCE MONDIALE ET POURQUOI FAIRE ?	11
1. RÉFLEXIONS SUR LES INDICATEURS	11
i. Les indicateurs informent.....	12
ii. Les indicateurs alertent.....	12
iii. Les indicateurs permettent l'action et le pilotage.....	12
2. POURQUOI ÉVALUER LA GOUVERNANCE MONDIALE ?	13
i. Une nécessité pour comprendre	13
ii. Un enjeu démocratique et social.....	14
3. ÉVALUER LA GOUVERNANCE MONDIALE, POURQUOI FAIRE ?	16
i. Pour agir sur les acteurs	16
ii. ... et pour que les acteurs réagissent.....	17
CHAPITRE 2 - L'INDICE DE GOUVERNANCE MONDIALE	21
1. TEXTES DE BASE	21
2. RIO DE JANEIRO : UN NOUVEL ÉLAN	21
3. DÉCLARATION DU MILLÉNAIRE : LA CONFIRMATION.....	22
4. LE SOMMET DE JOHANNESBURG : L'URGENCE	22
5. LES DOMAINES RETENUS POUR LE CALCUL L'IGM	23
i. La mise en place des conditions d'un développement durable	23
ii. La réduction des inégalités	23
iii. L'instauration d'une paix durable dans le respect de la diversité	23

1. PAIX ET SÉCURITÉ	25
2. ÉTAT DE DROIT	26
3. DROITS DE L'HOMME ET PARTICIPATION	27
4. DÉVELOPPEMENT DURABLE	27
5. DÉVELOPPEMENT HUMAIN	28
6. CALCUL DE L'IGM	29
CONCLUSION	30
Acronymes	32
ANNEXE PAIX ET SÉCURITÉ.....	33
ANNEXE ÉTAT DE DROIT	44
ANNEXE DROITS DE L'HOMME ET PARTICIPATION.....	55
ANNEXE DÉVELOPPEMENT DURABLE	66
Annexe développement humain	78
Tableaux récapitulatifs des indicateurs	86
Tableau récapitulatif gouvernance mondiale.....	88
Annexe classification.....	89
Annexe droits d'auteur	90

INTRODUCTION

Comment évaluer, comment mesurer la gouvernance mondiale ? L'objectif de cette étude est de répondre à cette question. Mais avant même d'examiner le type d'indicateurs que l'on pourrait utiliser à cette fin, il est essentiel de répondre à deux questions : « pourquoi ? » et « pour quoi faire ? », questions fondamentales dès lors que l'on prétend établir un indice de mesure.

L'élaboration d'un ensemble d'indicateurs en vue de produire un Indice de Gouvernance Mondiale - IGM - est une tâche longue et complexe. Il s'agit, en effet, de contribuer à la mesure d'un concept d'actualité, qui malgré le fait qu'il repose sur des racines historiques établies, qu'il s'applique dans un cadre connu, qu'il est mis en œuvre par des acteurs identifiés et que les maux dont il souffre font l'objet d'un diagnostic partagé, est encore loin d'être « *stabilisé* ».

1. UN SUJET D'ACTUALITE

S'il est un sujet qui a fait, depuis une quinzaine d'années maintenant, couler beaucoup d'encre c'est bien celui de la gouvernance, en général, et celui de la gouvernance mondiale, en particulier. Que ce soit pour réfléchir aux difficultés rencontrées et aux nécessités qui se font jour et pour explorer les nombreuses voies de la gouvernance mondiale, la multiplication exponentielle de livres, d'articles, de symposiums, de débats et de sommets qui traitent de cette notion, atteste de l'ampleur du phénomène.

Il en a été de même pour l'économie politique internationale. L'initiative en revient, tout d'abord, à la Banque mondiale qui, à la fin des années 80, entame et répand ses propres réflexions et visions sur la gouvernance. Dans les années 90, l'ONU et diverses instances de coopération économique lui emboîtent le pas. Pas un article, pas un livre, pas une étude abordant le capitalisme, la mondialisation économique, le développement, le droit international, ne paraît aujourd'hui sans un chapitre spécifique consacré à la gouvernance. Une telle abondance de réflexions et de publications a, cependant, un inconvénient. Elle risque fortement d'entraîner de la confusion, au point que nul ne sait exactement ce que recouvre cette notion. Beaucoup l'appellent de leurs vœux, mais personne ne la voit de la même façon.

2. LES RACINES HISTORIQUES DU CONCEPT

Les historiens font remonter l'origine du mot « **gouvernance** » au Moyen Âge. À cette époque il désignait le mode d'organisation du pouvoir féodal. Si le nom a sombré dans l'oubli jusqu'au XX^{ème} siècle, le concept a cependant subsisté. Sa réapparition remonte à la fin des années 1930 et est liée aux travaux de l'économiste Ronald Coase, futur Prix Nobel d'économie en 1991.

À l'époque, cette notion concerne l'ensemble des dispositifs de coordination interne à une entreprise qui apparaissaient comme plus efficaces que le marché pour organiser certains échanges. Ce que l'on a alors appelé la « **gouvernance d'entreprise - corporate governance** » deviendra, à partir des années 1980, un mode de management très en vogue dans le milieu des affaires.

Ce n'est qu'à la fin des années 1980 que la notion de « **bonne gouvernance - good governance** » apparaît dans le champ des relations internationales. Celle-ci décrit alors, pour les organismes financiers internationaux, les critères d'une bonne administration publique dans les pays soumis à des programmes de réajustement structurel. Une « **bonne gouvernance - good governance** » passe par des réformes institutionnelles nécessaires à la réussite des programmes économiques.

Dernière forme, la plus évoluée, de cette notion, le concept de « **gouvernance mondiale** ». Sortant du champ clos de l'économie, il ne se contente plus d'explorer les différentes voies de la coopération économique liées aux étapes successives de la mondialisation économique. Prenant en compte les conséquences des conflits, notamment celles de la deuxième guerre mondiale, qui ont conduit à la création du vaste ensemble institutionnel que constitue l'ONU, héritière de la défunte SDN, ce concept se hisse au niveau politique et met en avant la nécessité d'une coopération politique entre les États.

3. CADRE D'APPLICATION DU CONCEPT

Jusqu'au début des années quatre-vingt-dix, la question de la gouvernance mondiale n'était pas posée explicitement sous ce vocable. Le terme utilisé, pour définir la gestion des relations entre États, était celui d'**interdépendance**. C'est dans le contexte de l'après guerre froide, qu'une nouvelle vision apparaît dans le courant des années 1990, à partir d'un ensemble d'interrogations et de constatations :

Première interrogation, celle de la montée de la mondialisation et de l'affaiblissement consécutif des États-Nations. Conséquence logique de cet affaiblissement, une perspective de transfert, vers le niveau mondial, d'instruments de régulation qui ont perdu tout ou partie de leur efficacité au niveau national ou régional.

Puis ce sont les préoccupations en matière d'environnement qui reçoivent une consécration multilatérale à l'occasion du Sommet de la Terre de Rio (1992). Les questions sur le climat et la biodiversité, qui sont mises en avant à cette occasion, sont symboliques d'une approche nouvelle, qui trouvera bientôt son expression conceptuelle avec la notion de **biens publics mondiaux**.

La dernière interrogation est une double contestation. Celle des pays en développement qui acceptent mal de voir les pays développés et industrialisés conserver le pouvoir et privilégier leurs propres intérêts. Et celle d'une société civile, pour laquelle le système de gouvernance internationale est devenu le vrai lieu du pouvoir et qui s'insurge, tout à la fois, contre ses principes et ses procédures. La conjonction de ces deux contestations a abouti, par exemple, à l'échec de la conférence ministérielle de l'OMC à Seattle en 1999.

Le fossé entre marché et politique, entre économie mondialisée et intérêts nationaux apparaît comme un élément constitutif important de la notion de gouvernance mondiale. La prise en compte de ce fossé par les différents acteurs, qu'ils soient économiques ou politiques, et l'apparition de nouveaux acteurs, publics ou privés, contribue à renforcer le débat autour de ce concept.

Pour certains, l'avenir du monde passe par la mise en place d'un système de gouvernance mondiale qui permettrait de pallier l'incapacité des États-Nations et des organisations internationales actuelles à faire face aux demandes de la société. Aujourd'hui, il ne s'agit plus de réguler et de limiter le pouvoir individuel des États pour éviter les déséquilibres et la remise en cause du statu quo. L'enjeu actuel est de peser collectivement sur le destin du monde en instaurant un système de régulation des nombreuses interactions qui dépassent l'action des États.

La notion de gouvernance englobe les notions de **démocratie**, de **développement**, de **transparence**, de **participation** et de **responsabilité**. En juin 1997, l'Assemblée Générale des Nations Unies, y fait référence de la manière suivante : « *La démocratie, le respect de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales, y compris le droit au développement, la transparence et la responsabilité dans la gouvernance et l'administration de tous les secteurs de la société, ainsi que la participation effective de la société civile sont des facteurs sans lesquels on ne saurait aboutir à un développement durable prenant en compte les préoccupations sociales et axé sur la personne humaine* ».

Lors du Sommet du Millénaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies, en septembre 2000, les chefs d'état et de gouvernement adoptent la Déclaration du Millénaire. Cette déclaration, objet d'un consensus sans précédent au sein de cette organisation, met en avant une vision commune de paix et de sécurité, de développement et d'éradication de la pauvreté, de respect des droits de l'homme et de démocratie. Cette déclaration peut être considérée comme l'acte fondateur qui, en fixant les objectifs clés à atteindre pour 2015, définit le cadre d'application de la gouvernance mondiale pour les années à venir. Les valeurs fondamentales qui ont présidé à la création des Nations Unies et qui avaient été, un temps, occultées par la prééminence de l'économie, sont replacées au centre du débat.

Face aux enjeux du développement durable, ni les souverainetés nationales ni la mondialisation libérale ne semblent en mesure d'apporter de réponses satisfaisantes. C'est pourquoi la gouvernance mondiale est au cœur du progrès vers le développement durable. La mondialisation du marché, la faible représentation des parties prenantes au sein des instances de régulation locales, nationales, multilatérales et internationales, l'efficacité des régulations mondiales freinée par l'absence de sanctions internationales, constituent les principaux handicaps à l'efficacité des centres de décision publique en matière de régulation.

La gouvernance mondiale, dans une optique de développement durable, est plus exigeante que la notion de « **bonne gouvernance - good governance** » mise en avant par certaines institutions financières comme la Banque mondiale par exemple. Elle nécessite de travailler à promouvoir une éthique des comportements. Elle implique la prise en compte des enjeux de ce développement durable par l'ensemble des institutions internationales, en particulier financières, afin d'intégrer les dimensions sociales et environnementales dans la pratique des bailleurs de fonds internationaux, régionaux et nationaux. Elle impose une transformation des formes de la décision et de l'action publique, à l'écoute de la société civile et en partenariat avec elle.

La montée en puissance de la société civile, en particulier depuis le Sommet de Rio, est de plus en plus forte et les décideurs internationaux se doivent d'entendre les attentes exprimées. La multiplication des « contre-sommets », aux réunions du G7 et du Forum Économique Mondial de Davos, expriment bien le désir d'une réorientation des décisions multilatérales, pour plus de progrès social équitable et de respect de l'environnement. L'expression citoyenne d'une nouvelle solidarité humaine doit être mieux prise en compte en donnant plus systématiquement une place aux ONG dans les sommets internationaux.

4. LES ACTEURS DE LA GOUVERNANCE MONDIALE

Des organisations internationales aux organisations non-gouvernementales, en passant par les États et les instances privées de régulation, une grande diversité d'acteurs participe à l'élaboration des normes, règles et codes censés réguler un domaine d'activité sur le plan international.

À la fin de la seconde guerre mondiale apparaît un nouvel ordre mondial, reposant sur un nouveau système international constitué d'un réseau d'OIG, de représentants de la société civile, d'un ensemble d'acteurs économiques et de la finance internationale et, enfin, d'États et de groupes informels.

i. Les OIG

Parmi ces organisations, on distingue trois catégories :

Les organisations à vocation universelle :

L'Organisation des Nations Unies avec :

Ses organes subsidiaires, conseil de sécurité, assemblée générale, secrétariat général, cour de justice internationale et ECOSOC ;

Ses organismes opérationnels, PNUD, PNUE, HCR, UNICEF, PAM et FNUAP, créés pour permettre d'agir directement dans les pays - principalement ceux en voie de développement - où une intervention urgente est nécessaire (ils sont soumis à l'autorité du Secrétaire Général des Nations Unies, même s'ils disposent de leur propre budget et organe de décision) ;

Ses institutions spécialisées, OIT, OMS, FAO et UNESCO, organisations intergouvernementales qui travaillent de manière indépendante les unes des autres, tout en ayant des accords particuliers de collaboration avec l'ONU.

Les **institutions internationales** qui constituent ce qu'il est convenu d'appeler les *Institutions de Bretton Woods* (FMI, BRI et la Banque mondiale) créées avant la fin de la Seconde Guerre mondiale pour prévenir les conflits monétaires et commerciaux, financer la reconstruction des pays détruits par la guerre, etc. À ces institutions, il convient de rattacher, en 1995, l'OMC.

Les organisations multilatérales et ensembles régionaux.

Figurent au rang de ces organisations et ensembles, l'OCDE ainsi que l'Union européenne, Mercosur, Aléna, etc.

ii. Les représentants de la société civile

Ces représentants sont majoritairement incarnés par les nombreuses ONG qui se sont imposées comme interlocutrices privilégiées des États et des organisations internationales. Certaines sont reconnues comme des interlocuteurs légitimes par les institutions internationales, siègent parmi elles et participent à l'élaboration de conventions internationales. Elles interviennent dans de nombreux domaines, comme l'environnement (le World Watch Fund et l'Union pour la conservation mondiale qui collaborent avec le PNUE ; Greenpeace, qui collabore avec le World Business Council for Sustainable Development, etc.), les droits de l'homme (Amnesty International, Reporters sans frontières, etc.) et l'humanitaire (Croix-Rouge, Médecins sans frontières, OXFAM, etc.).

Les **mouvements altermondialistes** sont également des représentants de la société civile. Ils se sont imposés comme une composante incontournable de la mondialisation. Le Mouvement des sans terre, ATTAC, etc. figurent parmi les principaux mouvements.

iii. Les acteurs économiques et de la finance internationale

C'est dans cette catégorie que l'on trouve les **multinationales** (recensées par l'ONU au nombre de 60.000), les cartels, les autorités de marché et les institutions privées qui concourent à l'élaboration de normes ou standards communs. Que ce soit dans le domaine de la comptabilité (firmes anglo-saxonnes comme Pricewaterhouse Coopers, Deloitte Touche Tohmatsu, KPMG, Ernst & Young qui dominent le marché du contrôle des comptes des multinationales) ou dans celui des télécommunications ou des instances de régulation des télécommunications (Internet Corporation for Assigned Names and Numbers).

iv. Les États et les groupes informels

Bien que l'on annonce régulièrement le déclin des États, ceux-ci restent en fait des acteurs majeurs de la gouvernance mondiale. Tous n'ont cependant pas la même liberté d'action. Outre leur rôle dans les grandes organisations internationales et les ensembles régionaux, certains interviennent au travers de groupes informels : le G7/8, créé en 1975 pour coordonner les politiques économiques des principaux pays industrialisés suite au choc pétrolier, le G20 (créé en 1999), le G22 et le G33 (groupes incluant le G7 et des pays émergents pour traiter de problèmes afférents au système financier international).

5. UN DIAGNOSTIC PARTAGE

Si de nombreux économistes, penseurs, sociologues et politiciens défendent leur propre vision de la gouvernance mondiale, il est un sujet qui semble faire consensus : c'est celui du diagnostic.

On peut le résumer ainsi. De graves défaillances affectent aujourd'hui les relations internationales. Notre planète est confrontée à des problèmes sociaux, économiques, financiers, commerciaux, démographiques, environnementaux et sécuritaires auxquels des États, agissant séparément, sont dans l'incapacité de faire face autrement que collectivement. Alors que, dans de nombreux domaines, se

manifeste un besoin d'unité à l'échelle planétaire, la conscience de la vulnérabilité de l'humanité ne cesse de s'accroître. Les institutions internationales existantes (ONU, FMI, OMC, Banque Mondiale, OMS, etc.), animées par des philosophies, des principes et des objectifs différents, voire opposés, n'agissent pas en cohérence. Un fossé s'est creusé entre, d'une part, les interdépendances qui relient, *de facto*, les peuples du monde entier - l'intégration économique, nommée mondialisation et qui tend à faire de la planète un village global, en est la parfaite illustration - et, d'autre part, les mécanismes *de jure*, qu'incarnent les organisations internationales censées donner forme et réguler les relations internationales.

Un exemple récent suffira amplement pour illustrer et résumer une certaine forme de faillite. Il aura fallu près d'un mois de combats pour que, enfin, le 11 août 2006, le Conseil de Sécurité des Nations unies adopte une résolution (résolution 1701) sur un cessez-le-feu au Liban. Ce conflit aura une nouvelle fois servi de révélateur de la faillite de la gouvernance mondiale actuelle. Il a éclaté alors que les grandes puissances étaient réunies au sommet du G8, à Moscou, sans que cela y change quoi que ce soit. Il s'est poursuivi, avec son cortège d'horreurs et de victimes civiles, sans que les Nations unies ne soient en mesure de se prononcer, pas même sur une trêve humanitaire à durée limitée.

Ce n'est pas l'ONU qui est en cause. Cette organisation internationale ne fait que refléter, au gré des événements et des circonstances, la volonté ou l'absence de volonté de ses États membres. Autrefois, la guerre froide servait d'explication à l'incapacité à agir pour éteindre un incendie régional comme celui qui a opposé l'État d'Israël au Hezbollah. L'un des fondateurs des Nations unies, Brian Urquhart, explique que l'idéal de gestion collective des conflits et la volonté de dépassement des visions strictement géopoliticiennes classiques n'ont duré que quelques mois, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, avant que les tensions américano-soviétiques ne viennent paralyser une machine qui a, aujourd'hui, beaucoup de mal à se relancer.

6. INDICATEURS ET GOUVERNANCE MONDIALE, UN ENJEU MAJEUR

Comme on le voit la notion de gouvernance mondiale est un concept en pleine évolution, son cadre d'application est vaste et ses acteurs sont très nombreux. C'est ce qui rend l'élaboration d'indicateurs, destinés à en mesurer l'état, difficile, délicate et complexe. L'enjeu est double. D'un côté, il s'agit de se poser la question de savoir s'il est possible d'analyser et de quantifier les évolutions, dans le temps, des principes fondateurs ou des valeurs qui, individuellement ou en interaction entre elles, ont pour finalité ce que l'on pourrait appeler « la durabilité de l'humanité ». De l'autre, cela revient à évaluer les acteurs de la gouvernance mondiale, c'est-à-dire se poser la question de l'efficacité de leur action dans la mise en œuvre des valeurs de la gouvernance mondiale.

En d'autres termes il s'agit d'évaluer la gestion collective de la planète, dans ses dimensions sécuritaire, économique, politique, environnementale, etc. afin d'en tirer des éléments pour élaborer une stratégie d'ensemble à long terme.

CHAPITRE 1 - POURQUOI EVALUER LA GOUVERNANCE MONDIALE ET POURQUOI FAIRE ?

Se poser la question de l'évaluation, de la mesure de la gouvernance mondiale revient à répondre à trois questions :

La première, générale, est celle des indicateurs. Quelle est leur définition ? Quelles sont leurs caractéristiques ? Et quelle est leur finalité ?

Il faut réfléchir, ensuite, à la nécessité de cette évaluation. Peut-on s'abstenir de mesurer la gouvernance mondiale ? Ou bien est-ce indispensable ?

Enfin la dernière interrogation est celle de la finalité de cette évaluation. Que faire des résultats obtenus ? Quelles conséquences peuvent-ils avoir sur les acteurs de la gouvernance mondiale ?

1. REFLEXIONS SUR LES INDICATEURS

D'une manière générale on peut dire que les indicateurs permettent la représentation d'une réalité complexe. Ils répondent à trois grandes fonctions : scientifique (en décrivant l'état de la gouvernance mondiale), politique (en identifiant les priorités et en évaluant les performances des acteurs impliqués dans la gouvernance mondiale) et sociétale (en facilitant la communication et en orientant les actions dans le bon sens). En agrégeant des données parfois multiples et disparates, les indicateurs quantifient l'information; ils la simplifient aussi, surtout lorsqu'ils illustrent des phénomènes complexes. Les indicateurs doivent répondre à un certain nombre de critères de qualité, parmi lesquels : pertinence politique et utilité pour les utilisateurs ; robustesse, fiabilité et précision (ils doivent refléter effectivement les variations de ce qu'ils sont censés synthétiser) ; qualité et disponibilité des données (ils doivent être incontestables et aisément accessibles) ; comparabilité (d'année en année) ; lisibilité et transparence.

Les indicateurs sont des outils d'évaluation et d'aide à la décision (pilotage, ajustements) grâce auxquels on va pouvoir mesurer une situation, une activité, ou une tendance, de façon relativement objective, à un instant donné et/ou dans un espace particulier. Ils constituent, en quelque sorte, le résumé d'une information complexe offrant la possibilité à des acteurs différents (scientifiques, gestionnaires, politiques et citoyens) de dialoguer entre eux. Les indicateurs, qu'ils soient qualitatifs ou quantitatifs, décrivent généralement un état ne pouvant être appréhendé directement. Il doit exister une relation causale entre le fait mesuré (*indiqué*) et l'indicateur.

Mais plutôt que de s'attacher à donner une définition théorique précise, il est sans doute plus utile de considérer un certain nombre de données qui permettront une approche plus rapide et opérationnelle de cette notion. On peut considérer un indicateur comme un signal sur un système, ou sur une partie d'un système. Ce signal est utilisé pour fournir un certain nombre d'informations à propos du système concerné : son état ou son évolution. De cet exemple, il faut retenir les trois mots importants à propos des indicateurs : signal, système et information.

Le signal : c'est une donnée jugée importante que l'on cherche à recueillir ; le système : on est à la fois dans le système et hors de ce système. Les indicateurs peuvent être externes ou internes. On peut disposer d'auto-indicateurs gérés par les acteurs eux-mêmes ou d'indicateurs fournis par des observateurs extérieurs. Mais dans tous les cas, c'est bien le système que l'on s'efforce d'approcher ; et enfin, information dans le sens de mesure ou d'indication.

Les indicateurs ou les batteries d'indicateurs ont une triple fonction : informer, alerter et permettre le pilotage et l'action.

i. Les indicateurs informent.

Une démarche s'appuyant sur des indicateurs permet d'informer aussi bien l'intérieur que l'extérieur du système car une bonne politique d'indicateurs, donc d'évaluation, doit être en effet une politique transparente. Toutes les informations fournies par les indicateurs, quels qu'ils soient (internes ou externes), sont à retourner vers les acteurs du système. Ils sont directement concernés par ce que révèlent les indicateurs quant à l'état du système dont ils ont la charge. Mais ces indicateurs doivent également, surtout en démocratie, être utilisés pour informer le citoyen et, plus globalement l'opinion. Par ailleurs, une politique d'indicateurs ou d'évaluation doit être d'emblée pensée comme répondant à une demande sociale. Celle-ci est en effet immense à propos de l'évaluation de la gouvernance mondiale et ne fera que croître. Cette très forte demande d'évaluation, d'indicateurs s'accompagne assez paradoxalement d'une réserve et d'un scepticisme qui renforcent la nécessité d'une démarche rigoureuse, tant au niveau de l'élaboration que de celui l'usage des indicateurs.

i. Les indicateurs alertent

Au-delà de l'information qu'ils fournissent explicitement les indicateurs alertent. A ce titre l'information qu'ils fournissent peut inspirer, en aval, une double démarche d'approfondissement et d'action. Il faut inciter les acteurs du système à approfondir. Approfondissement par les acteurs car l'auto-évaluation doit se situer en aval et en complément d'un système d'indicateurs. Le monde tel qu'il est aujourd'hui est un organisme complexe et sa gouvernance compliquée. On ne peut prétendre aboutir à une description exhaustive de sa réalité, quelle que soit la qualité de la batterie d'indicateurs mise au point. Il faut considérer, au final, un système d'indicateurs comme un squelette qui a pour fonction d'alerter. Il donne des indices à partir desquels les acteurs concernés qui, eux, connaissent bien le système, pourront efficacement approfondir les observations, répondre aux questions : « *Est-il exact que ... ? Est-il vrai que ... ?* ».

ii. Les indicateurs permettent l'action et le pilotage.

Cette action et ce pilotage sont le résultat d'une vision *instrumentale* de l'indicateur. Les indicateurs ne constituent pas une œuvre de science même s'ils sont de qualité. Sinon, le scepticisme à leur égard se transformera en refus. Ceci étant, l'exigence de qualité ne doit pas faire oublier que les indicateurs sont prioritairement conçus pour aider les organismes à approfondir et à agir. C'est là que réside leur dimension politique. Voilà en quoi les indicateurs sont des instruments, des outils de pilotage. Toute société démocratique moderne exige

deux grandes fonctions : l'évaluation, qu'une bonne batterie d'indicateurs permet de conduire et le débat public sur la qualité et le côté perfectible des acteurs de la gouvernance mondiale. On a vu, dans l'introduction de ce cahier, que le débat autour de la notion de gouvernance mondiale prend de plus en plus d'ampleur au fil des ans. Le regard que les acteurs portent sur elle, qu'ils soient diplomatiques, économiques, ou représentant de la société civile, traduit bien une grande exigence vis-à-vis de cette gouvernance mondiale. A l'instar d'un service public qui se doit d'être au service du public, la gouvernance mondiale, si elle veut rester gouvernance mondiale, doit réellement gouverner le monde, être au service du monde. Plus qu'un simple jeu de mots facile, il y a là le fond de la question. Si elle ne remplit pas cette fonction essentielle, elle prend le risque d'un retour en arrière préjudiciable ou d'une fuite en avant porteuse d'incertitudes.

Au-delà de la nourriture du débat public, les systèmes d'indicateurs ont pour fonction plus fondamentale encore de piloter. La gouvernance mondiale ne peut pas se résumer à des circulaires ou des directives venues d'en haut. Son succès dépend de l'initiative des acteurs. Avoir des responsabilités, à quelque niveau que ce soit, en matière de gouvernance mondiale, c'est à la fois susciter l'initiative, l'encadrer et l'évaluer. Il convient donc que les acteurs de cette gouvernance mondiale aient à leur disposition les outils qui leur permettront de prendre des initiatives. Les indicateurs figurent parmi ces outils, ces instruments indispensables.

1. POURQUOI EVALUER LA GOUVERNANCE MONDIALE ?

i. Une nécessité pour comprendre

La première explication qui vient à l'esprit c'est qu'il est nécessaire, quand un organisme vivant - être humain ou société - souffre de défaillances importantes, de diagnostiquer le mal. Très logiquement, le premier réflexe est de recourir à des instruments adaptés, que ce soit le plus basique, un thermomètre, ou le plus élaboré, un appareil d'imagerie médicale. C'est à partir de cette mesure initiale, de cette première image, que l'on va pouvoir ensuite, en fonction des remèdes adoptés, constater une amélioration ou une régression. La gouvernance mondiale est devenue un sujet d'actualité qui ne laisse pas indifférent. Tout le monde s'accorde à dire que le monde va mal et que s'il va mal c'est parce que la gouvernance mondiale va mal. Avant même de définir un protocole de soins, il est donc essentiel de bien définir l'état du malade. De par leur fonction informative, les indicateurs ou systèmes d'indicateurs, semblent être les outils les mieux adaptés pour dépeindre les maux dont cette gouvernance mondiale souffre.

Au fil des années, les économies modernes se sont toutes dotées d'indicateurs, d'instruments de mesure qui leur permettent de se situer dans l'espace (en comparant les performances d'un pays par rapport à d'autres) et dans le temps (en retraçant l'évolution d'année en année). Longtemps champion incontesté toutes catégories, le PIB a régné en maître absolu sur tous les indicateurs produits depuis les années 60. Si le PIB, qui mesure la production de richesses économiques (biens et services) d'un pays, reste la référence pour en évaluer la santé économique, les économistes admettent désormais qu'il ne reflète tout simplement pas le « bien-être » national. En son temps déjà, Robert Kennedy

avait coutume de dire que « *le PIB mesure à peu près tout, sauf ce qui rend la vie digne d'être vécue !* ». Cet indicateur n'est plus la principale boussole des décideurs politiques : une véritable « économie politique » émerge, centrée sur l'humain plutôt que sur la production et la consommation des pays et des individus. Alpha et oméga d'un discours politique très répandu, la croissance du PIB est un thermomètre insuffisant et trompeur.

Aujourd'hui, le monde n'est évidemment plus celui des années 50 : il n'a ni les mêmes dimensions (les distances se sont considérablement réduites), ni les mêmes potentiels (les ressources naturelles menacent de s'épuiser), ni les mêmes marges de manœuvre (les émissions de CO2 menacent l'équilibre de la planète), ni le même sens du réel (l'irruption de l'immatériel et du virtuel change notre perception et nos modèles), ni les mêmes capacités techniques, ni les mêmes objectifs. On peut affirmer, sans trop s'avancer inconsidérément, que nos sociétés vont devoir faire face, au cours des prochaines décennies, à des mutations comparables par leur ampleur à celles qui les ont fait passer du Moyen Âge à l'ère moderne. Au lieu de se cantonner à un seul domaine, ces mutations concerneront les valeurs, les modes de production, de consommation et d'échanges, la gouvernance et les rapports entre l'humain et la biosphère. À juste titre, on peut estimer que le système actuel d'indicateurs ne sera pas apte à refléter ces quatre grands domaines et redouter qu'il ne sera d'aucune utilité pour apprécier l'ampleur des mutations prévisibles et suivre leur évolution. Le modèle de société contemporain et, a fortiori, celui (ou ceux) vers lequel ou lesquels nous tendons à l'échelle d'une vie, n'est plus celui des années 50. Son évolution ne peut donc plus être calculée avec les seuls instruments développés il y a 60 ans. A nouveaux modèles de société, nouveaux thermomètres.

i. Un enjeu démocratique et social

Les indicateurs et indices sont de plus en plus présents dans la vie publique et cette présence devrait s'accroître dans les années à venir, du moins si l'on respecte les engagements pris par nos pays - en fait par la plupart des pays de la planète - à la Conférence sur l'Environnement et le Développement de Rio, en 1992. L'Agenda 21, adopté à cette occasion, insiste à plusieurs reprises sur la nécessité de se doter d'indicateurs de développement durable pour guider et évaluer les politiques en la matière.

Au-delà du cas du PIB, déjà évoqué, ce qui nous intéresse ici, c'est la question plus générale du statut, à la fois scientifique et démocratique, des indicateurs qu'ils soient destinés à produire un IGM, un IDH (élaboré par le PNUD), un Indice de Progrès Véritable (*Genuine Progress Index*) ou tout autre type d'indice. Ce sont des objets scientifiques construits et diffusés en vue d'un usage politique. Leur construction est soumise à trois exigences parfois difficilement compatibles : la rigueur scientifique, l'efficacité politique et la légitimité démocratique. Pour en juger, il importe d'abord d'examiner la façon dont, concrètement, de tels indices sont construits et les bases sur lesquelles ils reposent. Ces opérations de construction posent des problèmes techniques parfois délicats relatifs, par exemple, à la traduction de concepts abstraits en données observables ou à l'agrégation de variables de nature et de métriques différentes.

Si les indicateurs et indices constituaient des constructions exclusivement scientifiques - ce qui semble impossible - à tout le moins dans les domaines de gouvernance mondiale, du développement humain ou tout autre domaine social, leur utilisation et leur interprétation n'en demeureraient pas moins des processus politiques et sociaux où les croyances, les valeurs et les stratégies des différents acteurs jouent un rôle prépondérant.

Le politique est donc, implicitement ou explicitement, au cœur de la construction et de l'usage des indicateurs. Comment faire, alors, pour assurer à la fois la fiabilité et la pertinence de l'instrument et sa légitimité démocratique ? En ce qui concerne le problème spécifique des indicateurs du développement durable, c'est la question à laquelle ont été ou sont confrontés tous les pays. Un rapide tour d'horizon des pratiques en matière de systèmes d'indicateurs montre que le caractère participatif de ce processus se limite, le plus souvent, à la simple consultation de conseils consultatifs institutionnels. Parfois, dans le meilleur des cas, ce processus s'agrémente d'un appel à une expression populaire. Est-il nécessaire d'aller plus loin et surtout est-ce possible ? Certains pensent que ce ne serait pas souhaitable en raison de la nature trop individualiste du citoyen qui le pousserait, par égoïsme, à ne pas se soucier du bien-être des générations futures et des moyens de l'assurer. Pour d'autres, ce serait peut-être souhaitable mais irréaliste, parce que la problématique serait inaccessible au citoyen « de base » qui serait bien incapable d'y contribuer utilement.

La participation la plus large possible de la population à la construction des indicateurs de développement durable semble, pourtant, à la fois souhaitable et possible. Souhaitable, parce qu'elle constitue un élément même de la gouvernance mondiale ou du développement durable dans la mesure où ces concepts induisent une exigence d'approfondissement de la démocratie vers davantage d'authenticité. Possible parce que, par les vertus de la délibération, le citoyen peut manifester un souci véritable et éclairé pour le bien commun, y compris celui du futur de l'humanité.

Pour illustrer ce propos d'un exemple récent, il semble utile de laisser la parole aux acteurs du projet Metagora de l'OCDE et du Partenariat statistique au service du développement au 21^{ème} siècle (Paris21). Basé sur un partenariat Nord-Sud ce projet a pour but d'étudier les méthodes, les outils et les domaines de mesure en matière de démocratie, de droits de l'homme et de gouvernance. Son but stratégique est de permettre une amélioration de l'observation et de l'évaluation dans ces domaines. Son objectif principal est de développer des outils basés sur des méthodes statistiques bien établies afin, à partir des données recueillies, de créer les indicateurs sur lesquels des politiques nationales pourront être formulées et évaluées. Les conclusions qu'ils tirent de ce projet parlent d'elles-mêmes :

« Évaluer les droits de l'homme et la gouvernance démocratique est faisable et politiquement approprié : on peut recueillir des données sur les droits de l'homme, la démocratie et la gouvernance et partant de là produire des indicateurs indispensables pour les prises de décision. Les données quantitatives et qualitatives peuvent et doivent être reliées pour une véritable évaluation et une mesure correcte. Il est souhaitable que les agences nationales de la statistique soient étroitement associées aux études. L'analyse

statistique et les indicateurs quantitatifs confèrent une plus grande valeur ajoutée aux travaux des institutions ou organisations nationales et locales en charge des droits de l'homme. Une telle démarche augmente sensiblement le « pouvoir de parole » des organismes de la société civile et améliore la perception que l'on a d'eux ».

2. EVALUER LA GOUVERNANCE MONDIALE, POURQUOI FAIRE ?

i. Pour agir sur les acteurs ...

La dernière décennie a été le théâtre d'une très grande prolifération de systèmes d'indicateurs et de publication d'indices, dont beaucoup ont un rapport direct avec la notion de gouvernance. On dénombrait en 2003 près d'une cinquantaine de projets en cours ou de travaux publiés. Dans la version 2007 du Guide d'utilisation des indicateurs de gouvernance, rédigé en collaboration par l'Union européenne et le PNUD, on n'en dénombre pas moins d'une centaine.

Depuis que le PNUD a publié, pour la première fois en 1990, son rapport sur le développement humain, l'IDH a, en incorporant non seulement des indicateurs de revenus et de bien-être matériel mais aussi en s'attachant à des indicateurs d'éducation et de santé, considérablement contribué à changer la mentalité et la manière d'agir des acteurs et observateurs internationaux du développement humain. Le meilleur hommage qui pouvait être rendu à ce travail considérable ne pouvait venir que d'Amartya Sen. Le prestigieux économiste qui a inspiré le travail pionnier du PNUD était, initialement, défavorable à la publication d'un indicateur synthétique (l'IDH), jugé trop « sommaire », alors que l'ensemble des données disponibles était d'une très grande richesse. En 1999, revenant sur cette position, il écrit, en évoquant ses débats passés avec l'autre père des rapports et des indicateurs du PNUD, Mahbub ul Haq : *« Mahbub avait entièrement raison, je dois l'admettre, et je me réjouis que nous n'ayons pas essayé de l'empêcher de chercher une mesure sommaire. Par une utilisation judicieuse du pouvoir d'attraction de l'IDH, il a réussi à attirer l'attention des lecteurs sur le large éventail des tableaux statistiques et d'analyses critiques détaillées qui sont dans le rapport mondial sur le développement humain. Cet indicateur simple était clair et a reçu une attention soutenue. Il a permis à la réalité complexe contenue dans le reste du rapport de trouver un lectorat intéressé ».*

D'une manière similaire, l'Index de perception de la corruption produit par Transparency International est, maintenant autant pris en compte par les bailleurs de fonds et d'autres acteurs internationaux que par les gouvernements et des groupes issus de la société civile. Il en est de même pour de nombreux autres indices ou index. La Banque mondiale, elle-même, dont on sait que le travail sur les indicateurs de gouvernance a été souvent, et à raison d'ailleurs, critiqué, a pour la première fois intégré dans ses indicateurs, en 2007, des données et des indices sur la perception de la gouvernance, fournis par une trentaine d'organisations de la société civile. C'est un progrès remarquable qu'il convient de souligner à l'aune de l'habitude prise par cette Banque d'avoir refusé pendant près de 10 ans de communiquer sur la façon dont était élaboré son index d'évaluation politique et institutionnelle des pays (CPIA).

Au travers de la publication des indices, le débat sur la gouvernance, a permis et favorisé une avancée importante : la notion légitimité s'est invitée dans le débat et elle a pris le pas sur la notion d'efficacité. Pour de nombreuses organisations de la société civile, pour ne pas dire la totalité, la Banque mondiale ne peut pas et ne doit pas prendre la tête de la croisade pour la gouvernance. D'une part, parce que sa position d'acteur international lui permet « d'échapper » au contrôle direct des Nations Unies. D'autre part, son absence de transparence, la disqualifie pour ce leadership. La montée en puissance des critiques, relayées en septembre 2006 par le commissaire européen au développement et à l'aide humanitaire, Louis Michel, aura forcé en 2007, la Banque mondiale à réviser ses exigences, en matière de corruption, pour l'attribution des prêts aux pays en développement. En s'emparant du débat, l'UE et la société civile, représentée par de nombreuses organisations, ont conduit la Banque mondiale à considérer la gouvernance d'une manière beaucoup plus politique que purement technique.

i. ... et pour que les acteurs réagissent

Pour illustrer la nécessité de cette réaction et son urgence, un témoignage édifiant, et malheureusement symptomatique, d'une certaine forme de gouvernance ou plutôt de *non gouvernance*. La scène se passe en 2000, au Burundi, dans la province de Karuzi. Une équipe de 7 volontaires expatriés et de 180 personnels locaux de la branche belge d'une ONG française, reconnue au plan international, prend en charge 150 personnes dans un CNT (soins médicaux et réalimentation) et environ 500 en CNS (distribution hebdomadaire de rations alimentaires). Cette équipe est appuyée à partir de Bujumbura, la capitale, par un groupe de coordination (chef de mission, coordinateur logistique, comptable et administrateur ; pour ces deux derniers il s'agit de leur toute première mission). Ce duo administratif, empêtré dans de savants calculs de salaires dus à un système complexe de primes, décide de supprimer toutes les primes et d'harmoniser les salaires par le haut. Ce qui se traduit par une hausse de 40% en moyenne des salaires des recrutés locaux. Dès lors, un simple gardien, placé le plus bas sur l'échelle des salaires gagnait désormais autant qu'un médecin provincial employé par le gouvernement burundais. La province comptant 300.000 habitants cette augmentation n'avait pas de quoi déséquilibrer l'économie locale.

Dès la fin novembre, une épidémie de paludisme de grande ampleur apparaît dans la province. Cette épidémie, conjuguée à une période de très mauvaises récoltes, déclenche une catastrophe humanitaire majeure. Quatre mois plus tard le nombre de personnes prises en compte mensuellement dans les CNT était de 5.000 et de 30.000 dans les CNS. Les moyens mis en œuvre par cette ONG étaient devenus astronomiques. 45 expatriés, 54 véhicules dont 8 camions, 5 CNT, 10 CNS, 21 millions de francs belges en fonds propres, sans compter les financements ECHO et OFDA, 150 tonnes de fret par semaine, et surtout 1500 employés locaux, dont 1.000 sous contrat et 500 journaliers. Une telle masse de salariés locaux ne pouvait que poser de sérieux problèmes. Tout le monde voulait travailler pour cette ONG. Il fallait équilibrer la répartition des postes entre Hutus et Tutsis. Mais avec une telle quantité de personnels c'était devenu incontrôlable. Les salaires étaient tellement attractifs que de nombreux burundais, dissimulant leur statut de fonctionnaires, ont déserté leurs postes administratifs pour se faire recruter par l'ONG. Écoles et administrations se retrouvèrent rapidement

perturbées et l'économie locale complètement déséquilibrée. Une veille des prix, organisée par l'ONG elle-même, a fait apparaître une hausse hebdomadaire de près de 10%. Les relations avec une administration locale paralysée se sont rapidement détériorées, ce qui a eu pour conséquence d'entraver la bonne marche des secours. La fin de la mission d'urgence a été particulièrement délicate et douloureuse, avec séquestrations d'expatriés par des employés locaux qui ne voulaient pas perdre une source de revenus importante. Au final, on peut dire, avec certitude, que des milliers de vies ont été sauvées. Avec pour dommages collatéraux, une économie atomisée, une profonde désorganisation du système éducatif, une administration locale démunie et une plus grande défiance vis-à-vis des missions humanitaires.

Cet exemple, volontairement pris au bas de l'échelle de la gouvernance mondiale, montre bien, comme celui de la Banque mondiale évoqué ci-dessus, qu'il est nécessaire, indispensable et vital que les acteurs de cette gouvernance mondiale se ressaisissent. Ils ne peuvent se soustraire à un examen de conscience approfondi, à un questionnement sur leurs modes et méthodes de fonctionnement, c'est-à-dire sur leur propre gouvernance, afin d'en tirer une nouvelle légitimité plus en accord avec les défis du 21^{ème} siècle.

Fort heureusement, les cas de remise en cause sont maintenant nombreux, ambitieux et porteurs d'espoir. C'est dans le domaine de l'aide humanitaire que les expériences semblent être les plus avancées. Cette réaction à base de questionnements suit, en général, un processus relativement simple qui peut se résumer en trois grandes lignes directrices : *compréhension*, *évolution* et *innovation*. Ces trois lignes directrices visent à renforcer les compétences des acteurs, promouvoir l'amélioration des pratiques, tirer les leçons de l'expérience, diffuser la capitalisation des savoirs et créer des méthodes et outils destinés à favoriser une « démarche qualité ». L'objectif d'une telle démarche globale, impliquant tout autant les bénéficiaires, les acteurs et les bailleurs/donateurs de l'aide humanitaire, est de replacer l'aide humanitaire dans ce qui est sa raison d'être : rendre service aux populations affectées par les crises. Pilotage et évaluation de l'action ont aussi pour objectif de crédibiliser les ONG et de renforcer la confiance. La responsabilité, la « redevabilité/accountability », ne se décrètent pas : elles se démontrent et se prouvent.

Le fait que ce soient les ONG qui ont réagi le plus rapidement n'a rien de surprenant. Leurs structures le leur permettent. En revanche, force est de constater qu'au niveau des grandes organisations internationales les réactions sont plus lentes, beaucoup plus lentes. Prenant conscience de ses faiblesses l'organisation des Nations Unies s'est lancée, depuis 1997, dans un vaste programme dont le but est d'en faire un instrument plus efficace pour réaliser les objectifs prioritaires, notamment ceux adoptés dans la Déclaration du Millénaire des Nations Unies. Le processus de remise en cause de certaines pratiques est globalement similaire au processus suivi par les ONG. Il met l'accent sur « *l'action utile, la restructuration des moyens d'information, un meilleur service au profit des États membres, une meilleure coordination des actions, le financement des priorités et la recherche de l'excellence dans le recrutement des personnels* ».

Déjà, dès septembre 2002, le secrétaire général de l'époque constatait que les réalisations avaient été nombreuses. *« Les réformes amorcées en 1997 visent à adapter les structures internes et la culture de l'Organisation des Nations Unies aux attentes et défis nouveaux. Depuis lors, certaines réalisations importantes ont été enregistrées - avant tout la Déclaration du Millénaire elle-même, qui contient un ensemble clairement défini d'objectifs prioritaires, dont des objectifs de développement précis assortis d'échéances. Ces objectifs servent désormais de cadre directif commun pour l'ensemble du système des Nations Unies. L'ONU a été à l'avant-garde de la lutte menée pour éliminer la pauvreté et la pandémie du VIH/Sida. La mise en œuvre des propositions formulées dans le rapport du Groupe d'étude sur les opérations de paix de l'ONU améliore considérablement la capacité de l'Organisation à déployer et gérer des opérations de maintien et de consolidation de la paix. Elle a permis de relever efficacement les défis nouveaux et inattendus en Sierra Leone, au Kosovo et au Timor oriental. L'Organisation des Nations Unies fait preuve d'une plus grande cohésion et ses composantes disparates travaillent mieux ensemble. Des partenariats féconds ont été formés avec toute une série d'acteurs non étatiques. En bref, l'Organisation évolue avec son époque. Elle est plus efficace, plus ouverte et plus créative. Toutefois, de nouvelles réformes sont nécessaires. Le présent rapport propose un certain nombre d'améliorations visant à faire en sorte que l'Organisation concentre son attention sur les priorités établies par les États Membres et que le Secrétariat offre un meilleur service. Une réforme des organes gouvernementaux est également indispensable. L'Assemblée générale et le Conseil économique et social doivent tous deux procéder à des ajustements pour réaliser pleinement leur potentiel et un nouvel élan doit être donné au processus enrayé de réforme du Conseil de sécurité. Le programme de travail de l'Organisation dans son ensemble devrait être mieux ciblé et prévoir moins de réunions mais des réunions plus productives et moins de documents mais des documents plus utiles ».*

Comme on le voit le défi est ambitieux. Il prendra du temps et devra vaincre une formidable inertie due à la taille de l'ONU ou à celle des autres grandes organisations de gouvernance mondiale. Il devra aussi surmonter de nombreuses difficultés que la remise en question de certaines habitudes ne manquera pas de faire surgir. Mais c'est le prix à payer pour disposer de la capacité essentielle à gérer le changement dans un monde en évolution rapide. Si l'ONU et, par extension, toutes les grandes organisations à *vocation universelle*, institutions *internationales* et *organisations multilatérales* ou *ensembles régionaux* ne se modernisent pas et ne développent pas leurs capacités dans ce domaine, elles risquent d'être dépassées et de ne plus être en mesure de jouer un rôle clef sur la scène mondiale.

À la fois photographie et moyen d'action-réaction, l'IGM possède donc une double dimension. Une dimension analytique - il doit s'efforcer de dresser le plus fidèlement possible l'état des lieux de la gouvernance mondiale - et une dimension opérationnelle - il doit permettre aux acteurs, quel que soit leur niveau, d'agir ou de réagir pour une gouvernance mondiale plus efficace, plus démocratique et plus en phase avec l'environnement. Si la première dimension paraît, à première vue, relativement facile à mesurer, la dimension opérationnelle semble plus délicate à quantifier. L'étude de cette double dimension devrait permettre de déterminer les

éléments constitutifs d'un IGM qui réponde, tout à la fois, à une nécessité analytique et un besoin opérationnel.

CHAPITRE 2 - L'INDICE DE GOUVERNANCE MONDIALE

La multiplication exponentielle des systèmes d'indicateurs a été soulignée dans le chapitre précédent. L'inconvénient majeur de la plupart de ces systèmes c'est qu'ils ne prennent en compte qu'un seul des domaines de la gouvernance mondiale. Si tous ces systèmes donnent d'excellents résultats, tant sur le plan quantitatif que qualitatif, ils ne peuvent avoir la prétention de fournir une image complète de l'état de la gouvernance mondiale. À recherche monothématique, image monocouleur.

Si l'on veut obtenir une image précise de la situation de la gouvernance mondiale et de son évolution il faut prendre en compte l'ensemble des domaines fondamentaux au travers desquels elle s'exerce.

1. TEXTES DE BASE

Ces domaines fondamentaux sont, à l'origine, inscrits dans deux textes importants pour la gouvernance mondiale moderne : la *Charte des Nations Unies*, signée le 26 juin 1945 et la *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme* du 10 décembre 1948.

« Préserver les générations futures du fléau de la guerre, proclamer les droits fondamentaux de l'homme, la dignité et la valeur de la personne humaine, l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites, créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et au respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international, favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande », tels sont, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, les lignes directrices de cette gouvernance.

Trois ans plus tard, la *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme* vient renforcer cette charte et constitue, dans l'esprit des dirigeants du monde entier qui l'adoptent, une véritable feuille de route garantissant les droits de chaque personne, en tout lieu et en tout temps.

1. RIO DE JANEIRO : UN NOUVEL ELAN

Le Sommet de la Terre, qui se déroule à Rio de Janeiro en 1992, sert de déclic dans la prise de conscience de l'importance des domaines fondamentaux de la gouvernance mondiale. Lors de cette conférence internationale, un intérêt soutenu se fait jour pour la préservation de biens immatériels aussi précieux que menacés : l'air, l'eau, les forêts. Au fil des mois, tandis que la notion d'interdépendance du village planétaire s'impose, la réflexion s'élargit, passant des seuls biens environnementaux à l'ensemble des biens communs à l'humanité : santé, éducation, droits de l'homme, etc. Les contours du concept de biens publics mondiaux sont longtemps apparus flous et pour sortir de la confusion, les intellectuels et les groupes d'experts ont défriché le terrain. C'est à l'italien Riccardo Petrella, ancien directeur du programme FAST à la Commission Européenne, secrétaire général du Comité international pour un contrat mondial de l'eau créé en 1997 à partir du « *Manifeste de l'eau* », que l'on doit ce qui peut être considéré comme la meilleure définition de ces biens publics mondiaux : « *Ce sont ces biens et services qui doivent être considérés comme essentiels à la sécurité du **vivre ensemble au niveau mondial*** ».

2. DECLARATION DU MILLENAIRE : LA CONFIRMATION

Prenant en compte des bouleversements géopolitiques, liés à la fin de la guerre froide, et les défis majeurs qui se présentent à nous, la Déclaration du Millénaire, en 2000, confirme les réflexions sur la gouvernance mondiale et renforce le lien qui unit les différents domaines et que la notion de biens publics mondiaux avait fait apparaître huit ans auparavant.

Conscients de la complexité des défis à relever et de l'urgence à agir, les chefs d'État et de gouvernement, réunis à New-York du 6 au 8 septembre 2000, réaffirment solennellement leur foi dans l'Organisation et dans sa Charte, « *fondements indispensables d'un monde plus pacifique, plus prospère et plus juste* ». Ils s'érigent en « *défenseurs, au niveau mondial, des principes de la dignité humaine, de l'égalité et de l'équité* ». Résolus à instaurer une paix juste et durable dans le monde entier conformément aux buts et aux principes inscrits dans la Charte, ils réaffirment leur « *volonté de tout faire pour assurer l'égalité souveraine de tous les États, le respect de leur intégrité territoriale et de leur indépendance politique, le règlement des différends par des voies pacifiques et conformément aux principes de la justice et du droit international, le droit à l'autodétermination des peuples qui sont encore sous domination coloniale ou sous occupation étrangère, la non-ingérence dans les affaires intérieures des États, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le respect de l'égalité des droits de tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion et une coopération internationale en vue du règlement des problèmes internationaux à caractère économique, social, culturel ou humanitaire* ». Ils s'engagent ouvertement pour que la « *mondialisation devienne une force positive pour l'humanité tout entière* ». Cela ne pourra se faire que si « *un effort important et soutenu est consenti pour bâtir un avenir commun fondé sur la condition que nous partageons en tant qu'êtres humains, dans toute sa diversité. Cet effort devant produire « des politiques et des mesures, à l'échelon mondial, qui correspondent aux besoins des pays en développement et des pays en transition et qui sont formulées et appliquées avec leur participation effective* ». Ces Objectifs du Millénaire pour le développement constituent un schéma directeur pour l'avènement d'un monde meilleur.

3. LE SOMMET DE JOHANNESBURG : L'URGENCE

Le Sommet mondial pour le développement durable de Johannesburg, en 2002, dix ans après le sommet de Rio, vient rappeler l'urgente nécessité de répondre aux défis du 21^{ème} siècle dans le respect des principes fondamentaux de la gouvernance mondiale qui sont rappelés dans la déclaration politique finale de ce sommet. À la recherche de la meilleure route à suivre pour que les principes du développement durable soient respectés et que leur mise en œuvre se traduise par des résultats concrets, les représentants des États confirment, au cours de ce sommet, les progrès notables réalisés dans le sens d'un consensus mondial et de l'édification d'un partenariat entre toutes les populations de la planète. Rappelant l'universalité de la dignité humaine ils insistent sur « *la promotion du dialogue et de la coopération entre les civilisations et les peuples de la planète, sans considération de race, de handicap, de religion, de langue, de culture ou de traditions* ». Le développement durable devient l'objectif commun de toute l'humanité et tout doit être mis en œuvre pour y parvenir : « *Partenariats constructifs axés sur le changement, adoption de*

cibles et de calendriers précis, élimination de la pauvreté, adaptation des modes de consommation et de production, protection et gestion viable du stock de ressources naturelles nécessaires au développement économique et social, formation d'alliances et de groupements régionaux plus puissants, tels que le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, perspective à long terme et large participation à l'élaboration des politiques, à la prise de décisions et à la mise en œuvre à tous les niveaux et renforcement et amélioration de la gouvernance à tous les niveaux ».

4. LES DOMAINES RETENUS POUR LE CALCUL L'IGM

Les différentes notions développées dans les textes fondateurs et les conférences évoquées ci-dessus font clairement apparaître que l'objectif premier de la gouvernance mondiale est de définir de nouvelles relations entre les êtres humains, entre les sociétés et entre l'humanité et la biosphère. Partant de cet objectif général, le cahier de propositions « *Refonder la gouvernance mondiale pour répondre aux défis du 21^{ème} siècle* » énonce les trois principaux objectifs que les institutions internationales devraient adopter comme ligne directrice :

i. La mise en place des conditions d'un développement durable

Le premier devoir de la gouvernance est de préserver le long terme. Le mode actuel de développement crée des déséquilibres fondamentaux. Les déséquilibres engendrés par le mode actuel de développement, entre humanité et biosphère, compromet la vie de nos enfants et de nos petits enfants. Le premier objectif commun est donc de transformer les modèles actuels de développement pour les rendre compatibles à long terme avec les ressources limitées de la biosphère. Le développement matériel doit se subordonner au développement humain. L'avenir de l'humanité n'est assuré que si le souci du développement intégral des êtres humains, développement spirituel, intellectuel, social, artistique, etc. devient le critère premier du développement.

i. La réduction des inégalités

Le développement durable ne peut s'obtenir en réservant les ressources naturelles limitées de la planète à une petite minorité qui a les moyens économiques de les acquérir et les moyens militaires de les conserver. Ainsi, la réduction des inégalités n'est pas seulement un devoir moral, un acte de compassion. C'est aussi un devoir de justice et une condition de paix à long terme. Trouver les voies pour concilier la liberté de chacun et le respect de la dignité de tous est le second objectif assigné à la gouvernance mondiale.

ii. L'instauration d'une paix durable dans le respect de la diversité

La diversité écologique et la diversité culturelle ne sont pas seulement des réalités irréductibles du monde actuel, mais aussi une richesse majeure de l'humanité. La paix nécessite la reconnaissance d'une commune appartenance, la recherche d'un bien commun et la conscience de l'unité, depuis les communautés de base jusqu'à la famille humaine tout entière. A chaque niveau de la gouvernance, il faut parvenir à assurer à la fois plus d'unité et plus de diversité. C'est la capacité à ne pas opposer l'unité et la diversité mais à les considérer comme les deux faces

d'une même monnaie qui constitue, depuis la gestion d'un quartier ou d'un village jusqu'à la gestion de la planète, l'art de la gouvernance. C'est cet art que la gouvernance mondiale doit pratiquer à l'échelle planétaire et aider à pratiquer aux autres niveaux.

Ces trois objectifs, tels qu'ils sont présentés et énoncés, collent au plus près des grands domaines classiques d'application de la gouvernance mondiale que sont la paix, la sécurité, la démocratie, la liberté et l'équité. C'est donc, dans la droite ligne de ces grands domaines que nous retiendrons les domaines particuliers suivants, dont l'étude détaillée, sous forme d'indicateurs et d'index composites, devrait permettre de parvenir à l'IGM :

- Paix et sécurité.
- État de droit.
- Droits de l'homme et Participation.
- Développement durable.
- Développement humain.

CHAPITRE 3 - LES INDICATEURS ET LEURS INDEX COMPOSITES

1. PAIX ET SECURITE

Pour Kofi Annan, ex-secrétaire général des Nations unies, « *la paix est essentielle à la réalisation de tous les autres biens publics mondiaux* ». Sans elle rien de tout ce qui fait la gouvernance mondiale n'est possible. En d'autres termes, être en sûreté et en sécurité, serait le premier de tous les principes de la gouvernance mondiale.

Dans sa globalité la paix repose deux notions complémentaires et indissociables : la notion de sécurité nationale qui concerne l'État en tant que tel et la notion de sécurité publique qui concerne les citoyens et leur protection.

La défense et la sécurité, constituant la sécurité nationale, sont des fonctions régaliennes qui visent à assurer, de tous temps, en tous lieux et en toutes circonstances, l'intégrité du territoire d'un État, la protection de sa population et la préservation de ses intérêts nationaux contre tous types de menaces et d'agressions extérieures. Ces fonctions participent également au respect des alliances, traités et accords internationaux.

Le concept de sécurité publique, ou autrement appelé sécurité humaine, est relativement nouveau et largement utilisé pour traiter de la complexité des menaces qui pèsent sur les populations. Vivre dans un État en sécurité, sur le plan extérieur, ne veut pas nécessairement dire que l'on vit en sécurité à l'intérieur de ce même État. La protection des citoyens d'une menace extérieure est sans doute une condition nécessaire pour la sécurité publique mais elle est loin d'être suffisante. Il faut donc tenir compte de tout ce qui a trait au climat politique à l'intérieur d'un État, à la protection des citoyens contre toutes les formes de violence et de vols et aux moyens mis en œuvre pour assurer cette protection.

L'indicateur Paix et sécurité se décomposera donc en deux sous-indicateurs : le sous-indicateur Sécurité nationale et le sous-indicateur Sécurité publique. Chacun de ces sous-indicateurs se décline en plusieurs index comme le résume le tableau ci-dessous.

Indicateur	Sous-indicateur	Index
Indicateur Paix et Sécurité	Sécurité nationale	Conflits
		Réfugiés et demandeurs d'asile
		Personnes déplacées
	Sécurité publique	Climat politique
		Degré de confiance entre citoyens
		Criminalité violente
		Homicides pour 100.000 habitants

En ce qui concerne le sous-indicateur Sécurité nationale, les trois index étudiés semblent être les principaux à retenir. D'autres index, comme celui du nombre de tués au cours de conflits violents ou celui du nombre de morts résultant d'attaques intentionnelles et unilatérales à l'encontre des populations civiles, auraient pu être

retenus mais les données actuellement disponibles ne sont pas suffisamment récentes pour permettre une étude valable. Les données les plus récentes en la matière (l'UCDP Battle-Deaths Dataset, v.4.1, 2002-2005, l'UCDP Non-State Conflict Dataset, v.1.1, 2002 - 2005 et l'UCDP One-Sided Violence Dataset, v.1.2 1989 - 2005) remontent en effet à 2005. C'est pourquoi nous nous limiterons aux trois index mentionnés.

De nombreux autres index pourraient également être étudiés dans le cadre du sous indicateur Sécurité publique. En particulier celui qui traite des facilités d'accès aux armes de poing et aux armes légères, ou encore celui du nombre d'incarcérés pour 100.000 habitants. D'une part, les données actuellement disponibles ne sont pas suffisamment récentes pour être utilement exploitées et d'autre part rajouter d'autres index à ceux qui ont été choisis ne semblerait rien apporter de plus à l'étude.

1. ÉTAT DE DROIT

Sans état de droit il est impossible de parler d'État ou de gouvernance. Sans nécessairement faire référence à un système quelconque il s'agit ici d'étudier la façon dont sont réglés, dans la transparence et sans violence, les litiges personnels de toutes sortes, les différends entre citoyens et État ou les problèmes découlant d'obligations contractuelles, formelles ou informelles. Il est certain que les États qui disposent d'un arsenal juridique développé, qui ont adhéré aux conventions internationales, qui se conforment aux obligations légales qui en découlent et qui disposent d'un système judiciaire indépendant, sont mieux à même de garantir un état de droit de qualité. L'état de droit, tel qu'il est étudié ici, fait exclusivement référence à la façon dont les lois sont pensées, élaborées et mises en application par les autorités légales d'un pays. L'aspect particulier de l'état de droit, en référence à une loi morale supérieure et contraignante, sera abordé lors de l'étude du pilier « droits de l'homme et participation ».

Au niveau auquel nous nous situons, c'est-à-dire celui de la gouvernance mondiale, cet état de droit doit être évalué au travers de deux composants essentiels - la ratification des conventions et traités internationaux en matière des droits de l'homme et l'efficacité et l'indépendance du système judiciaire - auxquels il convient de rajouter une évaluation de la corruption, dont il est couramment admis qu'elle découle directement d'un état de droit défaillant (cadre juridique flou et système judiciaire inadéquat).

L'indicateur État de droit se décomposera donc en trois sous-indicateurs : le sous-indicateur Arsenal législatif essentiel, le sous-indicateur Existence et fonctionnement d'un système juridique indépendant et le sous-indicateur Corruption.

Indicateur	Sous-indicateur	Index
Indicateur État de droit	Arsenal législatif	Ratification des traités
		Droits de propriété
	Système juridique	Indépendance
		Efficacité
		Règlement des différends contractuels
	Corruption	Indice de perception de la corruption

2. DROITS DE L'HOMME ET PARTICIPATION

Les Droits de l'homme ne sont ni optionnels, ni facultatifs. Ils offrent un cadre cohérent - et contraignant - à l'intérieur duquel doit s'inscrire toute activité, qu'elle soit politique, économique, sociale ou financière. Les obligations en matière de droits de l'homme doivent systématiquement prévaloir sur toute autre obligation. Ainsi, au nom de la prééminence des droits de l'homme sur toute autre obligation, les États doivent veiller à ce que tous leurs engagements, y compris ceux pris dans les domaines économiques, commerciaux ou financiers, soient compatibles avec les principes universels en matière de droits de l'Homme.

L'indicateur Droits de l'homme et participation se décomposera en trois sous-indicateurs : le sous-indicateur Droits civils et politiques, le sous-indicateur Participation et le sous-indicateur Discrimination/Inégalités sexuelles. Chacun se décline en index composites.

Indicateur	Sous-indicateur	Index
Droits de l'Homme et participation	Droits civils et politiques	Respect des droits civils
		Respect des droits physiques
		Liberté de la presse
		Violences contre les médias
	Participation	Participation à la vie politique
		Processus électoral et pluralisme
		Culture politique
	Discrimination / Inégalités sexuelles	Droits politiques des femmes
		Droits sociaux des femmes
		Droits économiques des femmes
		Taux de représentation dans les parlements nationaux

3. DEVELOPPEMENT DURABLE

Le développement durable (ou *développement soutenable*) est, selon la définition proposée en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, dans le Rapport Brundtland, « *un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs* ».

Autrement dit, il s'agit, en s'appuyant sur des valeurs (responsabilité, participation et partage, débat, partenariat, innovation, pérennité, réversibilité, précaution et prévention, solidarité sociale, géographique et entre générations) d'affirmer une approche double et conjointe : dans le temps, nous avons le droit d'utiliser les ressources de la Terre mais le devoir d'en assurer la pérennité pour les générations à venir ; dans l'espace, chaque habitant de cette terre a le même droit humain aux ressources de la Terre .

Le concept de développement durable repose sur deux principes centraux : d'une part la solidarité inter générationnelle (recherche de l'amélioration du bien-être des générations futures), d'autre part la solidarité intra générationnelle (partage du bien-

être ou des conditions de bien-être au sein d'une même génération). Ces deux principes se traduisent par l'énoncé d'objectifs, qui composent les différentes dimensions de la durabilité : la sphère économique, la dimension sociale (inégalités et pauvreté) et la sphère environnementale.

Nous étudierons donc cet indicateur sous l'angle des trois dimensions ainsi définies, lesquelles se décomposent en plusieurs index comme suit :

Indicateur	Sous-indicateur	Index
Développement durable	Secteur Économique	PIB en PPA par tête
		Taux de croissance du PIB
		Facilités de création d'entreprise
	Dimension sociale	GINI (pauvreté et inégalités)
		Capacités de base
		Ratification des textes sur le droit international du travail
	Dimension environnementale	Empreinte écologique et bio capacité
		Durabilité environnementale
		Performance environnementale

4. DEVELOPPEMENT HUMAIN

La notion de développement humain est apparue et a pris consistance aux alentours des années 1980. A cette époque, certains économistes, dont le Pakistanais Mahbub ul Haq qui allait jouer un rôle clé dans la création de l'indice de développement humain le créateur de l'IDH, réalisent que l'idée qui prévalait à ce moment - le progrès et le développement humains sont étroitement liés aux progrès économiques - et jettent les bases d'une nouvelle approche intellectuelle qui remet en cause la suprématie du « tout économique ».

Mahbub ul Haq résume ainsi la notion de développement humain : « *Le développement humain a pour but d'élargir la palette des choix qui s'offre aux hommes. Ces choix sont en principe infinis et en évolution permanente et, bien souvent, les hommes attachent une certaine valeur à des réalisations dont l'objectif est de créer un environnement favorable à un épanouissement humain durable et dont les retombées n'apparaissent pas immédiatement dans les chiffres de la croissance ou ceux des indices économiques habituellement utilisés* ».

Traiter de la notion de développement humain, revient donc à aborder le problème de la création d'un environnement au sein duquel les personnes peuvent exploiter toute leurs capacités et mener une vie productrice et créatrice en accord avec leur besoins et leurs intérêts. Le développement humain est le moyen qui leur permet de donner un sens et une valeur à leur vie. Bien plus que le PIB, ce sont les citoyens qui constituent la véritable richesse des pays. Le développement économique constitue seulement un moyen - important certes - qui leur permet d'élargir leurs choix de vie.

En matière de développement humain, les possibilités les plus fondamentales pour un individu, consistent à mener une vie longue et saine, être bien informé, avoir accès aux ressources requises pour un niveau de vie décent et pouvoir participer à

la vie de la communauté. Sans ces capacités de base le nombre de choix de vie est restreint et de nombreuses opportunités sont inaccessibles.

Cette manière de considérer le développement n'est pas nouvelle. Elle a été simplement occultée par le souci immédiat d'accumuler des biens matériels ou financiers de toutes sortes. Ainsi que le faisait remarquer Aristote « *la richesse n'est évidemment pas le bien ultime de notre quête sur terre, mais elle contribue quand même à notre bonheur* ». En poursuivant un autre but que l'enrichissement, le développement humain partage une vision commune avec la notion de droits de l'homme. Le but final est la liberté humaine. Les peuples doivent pouvoir exercer librement leurs choix et participer aux processus de décision qui touchent à leurs vies. Développement humain et droits de l'homme se renforcent mutuellement en contribuant au bien-être de tous et en garantissant la dignité des peuples, dans le respect de soi et des autres.

Nous étudierons l'indicateur développement humain au travers des sous-indicateurs et index suivants :

Indicateur	Sous-indicateur	Index
Développement humain	Développement	Développement humain
	Bien-être et Bonheur	Bien-être subjectif
		Bonheur
		Qualité de vie

5. CALCUL DE L'IGM

La démarche suivie pour le calcul de cet IGM est détaillée dans les annexes à cette étude. Elle est similaire à celle suivie par le PNUD dans l'établissement de son Indice de Développement Humain. C'est-à-dire que le résultat final est exprimé sur une échelle de 0 (le plus mauvais résultat) à 1 (le meilleur résultat possible).

Les tableaux illustrant chaque indicateur sont de trois types : un premier tableau général par ordre alphabétique récapitulant l'ensemble des données détaillées qui permettent le calcul de l'indicateur, un deuxième tableau montrant le classement mondial pour l'indicateur étudié et un troisième tableau faisant apparaître le classement par ensembles régionaux selon la classification en annexe (cf. page 81).

Pour l'IGM deux tableaux sont proposés : un classement mondial et un classement régional.

CONCLUSION

Le but final de cette étude sur l'IGM s'inscrit dans une démarche à long terme. A partir de l'état des lieux qu'elle établit, du diagnostic qu'elle dresse, elle doit permettre aux acteurs en charge de la gouvernance de se poser les questions qui conviennent afin de réfléchir aux solutions à apporter. Il s'agit, au final, de donner corps à une gouvernance mondiale, apte à répondre aux défis mondiaux des années à venir et s'inscrivant dans le respect des grands principes tels qu'ils ont été définis dans le « *Guide pour l'élaboration des propositions sur la gouvernance mondiale*² ».

La réalisation de cet IGM est un premier pas en ce sens. Les indicateurs, les sous-indicateurs et les index retenus pour cette étude pointent bien dans la direction de ces principes. Les index qui constituent les indicateurs « Paix et sécurité », « État de droit » et « Droits de l'homme et participation », par exemple, renvoient clairement au principe « **Légitimité de l'exercice du pouvoir** » et à celui de « **Conformité à l'idéal démocratique et à l'exercice de la citoyenneté** ». L'assentiment profond des peuples à la manière dont ils sont gouvernés, la confiance qu'ils accordent à ceux qui exercent l'autorité, la mise en avant des nécessités du bien commun et une organisation de la société reposant sur un socle éthique reconnu et respecté sont des notions que les index étudiés illustrent et évaluent. Ceux du « Développement durable » pointent vers le principe de « **Compétence et efficacité** » et étudient, tout à la fois, la conception des institutions publiques et privées, leur mode de fonctionnement ainsi que la compétence, la pertinence et la capacité de ceux qui sont en charge de leur fonctionnement. Enfin les index de l'indicateur « Développement humain » soulignent le principe de **Coopération et partenariat**.

Cette étude ne saurait être exhaustive. Les choix effectués ont conduit à retenir cinq domaines d'étude et à en limiter le champ d'application aux acteurs que sont les États-Nations. Ces États-Nations constituent un cadre légal, un mode d'organisation politique et social, héritier d'une histoire et d'une culture parfois millénaires. C'est donc, à ce titre, qu'ils figurent tout logiquement parmi les acteurs les plus importants de la gouvernance mondiale et c'est pour cela que le résultat de la présente étude donne une bonne indication de l'état de la gouvernance mondiale.

Il n'en demeure pas moins qu'un certain nombre d'autres acteurs devront, ultérieurement, être pris en considération. Si l'identification de ces acteurs ne pose en soi aucun problème - OIG, ONG et entreprises de dimension mondiale - le plus délicat sera de déterminer les critères à retenir. Du simple point de vue des États-nations il est relativement facile de dégager un certain nombre de critères généraux et communs à l'ensemble de ces États-nations. Du fait même de leur caractère général et commun, les données sont nombreuses et aisément exploitables.

Le challenge sera différent en ce qui concerne les autres acteurs. De récents et importants dysfonctionnements, amplement médiatisés au début de l'année 2008, mettant en cause une ONG française, ont contribué à relancer le débat autour de la gouvernance des acteurs non étatiques. Il est donc naturel de se poser la question de la gouvernance au sein de cette nébuleuse d'organisations.

²

<http://www.world-governance.org/spip.php?article147&lang=fr>

Au même titre que les cinq indicateurs objet de cette étude permettent d'évaluer la performance des États en matière de gouvernance, d'autres indicateurs devraient pouvoir permettre d'évaluer l'impact des OIG, ONG et entreprises de dimension mondiale. L'évaluation de la « responsabilité - redevabilité - accountability » de ces acteurs ne devra pas se limiter à la théorie. Il s'agira d'évaluer la façon dont ces acteurs s'engagent à prendre en compte de manière équilibrée les besoins des bénéficiaires au cours de leurs processus décisionnels et de la façon dont ils s'acquittent de cet engagement.

Un des effets pervers des indicateurs, c'est que bien souvent leur finalité est occultée par un classement final qui, pour les uns, devient parfois obsessionnel, alors que pour les autres, il ne semble revêtir aucune valeur. Il ne s'agit donc pas, au terme de cette étude, d'établir un quelconque classement des pays ou des acteurs, de distribuer les bons ou mauvais points en fonction des résultats obtenus. L'essentiel est de montrer l'état de la gouvernance mondiale au travers des critères d'étude retenus et d'inciter les acteurs à profiter de la vertu pédagogique de cet IGM pour se poser les questions essentielles sur leur gouvernance. Au delà du classement c'est bien le problème de la mise en question qui se pose. Ce classement, ou plutôt ses éléments constitutifs doivent permettre une réflexion de fond sur les forces et les faiblesses de tel ou tel État-Nation. Cette réflexion devrait ensuite conduire vers des mesures à prendre, des initiatives à rechercher, des changements de comportement pour parvenir, *in fine*, à un monde meilleur parce que mieux gouverné.

Au terme de cette étude, il serait prétentieux et dangereux d'affirmer que cet IGM est achevé et parfait. L'IGM tel qu'il est défini ici est le résultat d'une approche initiale. La démarche n'a pas été simple. Entre recueil de données fiables, confrontation de ces données et étude de leur pertinence il a fallu faire des choix. Ceux-ci ne sont pas définitifs. Avec la croissance exponentielle des moyens de communication et d'échanges qui caractérisent le monde actuel, il est plus que probable que, dans un proche avenir, de nouvelles données, encore plus pertinentes, seront disponibles. Toutes suggestions, toutes remarques sont les bienvenues car c'est de la confrontation des idées que jaillira un IGM encore plus performant.

ACRONYMES

ALENA	Accord de libre échange nord américain
ATTAC	Association pour la taxation des transactions pour l'aide aux citoyens
BAD	Banque asiatique de développement
BIT	Bureau international du travail
BRI	Banque des règlements internationaux
CIRI	Cingranelli-Richards
CNS	Centre nutritionnel supplémentaire
CNT	Centre nutritionnel thérapeutique
CPIA	Country Policy and Institutional Assessment (Banque mondiale)
CPJ	Committee to protect journalists
CSD	Commission on sustainable development
ECHO	European Commission's Humanitarian Aid Office - Service d'Aide Humanitaire de la Commission européenne
ECOSOC	Conseil économique et social
EIU	Economist Intelligence Unit
FAO	Food and agriculture Organization Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FAST	Forecasting and Assessment in Science and Technology
FMI	Fonds monétaire international
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
HCDH	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme
HCR	Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ICPO (INTERPOL)	International Criminal Police Organization (Interpol)
IDH	Indicateur de développement humain
IDMC	Internal Displacement Monitoring Centre
IDP	Internally Displaced Person
IGM	Indice de gouvernance mondiale
MERCOSUR	Marché commun du sud
NEF	New Economics Foundation
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OFDA	Office of Foreign Disaster Assistance (USAID)
OIG	Organisations intergouvernementales
OIT	Organisation internationale du travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PAM	Programme alimentaire mondial
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PRIO	Peace Research International Institute Oslo
RSF	Reporters sans frontières
SDN	Société des nations
UCDP	Uppsala conflict data program
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour la protection de l'enfance
UNODC	United Nations Office on Drugs and Crime
USCRI	U.S. Committee for Refugees and Immigrants

ANNEXE PAIX ET SÉCURITÉ

SOUS-INDICATEUR SÉCURITÉ NATIONALE

Index : Conflits

La source de données retenue est le « *Conflict Barometer 2007* » publié annuellement par le « *Heidelberg Institute for International Conflict Research* » du département de Sciences Politiques de l'Université de Heidelberg³.

La définition des conflits qui est adoptée par cet institut est la suivante : « *Est considéré comme conflit tout conflit d'intérêts (de durée et d'amplitude mesurable) au sujet d'enjeux nationaux qui oppose au moins deux parties agissant soit en tant que groupes organisés, États, groupes d'États ou organismes, déterminés à défendre leurs intérêts et à arriver à leurs fins* ».

Les principaux facteurs de déclenchement retenus pour ces conflits sont : une conquête territoriale, une sécession, la décolonisation, l'autonomie, une lutte idéologique, la conquête du pouvoir une prédominance régionale, l'influence des puissances internationales et les ressources naturelles.

Dans le Conflict Barometer, les conflits sont classés sur une échelle de valeurs allant de 1 à 5 par ordre de gravité croissante en fonction de leur nature : conflit latent, conflit manifeste, crise, crise grave et guerre.

Pour chaque pays, le résultat de la colonne « total » est le nombre de points obtenus en fonction du nombre et du type des conflits enregistrés au cours de l'année passée.

Étant donné qu'il s'agit de considérer l'ensemble des pays du monde, le calcul de l'index est effectué de manière à ce que le pays qui totalise le plus grand nombre de points, en l'occurrence l'Inde avec 58 points, se voit attribuer la note 0 et que ceux qui ont un total nul, Bénin, Autriche, Allemagne etc. se voient attribuer la meilleure note, 1,00. Le calcul est effectué de la manière suivante :

$$\text{Index} = \frac{100 - 100 \times \left\{ \frac{\text{Résultat pays} - \text{Résultat minimum}}{\text{Résultat max.} - \text{Résultat minimum}} \right\}}{100}$$

Index : Réfugiés / Demandeurs d'asile

Les données utilisées proviennent du « *UNHCR's Statistical Online Population Database* »⁴.

³ <http://www.hiik.de>

⁴ <http://www.unhcr.org/statistics.html>

De façon à permettre une comparaison entre les différents pays, les données brutes sont converties en résultats pour 100.000 habitants. L'index est ensuite calculé de la même façon que pour l'index Conflits. Dans le cas présent le maximum retenu est 16.107,4 (Bhoutan) et le minimum est 0,4 (Irlande).

Index : Personnes déplacées

L'étude se base sur les données du « *U.S. Committee for Refugees and Immigrants (USCRI)'s World Refugee Survey (2001 to 2007 editions)*⁵ » et les données de la « *IDP Database of the Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), version 2007* » du Norwegian Refugee Council⁶.

Le calcul de l'index est effectué de la même façon que précédemment. Ici le maximum est de 16.022,1 (Soudan) et le minimum est de 0.

Le sous-indicateur « Sécurité Nationale - ISN » est calculé en faisant la moyenne des trois index de cette catégorie.

SOUS-INDICATEUR SÉCURITÉ PUBLIQUE

Index : Climat politique

Les données utilisées sont celles qui ont été mises au point par le programme « *Political Terror Scale*⁷ » qui, depuis 1980, mesure et évalue annuellement les niveaux de violence politique. Cette évaluation, de 1 à 5, se fait en agrégeant les données publiées annuellement par Amnesty International ainsi que par le Département d'État américain dans son Rapport annuel en matière de respect des droits de l'homme.

Index : Degré de confiance entre concitoyens

Les données utilisées sont celles produites par l'EIU⁸ qui évalue, sur une échelle de 1 à 5, les différents degrés de confiance observés entre concitoyens d'un pays donné.

Index : Taux de criminalité violente

Les données en ce domaine sont fortement sujettes à caution dans un certain nombre de domaines (vols, cambriolages, etc.). La seule donnée qui semble correctement exploitable est celle qui concerne les homicides. Nous nous baserons sur les données de l'EIU et celles des « *United Nations Surveys on Crime Trends and the Operation of Criminal Justice Systems (7th, 8th, and 9th surveys)*⁹ ». S'il était, autrefois, possible d'accéder aux données de l'ICPO (International Criminal Police Organization - Interpol), cette organisation a, devant le peu de fiabilité des

5 www.refugees.org

6 www.internal-displacement.org

7 <http://www.politicalterrorscale.org>

8 <http://www.eiu.com>

9 <http://www.unodc.org/>

données dont la communication est de la responsabilité des États, cessé toute publication de statistiques depuis 2006.

Index : Nombre d'homicides pour 100.000 habitants

Comme pour la sous-catégorie précédente les données ont tirées des « *United Nations Surveys on Crime Trends and the Operation of Criminal Justice Systems (7th, 8th, and 9th surveys)* » et des données de l'EIU. De nombreux experts s'accordent pour dire que les données de l'UNODC sont les plus fiables car elles sont tirées de questionnaires envoyés aux autorités par la Division des statistiques des Nations Unies.

Pour les quatre index de cette catégorie - Climat politique, degré de confiance, taux de criminalité violente et taux d'homicides/100.000 - les données utilisées sont celles de l'EIU. Les résultats sont exprimés au moyen d'une échelle de valeurs allant de 1 à 5, où 1 est le meilleur résultat et 5 le plus mauvais. La conversion en sous-indicateur s'effectue au moyen de la formule suivante :

$$\text{Index} = \frac{\text{Résultat pays} - 5}{4}$$

Le sous-indicateur « Sécurité Publique - ISP » est calculé en faisant la moyenne des quatre index de cette catégorie.

En raison l'importance de l'ISN, l'indicateur final, « PAIX ET SÉCURITÉ » est obtenu en additionnant les 2/3 de cet ISN au 1/3 de l'ISP.

Le résultat final au niveau mondial correspond à la moyenne des 179 pays étudiés soit : 0,840

INDICATEUR PAIX et SÉCURITÉ																									
		SÉCURITÉ NATIONALE												SÉCURITÉ PUBLIQUE											
		CONFLITS						RÉFUGIÉS / DEMANDEURS ASILE				DÉPLACÉS			ISN	CLIMAT POL.		CONFIANCE		CRIMINALITÉ		HOMICIDES		ISP	INDICATEUR PAIX et SÉCURITÉ
	Co nflit latent	Co nflit manifeste	Cri se	Cri se grave	Gu erre	Total	Index	Données brutes	Popul ation en millions	Résult ats pour 100.000 habitants	Index	Données brutes	Résultat s pour 100.000 habitants	Index	Indicat eur Sécurité Nationale	Donne s brutes	Index	Don nes brutes	Index	Don nes brutes	Index	Don nes brutes	Index	Indicat eur Sécurité Publique	
Afghanistan	0	0	0	0	1	5	0,914	2122498	32,7	6490,8	0,597	161000	492,4	0,969	0,827	5,0	0,000	4,0	0,250	4,0	0,250	2,0	0,750	0,313	0,655
Afrique du sud	1	1	0	0	0	3	0,948	674	46,9	1,4	1,000	0	0,0	1,000	0,983	3,0	0,500	3,0	0,500	5,0	0,000	5,0	0,000	0,250	0,738
Albanie	0	0	0	0	0	0	1,000	16369	3,1	528,0	0,967	0	0,0	1,000	0,989	2,5	0,625	3,0	0,500	3,0	0,500	2,0	0,750	0,594	0,857
Algérie	1	0	0	1	0	5	0,914	11028	32,9	33,5	0,998	1000000	3039,5	0,810	0,907	4,0	0,250	3,0	0,500	3,0	0,500	2,0	0,750	0,500	0,772
Allemagne	0	0	0	0	0	0	1,000	197	82,5	0,2	1,000	0	0,0	1,000	1,000	1,0	1,000	2,0	0,750	2,0	0,750	1,0	1,000	0,875	0,958
Angola	0	1	1	0	0	5	0,914	255099	15,9	1604,4	0,900	20000	125,8	0,992	0,935	3,0	0,500	4,0	0,250	3,0	0,500	4,0	0,250	0,375	0,749
Arabie saoudite	1	0	1	0	0	4	0,931	671	23,1	2,9	1,000	0	0,0	1,000	0,977	3,0	0,500	4,0	0,250	3,0	0,500	1,0	1,000	0,563	0,839
Argentine	0	3	0	0	0	6	0,897	1073	38,70	2,8	1,000	0	0,0	1,000	0,965	2,0	0,750	3,0	0,500	3,0	0,500	3,0	0,500	0,563	0,831
Arménie	0	0	1	0	0	3	0,948	1073	3,0	35,8	0,998	8400	280,0	0,983	0,976	2,0	0,750	3,0	0,500	2,0	0,750	2,0	0,750	0,688	0,880
Australie	0	0	0	0	0	0	1,000	36	20,3	0,2	1,000	0	0,0	1,000	1,000	1,0	1,000	2,0	0,750	2,0	0,750	1,0	1,000	0,875	0,958
Autriche	0	0	0	0	0	0	1,000	50	8,2	0,6	1,000	0	0,0	1,000	1,000	2,0	0,750	2,0	0,750	1,0	1,000	1,0	1,000	0,875	0,958
Azerbaïdjan	0	1	1	0	0	5	0,914	129166	8,4	1537,7	0,905	690000	8214,3	0,487	0,769	2,0	0,750	3,0	0,500	2,0	0,750	2,0	0,750	0,688	0,742
Bahamas	0	0	0	0	0	0	1,000	33	0,31	10,7	0,999	0	0,0	1,000	1,000	1,5	0,875	2,0	0,750	1,0	1,000	1,0	1,000	0,906	0,969
Bahreïn	0	1	0	0	0	2	0,966	82	0,71	11,5	0,999	0	0,0	1,000	0,988	1,5	0,875	3,0	0,500	1,0	1,000	1,0	1,000	0,844	0,940
Bangladesh	0	4	3	0	0	17	0,707	13147	141,8	9,3	0,999	500000	352,6	0,978	0,895	4,0	0,250	3,0	0,500	4,0	0,250	2,0	0,750	0,438	0,742
Barbade	0	0	0	0	0	0	1,000	65	0,28	23,2	0,999	0	0,0	1,000	1,000	2,0	0,750	2,0	0,750	1,0	1,000	2,0	0,750	0,813	0,937
Belarus	0	2	0	0	0	4	0,931	11091	9,8	113,2	0,993	0	0,0	1,000	0,975	3,0	0,500	3,0	0,500	2,0	0,750	2,0	0,750	0,625	0,858
Belgique	0	1	0	0	0	2	0,966	99	10,5	0,9	1,000	0	0,0	1,000	0,988	1,5	0,875	2,0	0,750	2,0	0,750	1,0	1,000	0,844	0,940
Belize	1	0	0	0	0	1	0,983	33	0,30	11,0	0,999	0	0,0	1,000	0,994	2,0	0,750	2,0	0,750	2,0	0,750	2,0	0,750	0,750	0,913
Béni n	0	0	0	0	0	0	1,000	375	8,4	4,5	1,000	0	0,0	1,000	1,000	3,0	0,500	2,0	0,750	2,0	0,750	1,0	1,000	0,750	0,917
Bhoutan	0	0	0	0	0	0	1,000	109530	0,7	16107,4	0,000	0	0,0	1,000	0,667	1,0	1,000	2,0	0,750	2,0	0,750	2,0	0,750	0,813	0,715
Bolivi e	2	0	1	0	0	5	0,914	803	9,20	8,7	0,999	0	0,0	1,000	0,971	2,5	0,625	3,0	0,500	3,0	0,500	2,0	0,750	0,594	0,845
Bosnie Herzégovine	0	2	0	0	0	4	0,931	201633	3,9	5170,1	0,679	132000	3384,6	0,789	0,800	2,0	0,750	3,0	0,500	2,0	0,750	2,0	0,750	0,688	0,762
Botswana	0	1	0	0	0	2	0,966	44	1,8	2,4	1,000	0	0,0	1,000	0,988	2,0	0,750	2,0	0,750	2,0	0,750	4,0	0,250	0,625	0,867
Brésil	0	0	1	0	0	3	0,948	1140	186,40	0,6	1,000	0	0,0	1,000	0,983	4,0	0,250	3,0	0,500	4,0	0,250	5,0	0,000	0,250	0,738
Brunei	0	0	0	0	0	0	1,000	2	0,4	0,5	1,000	0	0,0	1,000	1,000	1,0	1,000	2,0	0,750	1,0	1,000	1,0	1,000	0,938	0,979
Bulgarie	0	0	0	0	0	0	1,000	4268	7,7	55,4	0,997	0	0,0	1,000	0,999	2,5	0,625	3,0	0,500	3,0	0,500	2,0	0,750	0,594	0,864
Burkina Faso	0	0	0	0	0	0	1,000	579	13,2	4,4	1,000	0	0,0	1,000	1,000	3,0	0,500	2,0	0,750	2,0	0,750	1,0	1,000	0,750	0,917
Burundi	1	2	1	0	0	8	0,862	402068	7,5	5360,9	0,667	100000	1333,3	0,917	0,815	4,0	0,250	3,5	0,375	3,0	0,500	2,0	0,750	0,469	0,700
Cambodge	3	0	0	0	0	3	0,948	18639	14,1	132,2	0,992	0	0,0	1,000	0,980	3,0	0,500	4,0	0,250	5,0	0,000	2,0	0,750	0,375	0,778
Cameroun	0	0	0	0	0	0	1,000	13767	16,3	84,5	0,995	0	0,0	1,000	0,998	3,5	0,375	4,0	0,250	4,0	0,250	3,0	0,500	0,344	0,780
Canada	1	1	0	0	0	3	0,948	140	35,30	0,4	1,000	0	0,0	1,000	0,983	1,0	1,000	2,0	0,750	1,0	1,000	2,0	0,750	0,875	0,947
Cap Vert	0	0	0	0	0	0	1,000	50	0,4	11,9	0,999	0	0,0	1,000	1,000	1,0	1,000	2,0	0,750	1,0	1,000	1,0	1,000	0,938	0,979
Centre Afrique	1	0	0	1	0	5	0,914	73797	4,0	1844,9	0,885	197000	4925,0	0,693	0,831	4,5	0,125	4,0	0,250	2,0	0,750	3,0	0,500	0,406	0,689
Chili	1	0	1	0	0	4	0,931	885	16,30	5,4	1,000	0	0,0	1,000	0,977	1,5	0,875	3,0	0,500	2,0	0,750	2,0	0,750	0,719	0,891
Chine	2	5	1	0	0	15	0,741	157893	1304,5	12,1	0,999	0	0,0	1,000	0,914	4,0	0,250	4,0	0,250	2,0	0,750	1,0	1,000	0,563	0,797
Chypre	0	2	0	0	0	4	0,931	6	0,8	0,8	1,000	0	0,0	1,000	0,977	2,0	0,750	3,0	0,500	2,0	0,750	1,0	1,000	0,750	0,901
Colombie	2	2	2	2	0	20	0,655	94719	45,60	207,7	0,987	4000000	8771,9	0,453	0,698	4,5	0,125	4,0	0,250	4,0	0,250	5,0	0,000	0,156	0,518
Comores	0	0	1	0	0	3	0,948	83	0,7	11,7	0,999	0	0,0	1,000	0,983	1,0	1,000	3,0	0,500	2,0	0,750	2,0	0,750	0,750	0,905
Congo	0	0	1	0	0	3	0,948	26508	4,0	662,7	0,959	7800	195,0	0,988	0,965	2,5	0,625	4,0	0,250	2,0	0,750	3,0	0,500	0,531	0,820
Corée du Nord	0	2	0	0	0	4	0,931	502	22,5	2,2	1,000	0	0,0	1,000	0,977	4,0	0,250	4,0	0,250	2,0	0,750	2,0	0,750	0,500	0,818
Corée du Sud	0	0	0	0	0	0	1,000	1647	48,3	3,4	1,000	0	0,0	1,000	1,000	1,5	0,875	2,0	0,750	1,0	1,000	2,0	0,750	0,844	0,948
Costa-Rica	0	1	0	0	0	2	0,966	359	4,30	8,3	0,999	0	0,0	1,000	0,988	1,0	1,000	2,0	0,750	3,0	0,500	3,0	0,500	0,688	0,888

INDICATEUR PAIX et SÉCURITÉ																									
	SÉCURITÉ NATIONALE												SÉCURITÉ PUBLIQUE												INDICATEUR PAIX et SÉCURITÉ
	CONFLITS						RÉFUGIÉS / DEMANDEURS ASILE			DÉPLACÉS			ISN	CLIMAT POL.		CONFIANCE		CRIMINALITÉ		HOMICIDES		ISP			
	Conflit latent	Conflit manifeste	Crise	Crisse grave	Guerre	Total	Index	Données brutes	Population en millions	Résultats pour 100.000 habitants	Index	Données brutes	Résultats pour 100.000 habitants	Index	Indicateur Sécurité Nationale	Données brutes	Index	Données brutes	Index	Données brutes	Index	Données brutes	Index	Indicateur Sécurité Publique	
Côte d'Ivoire	0	1	1	0	0	5	0,914	32698	18,2	179,7	0,989	709000	3895,6	0,757	0,887	4,0	0,250	5,0	0,000	3,0	0,500	3,0	0,500	0,313	0,695
Croatie	0	1	0	0	0	2	0,966	93988	4,4	2136,1	0,867	3200	72,7	0,995	0,943	2,0	0,750	3,0	0,500	2,0	0,750	2,0	0,750	0,688	0,858
Cuba	0	0	0	0	0	0	1,000	34922	11,30	309,0	0,981	0	0,0	1,000	0,994	3,0	0,500	2,0	0,750	1,0	1,000	1,0	1,000	0,813	0,933
Danemark	1	0	0	0	0	1	0,983	19	5,4	0,4	1,000	0	0,0	1,000	0,994	1,0	1,000	2,0	0,750	1,0	1,000	1,0	1,000	0,938	0,975
Djibouti	0	0	0	0	0	0	1,000	599	0,5	120,8	0,993	0	0,0	1,000	0,998	3,0	0,500	3,0	0,500	3,0	0,500	3,0	0,500	0,500	0,832
Dominique	0	0	0	0	0	0	1,000	67	8,90	0,8	1,000	0	0,0	1,000	1,000	3,0	0,500	2,0	0,750	2,0	0,750	2,0	0,750	0,688	0,896
Égypte	0	1	0	0	0	2	0,966	9307	74	12,6	0,999	0	0,0	1,000	0,988	4,0	0,250	3,0	0,500	1,0	1,000	1,0	1,000	0,688	0,888
El Salvador	0	0	0	0	0	0	1,000	35171	6,90	509,7	0,968	0	0,0	1,000	0,989	3,0	0,500	3,0	0,500	5,0	0,000	5,0	0,000	0,250	0,743
Émirats arabes unis	0	0	0	0	0	0	1,000	277	4,5	6,2	1,000	0	0,0	1,000	1,000	2,0	0,750	2,0	0,750	2,0	0,750	1,0	1,000	0,813	0,937
Équateur	0	0	1	0	0	3	0,948	1157	13,20	8,8	0,999	0	0,0	1,000	0,983	3,0	0,500	3,0	0,500	3,0	0,500	4,0	0,250	0,438	0,801
Érythrée	0	0	0	0	0	0	1,000	198805	4,4	4518,3	0,719	32000	727,3	0,955	0,891	4,0	0,250	3,0	0,500	3,0	0,500	2,0	0,750	0,500	0,761
Espagne	2	0	1	0	0	5	0,914	2464	43,4	5,7	1,000	0	0,0	1,000	0,971	2,0	0,750	3,0	0,500	2,0	0,750	1,0	1,000	0,750	0,897
Estonie	0	0	1	0	0	3	0,948	752	1,3	57,8	0,996	0	0,0	1,000	0,982	1,0	1,000	3,0	0,500	2,0	0,750	1,0	1,000	0,813	0,925
États-Unis	1	4	0	0	0	9	0,845	1754	296,40	0,6	1,000	0	0,0	1,000	0,948	3,0	0,500	2,0	0,750	1,0	1,000	2,0	0,750	0,750	0,882
Éthiopie	3	2	3	1	0	20	0,655	90744	71,3	127,3	0,992	200000	280,5	0,982	0,877	3,5	0,375	3,0	0,500	2,0	0,750	2,0	0,750	0,594	0,782
Fidji	0	1	0	0	0	2	0,966	1940	0,9	208,6	0,987	0	0,0	1,000	0,984	2,0	0,750	3,0	0,500	1,0	1,000	1,0	1,000	0,813	0,927
Finlande	0	0	0	0	0	0	1,000	8	5,2	0,2	1,000	0	0,0	1,000	1,000	1,0	1,000	2,0	0,750	1,0	1,000	2,0	0,750	0,875	0,958
France	0	0	2	0	0	6	0,897	124	60,9	0,2	1,000	0	0,0	1,000	0,966	2,0	0,750	3,0	0,500	1,0	1,000	1,0	1,000	0,813	0,915
Gabon	0	0	0	0	0	0	1,000	135	1,4	9,6	0,999	0	0,0	1,000	1,000	3,0	0,500	3,0	0,500	3,0	0,500	1,0	1,000	0,625	0,875
Gambie	0	0	0	0	0	0	1,000	2278	1,5	151,9	0,991	0	0,0	1,000	0,997	3,0	0,500	2,0	0,750	3,0	0,500	2,0	0,750	0,625	0,873
Gaza/Cisjordanie	0	1	0	2	0	10	0,828	335528	3,6	9320,2	0,421	70000	1944,4	0,879	0,709	4,0	0,250	5,0	0,000	4,0	0,250	3,0	0,500	0,250	0,556
Géorgie	2	0	2	0	0	8	0,862	10727	4,5	238,4	0,985	247000	5488,9	0,657	0,835	3,0	0,500	4,0	0,250	3,0	0,500	2,0	0,750	0,500	0,723
Ghana	0	0	0	0	0	0	1,000	11117	22,1	50,3	0,997	0	0,0	1,000	0,999	2,5	0,625	3,0	0,500	2,0	0,750	2,0	0,750	0,656	0,885
Grèce	0	1	0	0	0	2	0,966	114	11,1	1,0	1,000	0	0,0	1,000	0,988	2,5	0,625	2,0	0,750	2,0	0,750	1,0	1,000	0,781	0,919
Grenade	0	0	0	0	0	0	1,000	245	0,09	272,2	0,983	0	0,0	1,000	0,994	1,0	1,000	2,0	0,750	2,0	0,750	3,0	0,500	0,750	0,913
Guatemala	1	0	1	0	0	4	0,931	27029	12,60	214,5	0,987	242000	1920,6	0,880	0,933	4,0	0,250	3,0	0,500	5,0	0,000	5,0	0,000	0,188	0,684
Guinée	1	0	1	0	0	4	0,931	9509	9,4	101,2	0,994	19000	202,1	0,987	0,971	3,0	0,500	3,0	0,500	2,0	0,750	2,0	0,750	0,625	0,855
Guinée Bissau	1	0	1	0	0	4	0,931	1313	1,6	82,1	0,995	0	0,0	1,000	0,975	2,5	0,625	3,0	0,500	2,0	0,750	2,0	0,750	0,656	0,869
Guinée équatoriale	0	1	0	0	0	2	0,966	493	0,6	89,6	0,994	0	0,0	1,000	0,987	3,5	0,375	4,0	0,250	3,0	0,500	2,0	0,750	0,469	0,814
Guyana	1	0	0	0	0	1	0,983	835	0,77	108,4	0,993	0	0,0	1,000	0,992	2,5	0,625	3,0	0,500	3,0	0,500	2,0	0,750	0,594	0,859
Haïti	0	0	1	0	0	3	0,948	34238	8,50	402,8	0,975	0	0,0	1,000	0,974	3,5	0,375	4,0	0,250	3,0	0,500	4,0	0,250	0,344	0,764
Honduras	1	0	0	0	0	1	0,983	2393	7,20	33,2	0,998	0	0,0	1,000	0,994	3,0	0,500	3,0	0,500	5,0	0,000	5,0	0,000	0,250	0,746
Hongrie	2	1	0	0	0	4	0,931	3317	10,1	32,8	0,998	0	0,0	1,000	0,976	2,0	0,750	3,0	0,500	1,0	1,000	2,0	0,750	0,750	0,901
Iles Salomon	0	1	0	0	0	2	0,966	65	0,6	11,2	0,999	0	0,0	1,000	0,988	1,0	1,000	3,0	0,500	1,0	1,000	1,0	1,000	0,875	0,951
Inde	3	4	13	2	0	58	0,000	24569	1094,6	2,2	1,000	600000	54,8	0,997	0,665	3,5	0,375	3,0	0,500	3,0	0,500	2,0	0,750	0,531	0,621
Indonésie	2	2	3	0	0	15	0,741	38001	220,6	17,2	0,999	150000	68,0	0,996	0,912	3,0	0,500	3,0	0,500	4,0	0,250	1,0	1,000	0,563	0,796
Irak	2	1	0	2	1	17	0,707	1498218	28,2	5312,8	0,670	2480000	8794,3	0,451	0,609	5,0	0,000	5,0	0,000	5,0	0,000	5,0	0,000	0,000	0,406
Iran	1	4	1	1	0	16	0,724	116196	68,3	170,1	0,989	0	0,0	1,000	0,905	4,0	0,250	2,0	0,750	2,0	0,750	2,0	0,750	0,625	0,811
Irlande	0	0	0	0	0	0	1,000	4	4,2	0,1	1,000	0	0,0	1,000	1,000	1,0	1,000	2,0	0,750	2,0	0,750	1,0	1,000	0,875	0,958
Islande	0	0	0	0	0	0	1,000	33	0,3	11,0	0,999	0	0,0	1,000	1,000	1,0	1,000	1,0	1,000	1,0	1,000	1,0	1,000	1,000	1,000
Israël	1	1	1	2	0	14	0,759	1827	6,9	26,5	0,998	420000	6087,0	0,620	0,792	4,0	0,250	4,0	0,250	2,0	0,750	2,0	0,750	0,500	0,695
Italie	1	0	0	0	0	1	0,983	122	58,6	0,2	1,000	0	0,0	1,000	0,994	1,0	1,000	3,0	0,500	3,0	0,500	1,0	1,000	0,750	0,913
Jamaïque	0	0	0	0	0	0	1,000	933	2,70	34,6	0,998	0	0,0	1,000	0,999	3,0	0,500	3,0	0,500	5,0	0,000	5,0	0,000	0,250	0,750

INDICATEUR PAIX et SÉCURITÉ																									
	SÉCURITÉ NATIONALE												SÉCURITÉ PUBLIQUE												
	CONFLITS						RÉFUGIÉS / DEMANDEURS ASILE				DÉPLACÉS			ISN	CLIMAT POL.		CONFIANCE		CRIMINALITÉ		HOMICIDES		ISP		
	Co nflit latent	Co nflit ma nifeste	Cri se	Cri se grave	Gu erre	Tot al	Index	Données brutes	Popu lation en million s	Résult ats pour 100.00 0 habitan ts	Index	Données brutes	Résultat s pour 100.000 habitan ts	Index	Indicat eur Sécuri té Natio nale	Donne s brutes	Index	Don nes brutes	Index	Don nes brutes	Index	Don nes brutes	Index	Indicat eur Sécuri té Publi que	
Japon	0	3	0	0	0	6	0,897	199	127,8	0,2	1,000	0	0,0	1,000	0,966	1,0	1,000	2,0	0,750	1,0	1,000	1,0	1,000	0,938	0,956
Jordanie	1	1	0	0	0	3	0,948	2378	5,5	43,2	0,997	0	0,0	1,000	0,982	3,0	0,500	3,0	0,500	2,0	0,750	1,0	1,000	0,688	0,884
Kazakhstan	0	1	0	0	0	2	0,966	8041	15,1	53,3	0,997	0	0,0	1,000	0,987	2,4	0,663	3,0	0,500	2,0	0,750	2,0	0,750	0,666	0,880
Kenya	0	1	1	1	0	9	0,845	6446	34,3	18,8	0,999	200000	583,1	0,964	0,936	2,0	0,750	4,0	0,250	4,0	0,250	4,0	0,250	0,375	0,749
Kirghizstan	0	1	0	0	0	2	0,966	3068	5,1	60,2	0,996	0	0,0	1,000	0,987	3,0	0,500	3,0	0,500	2,0	0,750	1,0	1,000	0,688	0,887
Koweït	0	0	0	0	0	0	1,000	742	2,5	29,7	0,998	0	0,0	1,000	0,999	2,0	0,750	2,0	0,750	1,0	1,000	1,0	1,000	0,875	0,958
Laos	0	0	1	0	0	3	0,948	26739	5,9	453,2	0,972	0	0,0	1,000	0,973	3,0	0,500	2,0	0,750	2,0	0,750	1,0	1,000	0,750	0,899
Lesotho	0	0	0	0	0	0	1,000	14	1,8	0,8	1,000	0	0,0	1,000	1,000	2,0	0,750	3,0	0,500	2,0	0,750	1,0	1,000	0,750	0,917
Lettonie	0	1	0	0	0	2	0,966	1527	2,3	66,4	0,996	0	0,0	1,000	0,987	1,5	0,875	3,0	0,500	2,0	0,750	3,0	0,500	0,656	0,877
Liban	1	0	1	1	0	8	0,862	15411	3,6	428,1	0,973	102000	2833,3	0,823	0,886	3,0	0,500	5,0	0,000	2,0	0,750	2,0	0,750	0,500	0,757
Libéria	0	0	0	0	0	0	1,000	511341	3,3	15495,2	0,038	280000	848,5	0,947	0,662	3,0	0,500	4,0	0,250	3,0	0,500	3,0	0,500	0,438	0,587
Libye	1	0	0	0	0	1	0,983	2244	5,9	38,0	0,998	0	0,0	1,000	0,993	3,0	0,500	1,0	1,000	3,0	0,500	1,0	1,000	0,750	0,912
Lituanie	0	0	0	0	0	0	1,000	1109	3,4	32,6	0,998	0	0,0	1,000	0,999	1,5	0,875	3,0	0,500	2,0	0,750	4,0	0,250	0,594	0,864
Luxembourg	0	0	0	0	0	0	1,000	2	0,4	0,5	1,000	0	0,0	1,000	1,000	1,0	1,000	2,0	0,750	1,0	1,000	1,0	1,000	0,938	0,979
Macédoine	0	0	1	0	0	3	0,948	9717	2,0	485,9	0,970	790	39,5	0,998	0,972	2,0	0,750	3,0	0,500	3,0	0,500	2,0	0,750	0,625	0,856
Madagascar	0	0	0	0	0	0	1,000	285	18,6	1,5	1,000	0	0,0	1,000	1,000	2,0	0,750	3,0	0,500	3,0	0,500	2,0	0,750	0,625	0,875
Malaisie	1	2	0	0	0	5	0,914	715	25,3	2,8	1,000	0	0,0	1,000	0,971	2,5	0,625	2,0	0,750	2,0	0,750	2,0	0,750	0,719	0,887
Malawi	0	0	0	0	0	0	1,000	159	12,9	1,2	1,000	0	0,0	1,000	1,000	3,0	0,500	3,0	0,500	3,0	0,500	2,0	0,750	0,563	0,854
Maldives	0	2	0	0	0	4	0,931	21	0,4	5,7	1,000	0	0,0	1,000	0,977	2,5	0,625	2,0	0,750	1,0	1,000	1,0	1,000	0,844	0,933
Mali	0	0	1	0	0	3	0,948	4524	13,5	33,5	0,998	0	0,0	1,000	0,982	2,0	0,750	2,0	0,750	2,0	0,750	2,0	0,750	0,750	0,905
Malte	0	0	0	0	0	0	1,000	32	0,4	8,0	1,000	0	0,0	1,000	1,000	1,5	0,875	2,0	0,750	2,0	0,750	2,0	0,750	0,781	0,927
Maroc	1	2	0	0	0	5	0,914	5299	30,2	17,5	0,999	0	0,0	1,000	0,971	3,0	0,500	2,0	0,750	3,0	0,500	1,0	1,000	0,688	0,876
Maurice	0	0	0	0	0	0	1,000	102	1,2	8,5	0,999	0	0,0	1,000	1,000	1,0	1,000	2,0	0,750	1,0	1,000	1,0	1,000	0,938	0,979
Mauritanie	1	0	0	0	0	1	0,983	35240	3,1	1136,8	0,929	0	0,0	1,000	0,971	3,0	0,500	3,0	0,500	2,0	0,750	2,0	0,750	0,625	0,855
Mexique	0	1	3	1	0	15	0,741	15121	103,10	14,7	0,999	5500	5,3	1,000	0,913	3,5	0,375	3,0	0,500	3,0	0,500	4,0	0,250	0,406	0,744
Moldavie	0	1	0	0	0	2	0,966	12958	4,2	308,5	0,981	0	0,0	1,000	0,982	2,5	0,625	3,0	0,500	2,0	0,750	3,0	0,500	0,594	0,853
Mongolie	0	0	0	0	0	0	1,000	2721	2,6	104,7	0,994	0	0,0	1,000	0,998	2,5	0,625	3,0	0,500	2,0	0,750	2,0	0,750	0,656	0,884
Monténégro	0	0	0	0	0	0	1,000	16654	0,6	2775,7	0,828	0	0,0	1,000	0,943	3,0	0,500	3,0	0,500	3,0	0,500	2,0	0,750	0,563	0,816
Mozambique	0	0	0	0	0	0	1,000	246	19,8	1,2	1,000	0	0,0	1,000	1,000	3,0	0,500	3,0	0,500	2,0	0,750	2,0	0,750	0,625	0,875
Myanmar	0	2	5	2	0	27	0,534	229142	50,5	453,7	0,972	500000	990,1	0,938	0,815	4,5	0,125	3,0	0,500	2,0	0,750	2,0	0,750	0,531	0,720
Namibie	0	1	0	0	0	2	0,966	1258	2,0	62,9	0,996	0	0,0	1,000	0,987	2,0	0,750	4,0	0,250	3,0	0,500	3,0	0,500	0,500	0,825
Népal	0	2	2	0	0	10	0,828	5076	27,1	18,7	0,999	100000	369,0	0,977	0,934	4,5	0,125	3,0	0,500	2,0	0,750	2,0	0,750	0,531	0,800
Nicaragua	0	1	0	0	0	2	0,966	4129	5,10	81,0	0,995	0	0,0	1,000	0,987	2,0	0,750	3,0	0,500	2,0	0,750	3,0	0,500	0,625	0,866
Niger	0	0	1	0	0	3	0,948	1299	14,0	9,3	0,999	0	0,0	1,000	0,983	2,0	0,750	3,0	0,500	2,0	0,750	2,0	0,750	0,688	0,884
Nigeria	1	3	0	1	0	11	0,810	21624	131,5	16,4	0,999	350000	266,2	0,983	0,931	4,0	0,250	5,0	0,000	5,0	0,000	4,0	0,250	0,125	0,662
Norvège	0	0	0	0	0	0	1,000	5	4,6	0,1	1,000	0	0,0	1,000	1,000	1,0	1,000	2,0	0,750	1,0	1,000	1,0	1,000	0,938	0,979
Nouvelle-Zélande	0	0	0	0	0	0	1,000	15	4,1	0,4	1,000	0	0,0	1,000	1,000	1,0	1,000	2,0	0,750	2,0	0,750	1,0	1,000	0,875	0,958
Oman	0	0	0	0	0	0	1,000	47	2,6	1,8	1,000	0	0,0	1,000	1,000	1,0	1,000	2,0	0,750	1,0	1,000	1,0	1,000	0,938	0,979
Ouganda	0	1	2	0	0	8	0,862	23100	28,8	80,2	0,995	1270000	4409,7	0,725	0,861	4,0	0,250	3,0	0,500	3,0	0,500	3,0	0,500	0,438	0,720
Ouzbékistan	0	2	0	0	0	4	0,931	11261	26,2	43,0	0,997	3400	13,0	0,999	0,976	3,0	0,500	3,0	0,500	3,0	0,500	2,0	0,750	0,563	0,838
Pakistan	0	1	2	2	1	21	0,638	32402	155,8	20,8	0,999	84000	53,9	0,997	0,878	4,0	0,250	4,0	0,250	4,0	0,250	2,0	0,750	0,375	0,710
Panama	0	0	0	0	0	0	1,000	95	3,20	3,0	1,000	0	0,0	1,000	1,000	1,0	1,000	3,0	0,500	2,0	0,750	3,0	0,500	0,688	0,896
Papouasie Nlle Guinée	0	0	0	0	0	0	1,000	40	5,9	0,7	1,000	0	0,0	1,000	1,000	3,0	0,500	4,0	0,250	5,0	0,000	3,0	0,500	0,313	0,771

INDICATEUR PAIX et SÉCURITÉ																										
SÉCURITÉ NATIONALE																										
SÉCURITÉ NATIONALE											SÉCURITÉ PUBLIQUE															
CONFLITS								RÉFUGIÉS / DEMANDEURS ASILE				DÉPLACÉS				ISN	CLIMAT POL.		CONFIANCE		CRIMINALITÉ		HOMICIDES		ISP	INDICATEUR PAIX et SÉCURITÉ
Conflit latent	Conflit manifeste	Crise	Crisse grave	Guerre	Total	Index	Données brutes	Population en millions	Résultats pour 100.000 habitants	Index	Données brutes	Résultats pour 100.000 habitants	Index	Indicateur Sécurité Nationale	Données brutes	Index	Données brutes	Index	Données brutes	Index	Données brutes	Index	Données brutes	Index	Indicateur Sécurité Publique	
Paraguay	0	0	1	0	0	3	0,948	142	5,90	2,4	1,000	0	0,0	1,000	0,983	3,0	0,500	4,0	0,250	2,0	0,750	2,0	0,750	0,563	0,843	
Pays-Bas	0	0	0	0	0	0	1,000	79	16,3	0,5	1,000	0	0,0	1,000	1,000	1,0	1,000	2,0	0,750	2,0	0,750	1,0	1,000	0,875	0,958	
Pérou	1	0	1	0	0	4	0,931	8914	28,00	31,8	0,998	150000	535,7	0,967	0,965	3,0	0,500	3,0	0,500	4,0	0,250	2,0	0,750	0,500	0,810	
Philippines	0	0	4	0	0	12	0,793	1687	83,1	2,0	1,000	210000	252,7	0,984	0,926	4,0	0,250	3,0	0,500	4,0	0,250	2,0	0,750	0,438	0,763	
Pologne	0	0	0	0	0	0	1,000	13892	38,2	36,4	0,998	0	0,0	1,000	0,999	1,5	0,875	3,0	0,500	2,0	0,750	1,0	1,000	0,781	0,927	
Portugal	0	0	0	0	0	0	1,000	72	10,5	0,7	1,000	0	0,0	1,000	1,000	2,0	0,750	3,0	0,500	1,0	1,000	1,0	1,000	0,813	0,937	
Qatar	0	0	0	0	0	0	1,000	58	0,92	6,3	1,000	0	0,0	1,000	1,000	1,5	0,875	2,0	0,750	1,0	1,000	2,0	0,750	0,844	0,948	
RDC	0	3	3	1	0	19	0,672	2040192	57,5	3548,2	0,780	1400000	2434,8	0,848	0,767	4,5	0,125	5,0	0,000	4,0	0,250	3,0	0,500	0,219	0,584	
République dominicaine	0	0	0	0	0	0	1,000	273	8,90	3,1	1,000	0	0,0	1,000	1,000	3,0	0,500	3,0	0,500	3,0	0,500	5,0	0,000	0,375	0,792	
République tchèque	0	0	0	0	0	0	1,000	2316	10,2	22,7	0,999	0	0,0	1,000	1,000	1,5	0,875	1,0	1,000	2,0	0,750	2,0	0,750	0,844	0,948	
Roumanie	1	0	0	0	0	1	0,983	8554	21,6	39,6	0,998	0	0,0	1,000	0,993	2,5	0,625	3,0	0,500	2,0	0,750	2,0	0,750	0,656	0,881	
Royaume-Uni	0	0	1	0	0	3	0,948	223	60,2	0,4	1,000	0	0,0	1,000	0,983	2,0	0,750	3,0	0,500	1,0	1,000	1,0	1,000	0,813	0,926	
Russie	2	3	3	0	0	17	0,707	180440	143,1	126,1	0,992	159000	111,1	0,993	0,897	4,0	0,250	4,0	0,250	3,0	0,500	4,0	0,250	0,313	0,702	
Rwanda	1	2	0	0	0	5	0,914	107568	9,0	1195,2	0,926	0	0,0	1,000	0,947	2,5	0,625	4,0	0,250	4,0	0,250	3,0	0,500	0,406	0,766	
Sainte Lucie	0	0	0	0	0	0	1,000	305	0,17	179,4	0,989	0	0,0	1,000	0,996	2,0	0,750	2,0	0,750	2,0	0,750	2,0	0,750	0,750	0,914	
Sao Tomé et Príncipe	0	0	0	0	0	0	1,000	32	0,2	16,8	0,999	0	0,0	1,000	1,000	1,0	1,000	2,0	0,750	1,0	1,000	1,0	1,000	0,938	0,979	
Sénégal	0	0	1	0	0	3	0,948	16406	11,7	140,2	0,991	22000	188,0	0,988	0,976	3,0	0,500	3,0	0,500	3,0	0,500	2,0	0,750	0,563	0,838	
Serbie	3	2	2	0	0	13	0,776	195178	10,1	1932,5	0,880	247000	2445,5	0,847	0,834	2,5	0,625	3,0	0,500	3,0	0,500	2,0	0,750	0,594	0,754	
Seychelles	0	0	0	0	0	0	1,000	69	0,1	86,3	0,995	0	0,0	1,000	0,998	1,0	1,000	2,0	0,750	1,0	1,000	1,0	1,000	0,938	0,978	
Sierra Léone	0	1	0	0	0	2	0,966	48638	5,5	884,3	0,945	0	0,0	1,000	0,970	2,5	0,625	3,0	0,500	3,0	0,500	3,0	0,500	0,531	0,824	
Singapour	3	0	0	0	0	3	0,948	124	4,3	2,9	1,000	0	0,0	1,000	0,983	1,5	0,875	3,0	0,500	1,0	1,000	1,0	1,000	0,844	0,936	
Slovaquie	0	1	0	0	0	2	0,966	1023	5,4	18,9	0,999	0	0,0	1,000	0,988	2,0	0,750	2,0	0,750	2,0	0,750	2,0	0,750	0,750	0,909	
Slovénie	0	1	0	0	0	2	0,966	1776	2,0	88,8	0,994	0	0,0	1,000	0,987	1,0	1,000	2,0	0,750	1,0	1,000	1,0	1,000	0,938	0,970	
Somalie	1	3	1	0	1	15	0,741	486060	8,2	5927,6	0,632	1000000	12195,1	0,239	0,537	4,0	0,250	5,0	0,000	4,0	0,250	3,0	0,500	0,250	0,442	
Soudan	3	1	1	0	1	13	0,776	702965	36,2	1941,9	0,879	5800000	16022,1	0,000	0,552	5,0	0,000	4,0	0,250	3,0	0,500	5,0	0,000	0,188	0,430	
Sri Lanka	3	3	4	0	1	26	0,552	124309	19,6	634,2	0,961	460000	2346,9	0,854	0,789	5,0	0,000	4,0	0,250	2,0	0,750	3,0	0,500	0,375	0,651	
St Vincent et Grenadines	0	0	0	0	0	0	1,000	707	0,11	642,7	0,960	0	0,0	1,000	0,987	2,0	0,750	3,0	0,500	2,0	0,750	2,0	0,750	0,688	0,887	
Suède	0	0	0	0	0	0	1,000	34	9,0	0,4	1,000	0	0,0	1,000	1,000	1,0	1,000	2,0	0,750	1,0	1,000	2,0	0,750	0,875	0,958	
Suisse	0	0	0	0	0	0	1,000	38	7,4	0,5	1,000	0	0,0	1,000	1,000	1,5	0,875	2,0	0,750	1,0	1,000	2,0	0,750	0,844	0,948	
Surinam	0	0	0	0	0	0	1,000	91	0,47	19,4	0,999	0	0,0	1,000	1,000	2,0	0,750	4,0	0,250	2,0	0,750	2,0	0,750	0,625	0,875	
Swaziland	1	0	1	0	0	4	0,931	27	1,1	2,5	1,000	0	0,0	1,000	0,977	3,0	0,500	2,0	0,750	3,0	0,500	2,0	0,750	0,625	0,860	
Syrie	0	2	1	0	0	7	0,879	19851	19	104,5	0,994	430000	2263,2	0,859	0,911	3,0	0,500	3,0	0,500	2,0	0,750	1,0	1,000	0,688	0,836	
Tadjikistan	0	0	1	0	0	3	0,948	768	6,5	11,8	0,999	0	0,0	1,000	0,983	3,0	0,500	3,0	0,500	2,0	0,750	2,0	0,750	0,625	0,863	
Tanzanie	0	1	0	0	0	2	0,966	6799	38,3	17,8	0,999	0	0,0	1,000	0,988	2,5	0,625	3,0	0,500	3,0	0,500	3,0	0,500	0,531	0,836	
Tchad	0	2	1	2	0	15	0,741	39731	9,7	409,6	0,975	178000	1835,1	0,885	0,867	4,0	0,250	2,0	0,750	3,0	0,500	3,0	0,500	0,500	0,745	
Thaïlande	2	2	1	1	0	13	0,776	3534	64,2	5,5	1,000	0	0,0	1,000	0,925	4,0	0,250	3,0	0,500	4,0	0,250	3,0	0,500	0,375	0,742	
Timor Leste	1	0	1	0	0	4	0,931	260,0	1,1	23,6	0,999	100000	9090,9	0,433	0,787	3,0	0,500	3,0	0,500	2,0	0,750	2,0	0,750	0,625	0,733	
Togo	1	0	0	0	0	1	0,983	44844	6,1	735,1	0,954	1500	24,6	0,998	0,979	3,0	0,500	3,0	0,500	2,0	0,750	2,0	0,750	0,625	0,861	
Tonga	0	1	0	0	0	2	0,966	23,0	0,11	20,9	0,999	0	0,0	1,000	0,988	3,0	0,500	2,0	0,750	1,0	1,000	1,0	1,000	0,813	0,930	
Trinité et Tobago	0	0	0	0	0	0	1,000	311	1,30	23,9	0,999	0	0,0	1,000	1,000	2,5	0,625	3,0	0,500	5,0	0,000	5,0	0,000	0,281	0,760	
Tunisie	0	0	0	0	0	0	1,000	3199	10	32,0	0,998	0	0,0	1,000	0,999	3,0	0,500	3,0	0,500	2,0	0,750	1,0	1,000	0,688	0,895	
Turkménistan	0	0	0	0	0	0	1,000	847	4,8	17,6	0,999	0	0,0	1,000	1,000	3,0	0,500	3,0	0,500	2,0	0,750	2,0	0,750	0,625	0,875	
Turquie	0	2	0	0	0	4	0,931	242180	72,1	335,9	0,979	1200000	1664,4	0,896	0,935	3,5	0,375	3,0	0,500	3,0	0,500	2,0	0,750	0,531	0,801	

INDICATEUR PAIX et SÉCURITÉ																									
	SÉCURITÉ NATIONALE													SÉCURITÉ PUBLIQUE											
	CONFLITS							RÉFUGIÉS / DEMANDEURS ASILE				DÉPLACÉS			ISN	CLIMAT POL.		CONFIANCE		CRIMINALITÉ		HOMICIDES		ISP	INDICATEUR PAIX et SÉCURITÉ
	Conflit latent	Conflit manifeste	Crise	Crise grave	Guerre	Total	Index	Données brutes	Population en millions	Résultats pour 100.000 habitants	Index	Données brutes	Résultats pour 100.000 habitants	Index	Indicateur Sécurité Nationale	Données brutes	Index	Données brutes	Index	Données brutes	Index	Données brutes	Index	Indicateur Sécurité Publique	
Ukraine	0	0	0	0	0	0	1,000	67212	47,1	142,7	0,991	0	0,0	1,000	0,997	3,0	0,500	3,0	0,500	3,0	0,500	3,0	0,500	0,500	0,831
Uruguay	0	1	0	0	0	2	0,966	218	3,50	6,2	1,000	0	0,0	1,000	0,988	1,0	1,000	3,0	0,500	2,0	0,750	2,0	0,750	0,750	0,909
Venezuela	0	0	3	0	0	9	0,845	6204	26,60	23,3	0,999	0	0,0	1,000	0,948	3,5	0,375	4,0	0,250	4,0	0,250	5,0	0,000	0,219	0,705
Viet Nam	1	0	0	0	0	1	0,983	376050	83,1	452,5	0,972	0	0,0	1,000	0,985	2,5	0,625	2,0	0,750	2,0	0,750	1,0	1,000	0,781	0,917
Yémen	1	0	1	0	0	4	0,931	1721	21	8,2	0,999	35000	166,7	0,990	0,973	3,0	0,500	2,0	0,750	2,0	0,750	2,0	0,750	0,688	0,878
Zambie	0	0	0	0	0	0	1,000	270	11,7	2,3	1,000	0	0,0	1,000	1,000	3,0	0,500	3,0	0,500	3,0	0,500	3,0	0,500	0,500	0,833
Zimbabwe	0	0	1	0	0	3	0,948	13998	13,0	107,7	0,993	570000	4384,6	0,726	0,889	4,0	0,250	4,0	0,250	4,0	0,250	3,0	0,500	0,313	0,697

INDICATEUR PAIX ET SÉCURITÉ (CLASSEMENT MONDIAL PAR ORDRE DÉCROISSANT)

Islande	1,000	Portugal	0,937	Espagne	0,897	Lituanie	0,864	Guinée équatoriale	0,814	Thaïlande	0,742
Norvège	0,979	Émirats arabes unis	0,937	Dominique	0,896	Bulgarie	0,864	Iran	0,811	Azerbaïdjan	0,742
Luxembourg	0,979	Barbade	0,937	Panama	0,896	Tadjikistan	0,863	Pérou	0,810	Brésil	0,738
Brunei	0,979	Singapour	0,936	Tunisie	0,895	Togo	0,861	Équateur	0,801	Afrique du sud	0,738
Oman	0,979	Cuba	0,933	Chili	0,891	Swaziland	0,860	Turquie	0,801	Timor Leste	0,733
Maurice	0,979	Maldives	0,933	Costa-Rica	0,888	Guyana	0,859	Népal	0,800	Géorgie	0,723
Cap Vert	0,979	Tonga	0,930	Égypte	0,888	Belarus	0,858	Chine	0,797	Myanmar	0,720
Sao Tomé et Príncipe	0,979	Malte	0,927	Kirghizstan	0,887	Croatie	0,858	Indonésie	0,796	Ouganda	0,720
Seychelles	0,978	Fidji	0,927	Malaisie	0,887	Albanie	0,857	République dominicaine	0,792	Bhoutan	0,715
Danemark	0,975	Pologne	0,927	St Vincent et Grenadines	0,887	Macédoine	0,856	Éthiopie	0,782	Pakistan	0,710
Slovénie	0,970	Royaume-Uni	0,926	Ghana	0,885	Mauritanie	0,855	Cameroun	0,780	Venezuela	0,705
Bahamas	0,969	Estonie	0,925	Niger	0,884	Guinée	0,855	Cambodge	0,778	Russie	0,702
Irlande	0,958	Grèce	0,919	Mongolie	0,884	Malawi	0,854	Algérie	0,772	Burundi	0,700
Finlande	0,958	Viet Nam	0,917	Jordanie	0,884	Moldavie	0,853	Papouasie Nlle Guinée	0,771	Zimbabwe	0,697
Australie	0,958	Lesotho	0,917	États-Unis	0,882	Bolivie	0,845	Rwanda	0,766	Côte d'Ivoire	0,695
Allemagne	0,958	Burkina Faso	0,917	Roumanie	0,881	Paraguay	0,843	Haïti	0,764	Israël	0,695
Nouvelle-Zélande	0,958	Bénin	0,917	Kazakhstan	0,880	Arabie saoudite	0,839	Philippines	0,763	Centre Afrique	0,689
Suède	0,958	France	0,915	Arménie	0,880	Sénégal	0,838	Bosnie Herzégovine	0,762	Guatemala	0,684
Pays-Bas	0,958	Sainte Lucie	0,914	Yémen	0,878	Ouzbékistan	0,838	Érythrée	0,761	Nigeria	0,662
Autriche	0,958	Grenade	0,913	Lettonie	0,877	Syrie	0,836	Trinité et Tobago	0,760	Afghanistan	0,655
Koweït	0,958	Italie	0,913	Maroc	0,876	Tanzanie	0,836	Liban	0,757	Sri Lanka	0,651
Japon	0,956	Belize	0,913	Mozambique	0,875	Zambie	0,833	Serbie	0,754	Inde	0,621
Iles Salomon	0,951	Libye	0,912	Madagascar	0,875	Djibouti	0,832	Jamaïque	0,750	Libéria	0,587
Suisse	0,948	Uruguay	0,909	Gabon	0,875	Ukraine	0,831	Kenya	0,749	RDC	0,584
Corée du Sud	0,948	Slovaquie	0,909	Turkménistan	0,875	Argentine	0,831	Angola	0,749	Gaza/Cisjordanie	0,556
Qatar	0,948	Comores	0,905	Surinam	0,875	Namibie	0,825	Honduras	0,746	Colombie	0,518
République tchèque	0,948	Mali	0,905	Gambie	0,873	Sierra Léone	0,824	Tchad	0,745	Somalie	0,442
Canada	0,947	Chypre	0,901	Guinée Bissau	0,869	Congo	0,820	Mexique	0,744	Soudan	0,430
Belgique	0,940	Hongrie	0,901	Botswana	0,867	Corée du Nord	0,818	El Salvador	0,743	Irak	0,406
Bahreïn	0,940	Laos	0,899	Nicaragua	0,866	Monténégro	0,816	Bangladesh	0,742	MOYENNE	0,840

INDICATEUR PAIX ET SÉCURITÉ (CLASSEMENTS RÉGIONAUX PAR ORDRE DÉCROISSANT)											
AFRIQUE		UE OCDE		AMÉRIQUE LATINE CARAÏBES		ASIE PACIFIQUE		ÉTATS ARABES		CEI ASIE CENTRALE BALKANS	
Maurice	0,979	Islande	1,000	Bahamas	0,969	Brunei	0,979	Algérie	0,772	Kirghizstan	0,887
Cap Vert	0,979	Norvège	0,979	Barbade	0,937	Iles Salomon	0,951	Arabie saoudite	0,839	Kazakhstan	0,880
Sao Tomé et Príncipe	0,979	Luxembourg	0,979	Cuba	0,933	Singapour	0,936	Bahreïn	0,940	Arménie	0,880
Seychelles	0,978	Danemark	0,975	Sainte Lucie	0,914	Maldives	0,933	Djibouti	0,832	Turkménistan	0,875
Lesotho	0,917	Slovénie	0,970	Grenade	0,913	Tonga	0,930	Égypte	0,888	Tadjikistan	0,863
Burkina Faso	0,917	Irlande	0,958	Belize	0,913	Fidji	0,927	Émirats arabes unis	0,937	Belarus	0,858
Bénin	0,917	Finlande	0,958	Uruguay	0,909	Viet Nam	0,917	Gaza/Cisjordanie	0,556	Croatie	0,858
Comores	0,905	Australie	0,958	Dominique	0,896	Laos	0,899	Irak	0,406	Albanie	0,857
Mali	0,905	Allemagne	0,958	Panama	0,896	Malaisie	0,887	Jordanie	0,884	Macédoine	0,856
Ghana	0,885	Nouvelle-Zélande	0,958	Chili	0,891	Mongolie	0,884	Koweït	0,958	Moldavie	0,853
Niger	0,884	Suède	0,958	Costa-Rica	0,888	Corée du Nord	0,818	Liban	0,757	Ouzbékistan	0,838
Mozambique	0,875	Pays-Bas	0,958	St Vincent et Grenadines	0,887	Iran	0,811	Libye	0,912	Ukraine	0,831
Madagascar	0,875	Autriche	0,958	Surinam	0,875	Népal	0,800	Maroc	0,876	Monténégro	0,816
Gabon	0,875	Japon	0,956	Nicaragua	0,866	Chine	0,797	Oman	0,979	Bosnie Herzégovine	0,762
Gambie	0,873	Suisse	0,948	Guyana	0,859	Indonésie	0,796	Qatar	0,948	Serbie	0,754
Guinée Bissau	0,869	Corée du Sud	0,948	Bolivie	0,845	Cambodge	0,778	Somalie	0,442	Azerbaïdjan	0,742
Botswana	0,867	République tchèque	0,948	Paraguay	0,843	Papouasie Nouvelle Guinée	0,771	Soudan	0,430	Géorgie	0,723
Togo	0,861	Canada	0,947	Argentine	0,831	Philippines	0,763	Syrie	0,836	Russie	0,702
Swaziland	0,860	Belgique	0,940	Pérou	0,810	Bangladesh	0,742	Tunisie	0,895		
Mauritanie	0,855	Portugal	0,937	Équateur	0,801	Thaïlande	0,742	Yémen	0,878		
Guinée	0,855	Malte	0,927	République dominicaine	0,792	Timor Leste	0,733				
Malawi	0,854	Pologne	0,927	Haïti	0,764	Myanmar	0,720				
Sénégal	0,838	Royaume-Uni	0,926	Trinité et Tobago	0,760	Bhoutan	0,715				
Tanzanie	0,836	Estonie	0,925	Jamaïque	0,750	Pakistan	0,710				
Zambie	0,833	Grèce	0,919	Honduras	0,746	Afghanistan	0,655				
Namibie	0,825	France	0,915	El Salvador	0,743	Sri Lanka	0,651				
Sierra Léone	0,824	Italie	0,913	Brésil	0,738	Inde	0,621				
Congo	0,820	Slovaquie	0,909	Venezuela	0,705						
Guinée équatoriale	0,814	Chypre	0,901	Guatemala	0,684						
Éthiopie	0,782	Hongrie	0,901	Colombie	0,518						
Cameroun	0,780	Espagne	0,897								
Rwanda	0,766	États-Unis	0,882								
Érythrée	0,761	Roumanie	0,881								
Kenya	0,749	Lettonie	0,877								
Angola	0,749	Lituanie	0,864								
Tchad	0,745	Bulgarie	0,864								
Afrique du sud	0,738	Turquie	0,801								
Ouganda	0,720	Mexique	0,744								
Burundi	0,700	Israël	0,695								
Zimbabwe	0,697										
Côte d'Ivoire	0,695										
Centre Afrique	0,689										
Nigeria	0,662										
Libéria	0,587										
RDC	0,584										
MOYENNE	0,821	MOYENNE	0,920	MOYENNE	0,829	MOYENNE	0,810	MOYENNE	0,798	MOYENNE	0,824

ANNEXE ÉTAT DE DROIT

SOUS-INDICATEUR ARSENAL LÉGISLATIF ESSENTIEL

Index : Statut des principaux instruments internationaux de défense des droits de l'homme

Le Haut-commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme (HCDH) a identifié les dix conventions et traités internationaux qui constituent le cœur de la problématique en la matière. Ces textes sont les suivants :

- Convention internationale pour la prévention et la répression du crime de génocide 1948
- Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (CERD - 21 décembre 1965)
- Pacte international relatif aux droits civils et politiques (HRC - 16 décembre 1966)
- Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (CESCR - 16 décembre 1966)
- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW - 18 décembre 1979)
- Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (CAT - 10 décembre 1984)
- Convention relative aux droits de l'enfant (CRC - 20 novembre 1989)
- Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (CMW - 18 décembre 1990)
- Convention relative à la protection des personnes handicapées (13 décembre 2006)
- Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

Le but de cet index est de déterminer le degré de ratification des sept traités et conventions actuellement en vigueur. La ratification par un pays n'est pas un acte anodin. En effet, après la signature d'un traité, un pays doit le ratifier, souvent au moyen de l'approbation par son parlement. Ce processus n'implique pas seulement l'expression d'intérêt indiquée par la signature, mais également la transposition des principes et obligations du traité dans le cadre de la législation nationale. Comme la dernière convention (convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées) n'est pas encore entrée en vigueur l'étude se limitera aux neuf premiers textes et se base sur les données fournies par le Haut-commissariat aux droits de l'homme¹⁰ et les tableaux de l'IDH du PNUD¹¹.

On attribue 1 point pour chaque traité ou convention ratifié. Le total maximum pouvant être obtenu est donc de 9 points et le sous indicateur est ensuite calculé selon la formule suivante :

¹⁰ <http://www.ohchr.org>

¹¹ <http://hdr.undp.org>

$$\text{Index} = \frac{\text{Résultat pays}}{9}$$

Index : Droits de propriété

Le but de cet index est d'évaluer le degré d'implication d'un pays dans la protection de la propriété privée et la façon dont les autorités font appliquer ce droit. Les données utilisées sont tirées de l'index *Economic Freedom* déterminé par la Heritage Foundation et le Wall Street journal¹². Bien que la plupart des données qui figurent dans l'index Economic Freedom soient des données qui s'inscrivent dans une optique de libéralisme économique, qui n'est pas sans rappeler celle qui a conduit la Banque mondiale à produire des indicateurs critiquables, il semble néanmoins nécessaire de prendre en compte ce sous indicateur. La garantie, par la loi, de la propriété privée constitue une force importante dans le cadre d'une économie de marché. Elle donne aux citoyens la confiance nécessaire pour se lancer dans des activités commerciales, pour en vivre et pour envisager l'avenir à long terme.

Dans cet index le respect et la garantie des droits de propriété sont évalués sur une échelle allant de 0 (aucune garantie) à 100 (garantie assurée et respect total).

Le sous indicateur est calculé selon la formule :

$$\text{Index} = \frac{\text{Résultat pays}}{100}$$

Le sous-indicateur « Arsenal législatif essentiel » est calculé en faisant la moyenne des deux index ci-dessus.

SOUS-INDICATEUR EXISTENCE ET FONCTIONNEMENT D'UN SYSTEME JURIDIQUE INDÉPENDANT

Index : Indépendance

Les données utilisées sont tirées de la partie « état de droit » de l'index des libertés civiles produit par Freedom House¹³. Cet index est le résultat d'une mesure composite qui évalue, tout à la fois, l'indépendance du système judiciaire, le fonctionnement des organes de contrôle des forces de police, la protection judiciaire et la garantie d'un traitement égal pour tous. Cette évaluation se fait à l'aide d'une échelle de valeurs comprise entre 1 et 16, où 1 est le plus mauvais des résultats et 16 le meilleur.

Pour l'instant c'est le seul indice disponible. Dès la fin 2008 il devrait être possible de disposer des données actuellement à l'étude par l'American Bar Association¹⁴ qui

¹² <http://www.heritage.org>

¹³ <http://www.freedomhouse.org>

¹⁴ <http://www.abanet.org/crimjust/home.html>

travaille sur un projet d'index mondial d'État de droit, au sein de son programme « *World Justice Project* ».

Le calcul de l'index Indépendance s'effectue de la manière suivante :

$$\text{Index} = \frac{\text{Résultat pays}}{16}$$

Index : Efficacité

Une des manières d'estimer l'efficacité du système judiciaire consiste à se baser sur les données disponibles en matière de pourcentages du nombre de détentions provisoires par rapport au nombre total de détenus. Le *World Prison Brief*¹⁵ publié par le Centre for Prison Studies permet une bonne appréhension de ces données régulièrement mises à jour et dont les dernières sont de 2007.

L'index est calculé suivant le même processus que pour l'index conflits avec pour valeur maximum 97,30 (Libéria) et pour valeur minimum 0.

$$\text{Index} = \frac{100 - 100 \times \left\{ \frac{\text{Résultat pays} - \text{Résultat minimum}}{\text{Résultat max.} - \text{Résultat minimum}} \right\}}{100}$$

Index : Efficacité en matière de règlement des différends contractuels

Les données utilisées sont tirées du rapport *Doing Business* de la Banque mondiale¹⁶. Ce rapport étudie le temps mis par les institutions judiciaires nationales à régler les différends portant sur les contrats commerciaux qui font l'objet d'une procédure. Le temps moyen, exprimé en jours, est comptabilisé à partir du dépôt de plainte jusqu'au règlement définitif.

La méthode de calcul est identique à la méthode utilisée pour l'index Efficacité, avec pour maximum 1800 jours (Timor Leste) et pour minimum 120 (Singapour).

Le sous-indicateur « Système juridique » est calculé en faisant la moyenne des trois index ci-dessus.

¹⁵ <http://www.kcl.ac.uk>

¹⁶ <http://www.doingbusiness.org>

SOUS-INDICATEUR CORRUPTION

Index : Corruption

Le *Corruption Perceptions Index* produit par Transparency International¹⁷ est calculé à partir d'une douzaine de sondages effectués par neuf institutions (Banque mondiale, Economist Intelligence Unit, Freedom House Nations in transit, International Institute for Management Development, Merchant International Group, Political and Economic Risk Consultancy, United Nations Economic Commission for Africa, World Economic Forum, et le World Markets Research Centre). Il est établi à partir des observations effectuées par les experts de ces organisations chargés d'étudier les résultats de la douzaine de sondages réalisés.

Cet indice est estimé sur une échelle de valeur allant de 0 (corruption totale) à 10 (aucune corruption). Le calcul de l'index est effectué comme suit :

$$\text{Index} = \frac{\text{Résultat pays}}{10}$$

Le sous-indicateur « Corruption » reproduit le résultat de l'index unique ci-dessus.

L'indicateur ÉTAT DE DROIT est la moyenne des trois sous-indicateurs précédemment déterminés.

Le résultat final au niveau mondial correspond à la moyenne des 179 pays étudiés soit : 0,530

¹⁷

	ÉTAT DE DROIT														INDICATEUR ÉTAT DE DROIT
	Arsenal législatif essentiel				Existence et fonctionnement d'un système juridique indépendant							Corruption			
	Statut instruments internationaux	Index	Droits de propriété	Index	Sous indicateur	Indépendance	Index	Efficacité	Index	Règlement des différends	Index	Sous indicateur	Corruption	Sous indicateur	
Afghanistan	8	0,889	50	0,500	0,694	12	0,750	32,30	0,668	600	0,714	0,711	5,1	0,510	0,638
Afrique du sud	7	0,778	20	0,200	0,489	3,0	0,188	44,30	0,545	1642	0,094	0,275	1,8	0,180	0,315
Albanie	8	0,889	30	0,300	0,594	10	0,625	38,80	0,601	390	0,839	0,689	2,9	0,290	0,524
Algérie	8	0,889	30	0,300	0,594	5	0,313	22,80	0,766	630	0,696	0,592	3,0	0,300	0,495
Allemagne	7	0,778	90	0,900	0,839	15	0,938	17,00	0,825	394	0,837	0,867	7,8	0,780	0,828
Angola	4	0,444	20	0,200	0,322	4	0,250	58,90	0,395	1011	0,470	0,371	2,2	0,220	0,305
Arabie saoudite	5	0,556	50	0,500	0,528	3	0,188	58,70	0,397	635	0,693	0,426	3,4	0,340	0,431
Argentine	8	0,889	30	0,300	0,594	10,0	0,625	53,80	0,447	590	0,720	0,597	2,9	0,290	0,494
Arménie	7	0,778	35	0,350	0,564	6	0,375	17,70	0,818	285	0,902	0,698	3,0	0,300	0,521
Australie	7	0,778	90	0,900	0,839	14,0	0,875	22,40	0,770	262	0,915	0,853	8,6	0,860	0,851
Autriche	7	0,778	90	0,900	0,839	15	0,938	23,30	0,761	397	0,835	0,844	8,1	0,810	0,831
Azerbaïdjan	7	0,778	30	0,300	0,539	4	0,250	13,30	0,863	267	0,913	0,675	2,1	0,210	0,475
Bahamas	4	0,444	80	0,800	0,622	15,0	0,938	43,00	0,558	754	0,623	0,706	7,0	0,700	0,676
Bahreïn	6	0,667	60	0,600	0,633	4	0,250	16,00	0,836	659	0,679	0,588	5,0	0,500	0,574
Bangladesh	7	0,778	25	0,250	0,514	6,0	0,375	67,70	0,304	1142	0,392	0,357	2,0	0,200	0,357
Barbade	6	0,667	90	0,900	0,783	16,0	1,000	29,60	0,696	754	0,623	0,773	6,9	0,690	0,749
Belarus	7	0,778	20	0,200	0,489	2	0,125	19,60	0,799	225	0,938	0,620	2,1	0,210	0,440
Belgique	7	0,778	80	0,800	0,789	15	0,938	44,30	0,545	505	0,771	0,751	7,1	0,710	0,750
Belize	8	0,889	50	0,500	0,694	12,0	0,750	21,70	0,777	892	0,540	0,689	3,0	0,300	0,561
Bénin	6	0,667	30	0,300	0,483	12	0,750	64,50	0,337	720	0,643	0,577	2,7	0,270	0,443
Bhoutan	3	0,333	30	0,300	0,317	4,0	0,250	50,00	0,486	275	0,908	0,548	5,0	0,500	0,455
Bolivie	8	0,889	25	0,250	0,569	8,0	0,500	75,00	0,229	591	0,720	0,483	2,9	0,290	0,447
Bosnie Herzégovine	8	0,889	10	0,100	0,494	10	0,625	16,40	0,831	595	0,717	0,725	3,3	0,330	0,516
Botswana	5	0,556	70	0,700	0,628	13	0,813	17,10	0,824	987	0,484	0,707	5,4	0,540	0,625
Bésil	7	0,778	50	0,500	0,639	8,0	0,500	33,90	0,652	616	0,705	0,619	3,5	0,350	0,536
Brunei	2	0,222	20	0,200	0,211	6,0	0,375	7,20	0,926	540	0,750	0,684	5,5	0,550	0,482
Bulgarie	7	0,778	30	0,300	0,539	12	0,750	19,00	0,805	564	0,736	0,763	4,1	0,410	0,571
Burkina Faso	8	0,889	30	0,300	0,594	6	0,375	58,30	0,401	446	0,806	0,527	2,9	0,290	0,471
Burundi	7	0,778	30	0,300	0,539	4	0,250	66,80	0,313	558	0,739	0,434	2,5	0,250	0,408
Cambodge	7	0,778	30	0,300	0,539	2,0	0,125	29,80	0,694	401	0,833	0,550	2,0	0,200	0,430
Cameroun	6	0,667	30	0,300	0,483	2	0,125	65,00	0,332	800	0,595	0,351	2,4	0,240	0,358
Canada	7	0,778	90	0,900	0,839	15,0	0,938	33,70	0,654	570	0,732	0,774	8,7	0,870	0,828
Cap Vert	7	0,778	70	0,700	0,739	14	0,875	36,50	0,625	465	0,795	0,765	4,9	0,490	0,665
Centre Afrique	5	0,556	20	0,200	0,378	3	0,188	52,00	0,466	660	0,679	0,444	2,0	0,200	0,341
Chili	8	0,889	90	0,900	0,894	15,0	0,938	23,00	0,764	480	0,786	0,829	7,0	0,700	0,808
Chine	7	0,778	20	0,200	0,489	2,0	0,125	7,00	0,928	406	0,830	0,628	3,5	0,350	0,489
Chypre	7	0,778	90	0,900	0,839	15	0,938	17,40	0,821	443	0,808	0,855	5,3	0,530	0,741
Colombie	8	0,889	40	0,400	0,644	7,0	0,438	34,90	0,641	1346	0,270	0,450	3,8	0,380	0,491
Comores	5	0,556	30	0,300	0,428	8	0,500	50,00	0,486	506	0,770	0,585	2,6	0,260	0,424
Congo	6	0,667	20	0,200	0,433	2	0,125	40,00	0,589	560	0,738	0,484	2,1	0,210	0,376
Corée du Nord	5	0,556	10	0,100	0,328	0,0	0,000	80,00	0,178	421	0,821	0,333	3,5	0,350	0,337
Corée du Sud	7	0,778	70	0,700	0,739	13,0	0,813	34,20	0,649	421	0,821	0,761	5,1	0,510	0,670
Costa-Rica	7	0,778	50	0,500	0,639	13,0	0,813	21,30	0,781	877	0,549	0,714	5,0	0,500	0,618
Côte d'Ivoire	7	0,778	30	0,300	0,539	3	0,188	35,60	0,634	770	0,613	0,478	2,1	0,210	0,409
Croatie	8	0,889	30	0,300	0,594	11	0,688	29,90	0,693	561	0,738	0,706	4,1	0,410	0,570

	ÉTAT DE DROIT															INDICATEUR ÉTAT DE DROIT
	Arsenal législatif essentiel					Existence et fonctionnement d'un système juridique indépendant							Corruption			
	Statut instruments internationaux	Index	Droits de propriété	Index	Sous indicateur	Indépendance	Index	Efficacité	Index	Règlement des différends	Index	Sous indicateur	Corruption	Sous indicateur		
Cuba	5	0,556	10	0,100	0,328	1,0	0,063	85,00	0,126	754	0,623	0,271	4,2	0,420	0,339	
Danemark	7	0,778	90	0,900	0,839	15	0,938	27,00	0,723	380	0,845	0,835	9,4	0,940	0,871	
Djibouti	6	0,667	30	0,300	0,483	5	0,313	57,20	0,412	1225	0,342	0,356	2,9	0,290	0,376	
Dominique	4	0,444	40	0,400	0,422	13,0	0,813	18,50	0,810	681	0,666	0,763	5,6	0,560	0,582	
Égypte	8	0,889	40	0,400	0,644	5	0,313	16,70	0,828	1010	0,470	0,537	2,9	0,290	0,490	
El Salvador	8	0,889	50	0,500	0,694	7,0	0,438	29,10	0,701	786	0,604	0,581	4,0	0,400	0,558	
Émirats arabes unis	4	0,444	40	0,400	0,422	4	0,250	46,70	0,520	607	0,710	0,493	5,7	0,570	0,495	
Équateur	9	1,000	30	0,300	0,650	5,0	0,313	63,00	0,353	498	0,775	0,480	2,1	0,210	0,447	
Érythrée	5	0,556	20	0,200	0,378	2	0,125	75,00	0,229	405	0,830	0,395	2,8	0,280	0,351	
Espagne	8	0,889	70	0,700	0,794	14	0,875	24,90	0,744	515	0,765	0,795	6,7	0,670	0,753	
Estonie	7	0,778	90	0,900	0,839	14	0,875	26,40	0,729	425	0,818	0,807	6,5	0,650	0,765	
États-Unis	7	0,778	90	0,900	0,839	14,0	0,875	21,20	0,782	300	0,893	0,850	7,2	0,720	0,803	
Éthiopie	7	0,778	30	0,300	0,539	4	0,250	72,00	0,260	690	0,661	0,390	2,4	0,240	0,390	
Fidji	4	0,444	30	0,300	0,372	7,0	0,438	6,60	0,932	397	0,835	0,735	5,0	0,500	0,536	
Finlande	7	0,778	90	0,900	0,839	16	1,000	14,00	0,856	235	0,932	0,929	9,4	0,940	0,903	
France	7	0,778	70	0,700	0,739	14	0,875	27,70	0,715	331	0,874	0,822	7,3	0,730	0,763	
Gabon	8	0,889	40	0,400	0,644	6	0,375	40,00	0,589	1070	0,435	0,466	3,3	0,330	0,480	
Gambie	7	0,778	30	0,300	0,539	7	0,438	18,50	0,810	434	0,813	0,687	2,3	0,230	0,485	
Gaza/Cisjordanie	0	0,000	10	0,100	0,050	1	0,063	75,00	0,229	659	0,679	0,324	2,5	0,250	0,208	
Géorgie	7	0,778	35	0,350	0,564	7	0,438	21,70	0,777	285	0,902	0,705	3,4	0,340	0,536	
Ghana	8	0,889	50	0,500	0,694	12	0,750	29,00	0,702	487	0,782	0,745	3,7	0,370	0,603	
Grèce	7	0,778	50	0,500	0,639	14	0,875	28,60	0,706	819	0,584	0,722	4,6	0,460	0,607	
Grenade	5	0,556	45	0,450	0,503	11,0	0,688	17,30	0,822	723	0,641	0,717	3,4	0,340	0,520	
Guatemala	8	0,889	30	0,300	0,594	5,0	0,313	43,00	0,558	1459	0,203	0,358	2,8	0,280	0,411	
Guinée	9	1,000	30	0,300	0,650	4	0,250	51,30	0,473	276	0,907	0,543	1,9	0,190	0,461	
Guinée Bissau	6	0,667	20	0,200	0,433	8	0,500	43,00	0,558	1140	0,393	0,484	2,2	0,220	0,379	
Guinée équatoriale	6	0,667	30	0,300	0,483	1	0,063	43,00	0,558	553	0,742	0,454	1,9	0,190	0,376	
Guyana	6	0,667	40	0,400	0,533	8,0	0,500	40,80	0,581	581	0,726	0,602	2,6	0,260	0,465	
Haïti	5	0,556	10	0,100	0,328	2,0	0,125	84,20	0,135	508	0,769	0,343	1,6	0,160	0,277	
Honduras	9	1,000	30	0,300	0,650	7,0	0,438	63,50	0,347	480	0,786	0,524	2,5	0,250	0,475	
Hongrie	8	0,889	70	0,700	0,794	13	0,813	25,50	0,738	335	0,872	0,807	5,3	0,530	0,711	
Iles Salomon	4	0,444	50	0,500	0,472	8,0	0,500	29,90	0,693	455	0,801	0,664	2,8	0,280	0,472	
Inde	7	0,778	50	0,500	0,639	9,0	0,563	69,70	0,284	1420	0,226	0,357	3,5	0,350	0,449	
Indonésie	6	0,667	30	0,300	0,483	7,0	0,438	40,70	0,582	570	0,732	0,584	2,3	0,230	0,432	
Irak	6	0,667	15	0,150	0,408	0	0,000	75,00	0,229	520	0,762	0,330	1,5	0,150	0,296	
Iran	5	0,556	10	0,100	0,328	3	0,188	24,80	0,745	520	0,762	0,565	2,5	0,250	0,381	
Irlande	7	0,778	90	0,900	0,839	15	0,938	20,00	0,794	515	0,765	0,832	7,5	0,750	0,807	
Islande	7	0,778	90	0,900	0,839	16	1,000	10,60	0,891	393	0,838	0,910	9,2	0,920	0,889	
Israël	7	0,778	70	0,700	0,739	10	0,625	36,50	0,625	890	0,542	0,597	6,1	0,610	0,649	
Italie	7	0,778	50	0,500	0,639	12	0,750	58,30	0,401	1210	0,351	0,501	5,2	0,520	0,553	
Jamaïque	7	0,778	50	0,500	0,639	8,0	0,500	15,00	0,846	565	0,735	0,694	3,3	0,330	0,554	
Japon	6	0,667	70	0,700	0,683	15,0	0,938	14,70	0,849	316	0,883	0,890	7,5	0,750	0,774	
Jordanie	8	0,889	55	0,550	0,719	6	0,375	42,90	0,559	689	0,661	0,532	4,7	0,470	0,574	
Kazakhstan	7	0,778	30	0,300	0,539	4,0	0,250	14,40	0,852	230	0,935	0,679	2,1	0,210	0,476	
Kenya	6	0,667	35	0,350	0,508	8	0,500	45,60	0,531	465	0,795	0,609	2,1	0,210	0,442	

	ÉTAT DE DROIT															INDICATEUR ÉTAT DE DROIT
	Arsenal législatif essentiel					Existence et fonctionnement d'un système juridique indépendant							Corruption			
	Statut instruments internationaux	Index	Droits de propriété	Index	Sous indicateur	Indépendance	Index	Efficacité	Index	Règlement des différends	Index	Sous indicateur	Corruption	Sous indicateur		
Kirghizstan	8	0,889	30	0,300	0,594	5,0	0,313	20,80	0,786	177	0,966	0,688	2,1	0,210	0,498	
Koweït	7	0,778	55	0,550	0,664	7	0,438	18,60	0,809	566	0,735	0,660	4,3	0,430	0,585	
Laos	6	0,667	10	0,100	0,383	2,0	0,125	1,00	0,990	443	0,808	0,641	1,9	0,190	0,405	
Lesotho	8	0,889	40	0,400	0,644	11	0,688	16,80	0,827	695	0,658	0,724	3,3	0,330	0,566	
Lettonie	7	0,778	55	0,550	0,664	12	0,750	26,10	0,732	279	0,905	0,796	4,8	0,480	0,647	
Liban	7	0,778	30	0,300	0,539	5	0,313	62,00	0,363	721	0,642	0,439	3,0	0,300	0,426	
Libéria	7	0,778	35	0,350	0,564	7	0,438	97,30	0,000	1280	0,310	0,249	2,1	0,210	0,341	
Libye	8	0,889	10	0,100	0,494	0	0,000	50,10	0,485	659	0,679	0,388	2,5	0,250	0,378	
Lituanie	7	0,778	50	0,500	0,639	14	0,875	17,40	0,821	210	0,946	0,881	4,8	0,480	0,667	
Luxembourg	7	0,778	90	0,900	0,839	16	1,000	41,50	0,573	321	0,880	0,818	8,4	0,840	0,832	
Macédoine	7	0,778	30	0,300	0,539	8	0,500	15,90	0,837	385	0,842	0,726	3,3	0,330	0,532	
Madagascar	6	0,667	50	0,500	0,583	9	0,563	64,70	0,335	871	0,553	0,484	3,2	0,320	0,462	
Malaisie	3	0,333	50	0,500	0,417	6,0	0,375	41,10	0,578	600	0,714	0,556	5,1	0,510	0,494	
Malawi	6	0,667	40	0,400	0,533	9	0,563	17,30	0,822	432	0,814	0,733	2,7	0,270	0,512	
Maldives	7	0,778	40	0,400	0,589	7,0	0,438	45,00	0,538	665	0,676	0,550	3,3	0,330	0,490	
Mali	9	1,000	30	0,300	0,65	10	0,625	88,70	0,088	860	0,560	0,424	2,7	0,270	0,448	
Malte	6	0,667	90	0,900	0,783	16	1,000	35,80	0,632	443	0,808	0,813	5,8	0,580	0,726	
Maroc	8	0,889	35	0,350	0,619	6	0,375	52,30	0,462	615	0,705	0,514	3,5	0,350	0,495	
Maurice	6	0,667	90	0,900	0,783	13	0,813	24,40	0,749	443	0,808	0,790	4,7	0,470	0,681	
Mauritanie	7	0,778	30	0,300	0,539	6	0,375	13,00	0,866	400	0,833	0,692	2,6	0,260	0,497	
Mexique	9	1,000	50	0,500	0,750	8,0	0,500	42,40	0,564	415	0,824	0,630	3,5	0,350	0,577	
Moldavie	7	0,778	50	0,500	0,639	8	0,500	20,60	0,788	365	0,854	0,714	2,8	0,280	0,544	
Mongolie	7	0,778	30	0,300	0,539	12,0	0,750	19,80	0,797	314	0,885	0,810	3,0	0,300	0,550	
Monténégro	7	0,778	0	0,000	0,389	8	0,500	38,10	0,608	545	0,747	0,618	3,3	0,330	0,446	
Mozambique	6	0,667	30	0,300	0,483	7	0,438	30,00	0,692	1010	0,470	0,533	2,8	0,280	0,432	
Myanmar	3	0,333	10	0,100	0,217	0,0	0,000	12,90	0,867	421	0,821	0,563	1,4	0,140	0,306	
Namibie	8	0,889	30	0,300	0,594	10	0,625	5,20	0,947	270	0,911	0,827	4,5	0,450	0,624	
Népal	7	0,778	30	0,300	0,539	6,0	0,375	51,00	0,476	735	0,634	0,495	2,5	0,250	0,428	
Nicaragua	8	0,889	25	0,250	0,569	7,0	0,438	21,40	0,780	540	0,750	0,656	2,6	0,260	0,495	
Niger	7	0,778	30	0,300	0,539	9	0,563	76,00	0,219	545	0,747	0,509	2,6	0,260	0,436	
Nigeria	6	0,667	30	0,300	0,483	5	0,313	65,00	0,332	457	0,799	0,481	2,2	0,220	0,395	
Norvège	7	0,778	90	0,900	0,839	16	1,000	19,80	0,797	310	0,887	0,894	8,7	0,870	0,868	
Nouvelle-Zélande	7	0,778	90	0,900	0,839	15,0	0,938	21,40	0,780	216	0,943	0,887	9,4	0,940	0,889	
Oman	3	0,333	50	0,500	0,417	4	0,250	50,00	0,486	598	0,715	0,484	4,7	0,470	0,457	
Ouganda	8	0,889	30	0,300	0,594	7	0,438	56,80	0,416	535	0,753	0,536	2,8	0,280	0,470	
Ouzbékistan	7	0,778	30	0,300	0,539	0,0	0,000	11,50	0,882	195	0,955	0,612	1,7	0,170	0,440	
Pakistan	5	0,556	30	0,300	0,428	4,0	0,250	66,10	0,321	880	0,548	0,373	2,4	0,240	0,347	
Panama	8	0,889	30	0,300	0,594	9,0	0,563	63,20	0,350	686	0,663	0,525	3,2	0,320	0,480	
Papouasie Nlle Guinée	4	0,444	40	0,400	0,422	7,0	0,438	31,30	0,678	591	0,720	0,612	2,0	0,200	0,411	
Paraguay	7	0,778	35	0,350	0,564	7,0	0,438	68,20	0,299	591	0,720	0,485	2,4	0,240	0,430	
Pays-Bas	6	0,667	90	0,900	0,783	15	0,938	33,00	0,661	514	0,765	0,788	9,0	0,900	0,824	
Pérou	9	1,000	40	0,400	0,700	8,0	0,500	67,80	0,303	468	0,793	0,532	3,5	0,350	0,527	
Philippines	8	0,889	30	0,300	0,594	8,0	0,500	67,30	0,308	842	0,570	0,460	2,5	0,250	0,435	
Pologne	7	0,778	50	0,500	0,639	13	0,813	12,60	0,871	830	0,577	0,753	4,2	0,420	0,604	
Portugal	7	0,778	70	0,700	0,739	15	0,938	19,90	0,795	577	0,728	0,820	6,5	0,650	0,736	

	ÉTAT DE DROIT															INDICATEUR ÉTAT DE DROIT
	Arsenal législatif essentiel					Existence et fonctionnement d'un système juridique indépendant							Corruption			
	Statut instruments internationaux	Index	Droits de propriété	Index	Sous indicateur	Indépendance	Index	Efficacité	Index	Règlement des différends	Index	Sous indicateur	Corruption	Sous indicateur		
Qatar	3	0,333	50	0,500	0,417	4	0,250	1,90	0,980	659	0,679	0,637	6,0	0,600	0,551	
RDC	7	0,778	10	0,100	0,439	0	0,000	66,80	0,313	685	0,664	0,326	1,9	0,190	0,318	
République dominicaine	7	0,778	30	0,300	0,539	10,0	0,625	57,30	0,411	460	0,798	0,611	3,0	0,300	0,483	
République tchèque	7	0,778	70	0,700	0,739	14	0,875	12,50	0,872	820	0,583	0,777	5,2	0,520	0,679	
Roumanie	7	0,778	30	0,300	0,539	12	0,750	13,10	0,865	537	0,752	0,789	3,7	0,370	0,566	
Royaume-Uni	7	0,778	90	0,900	0,839	15	0,938	23,50	0,758	404	0,831	0,842	8,4	0,840	0,840	
Russie	7	0,778	30	0,300	0,539	4	0,250	15,60	0,840	281	0,904	0,665	2,3	0,230	0,478	
Rwanda	6	0,667	30	0,300	0,483	6	0,375	30,30	0,689	310	0,887	0,650	2,8	0,280	0,471	
Sainte Lucie	3	0,333	60	0,600	0,467	12,0	0,750	33,00	0,661	635	0,693	0,701	6,8	0,680	0,616	
Sao Tomé et Príncipe	5	0,556	35	0,350	0,453	12	0,750	45,00	0,538	405	0,830	0,706	2,7	0,270	0,476	
Sénégal	8	0,889	50	0,500	0,694	9	0,563	37,20	0,618	780	0,607	0,596	3,6	0,360	0,550	
Serbie	7	0,778	50	0,500	0,639	9	0,563	30,40	0,688	635	0,693	0,648	3,4	0,340	0,542	
Seychelles	8	0,889	35	0,350	0,619	11	0,688	19,70	0,798	720	0,643	0,709	4,5	0,450	0,593	
Sierra Léone	6	0,667	10	0,100	0,383	8	0,500	53,70	0,448	515	0,765	0,571	2,1	0,210	0,388	
Singapour	3	0,333	90	0,900	0,617	8,0	0,500	6,90	0,929	120	1,000	0,810	9,3	0,930	0,785	
Slovaquie	7	0,778	50	0,500	0,639	12	0,750	25,50	0,738	565	0,735	0,741	4,9	0,490	0,623	
Slovénie	7	0,778	50	0,500	0,639	14	0,875	25,10	0,742	1350	0,268	0,628	6,6	0,660	0,642	
Somalie	5	0,556	10	0,100	0,328	0	0,000	75,00	0,229	643	0,689	0,306	1,4	0,140	0,258	
Soudan	6	0,667	10	0,100	0,383	0	0,000	10,00	0,897	643	0,689	0,529	1,8	0,180	0,364	
Sri Lanka	8	0,889	50	0,500	0,694	6,0	0,375	49,40	0,492	1318	0,287	0,385	3,2	0,320	0,466	
St Vincent et Grenadines	7	0,778	60	0,600	0,689	13,0	0,813	21,80	0,776	394	0,837	0,808	6,1	0,610	0,702	
Suède	7	0,778	90	0,900	0,839	16	1,000	22,20	0,772	508	0,769	0,847	9,3	0,930	0,872	
Suisse	7	0,778	90	0,900	0,839	15	0,938	37,90	0,610	417	0,823	0,790	9,0	0,900	0,843	
Surinam	5	0,556	50	0,500	0,528	9,0	0,563	55,00	0,435	1715	0,051	0,349	3,5	0,350	0,409	
Swaziland	6	0,667	50	0,500	0,583	4	0,250	31,50	0,676	972	0,493	0,473	3,3	0,330	0,462	
Syrie	8	0,889	30	0,300	0,594	1	0,063	50,50	0,481	872	0,552	0,365	2,4	0,240	0,400	
Tadjikistan	7	0,778	30	0,300	0,539	4,0	0,250	14,10	0,855	295	0,896	0,667	2,1	0,210	0,472	
Tanzanie	6	0,667	30	0,300	0,483	10	0,625	44,00	0,548	462	0,796	0,656	3,2	0,320	0,487	
Tchad	6	0,667	20	0,200	0,433	1	0,063	58,00	0,404	743	0,629	0,365	1,8	0,180	0,326	
Thaïlande	5	0,556	50	0,500	0,528	6,0	0,375	26,20	0,731	479	0,786	0,631	3,3	0,330	0,496	
Timor Leste	7	0,778	30	0,300	0,539	6,0	0,375	70,90	0,271	1800	0,000	0,215	2,6	0,260	0,338	
Togo	7	0,778	30	0,300	0,539	3	0,188	55,40	0,431	588	0,721	0,447	2,3	0,230	0,405	
Tonga	3	0,333	30	0,300	0,317	11,0	0,688	0,00	1,000	350	0,863	0,850	1,7	0,170	0,446	
Trinité et Tobago	6	0,667	65	0,650	0,658	10,0	0,625	37,40	0,616	1340	0,274	0,505	3,4	0,340	0,501	
Tunisie	8	0,889	50	0,500	0,694	4	0,250	22,70	0,767	565	0,735	0,584	4,2	0,420	0,566	
Turkménistan	5	0,556	10	0,100	0,328	0,0	0,000	80,00	0,178	443	0,808	0,329	2,0	0,200	0,285	
Turquie	8	0,889	50	0,500	0,694	8	0,500	60,90	0,374	420	0,821	0,565	4,1	0,410	0,557	
Ukraine	7	0,778	30	0,300	0,539	11	0,688	21,50	0,779	354	0,861	0,776	2,7	0,270	0,528	
Uruguay	8	0,889	70	0,700	0,794	15,0	0,938	63,10	0,351	720	0,643	0,644	6,7	0,670	0,703	
Venezuela	7	0,778	10	0,100	0,439	5,0	0,313	48,50	0,502	510	0,768	0,527	2,0	0,200	0,389	
Viet Nam	6	0,667	10	0,100	0,383	4,0	0,250	15,00	0,846	295	0,896	0,664	2,6	0,260	0,436	
Yémen	7	0,778	30	0,300	0,539	4	0,250	75,00	0,229	520	0,762	0,414	2,5	0,250	0,401	
Zambie	6	0,667	40	0,400	0,533	8	0,500	35,30	0,637	471	0,791	0,643	2,6	0,260	0,479	
Zimbabwe	6	0,667	10	0,100	0,383	1	0,063	23,40	0,760	410	0,827	0,550	2,1	0,210	0,381	

INDICATEUR ÉTAT DE DROIT (CLASSEMENT MONDIAL PAR ORDRE DÉCROISSANT)

Finlande	0,903	Maurice	0,681	El Salvador	0,558	Colombie	0,491	Bolivie	0,447	Venezuela	0,389
Islande	0,889	République tchèque	0,679	Turquie	0,557	Égypte	0,490	Équateur	0,447	Sierra Léone	0,388
Nouvelle-Zélande	0,889	Bahamas	0,676	Jamaïque	0,554	Maldives	0,490	Monténégro	0,446	Zimbabwe	0,381
Suède	0,872	Corée du Sud	0,670	Italie	0,553	Chine	0,489	Tonga	0,446	Iran	0,381
Danemark	0,871	Lituanie	0,667	Qatar	0,551	Tanzanie	0,487	Bénin	0,443	Guinée Bissau	0,379
Norvège	0,868	Cap Vert	0,665	Sénégal	0,550	Gambie	0,485	Kenya	0,442	Libye	0,378
Australie	0,851	Israël	0,649	Mongolie	0,550	République dominicaine	0,483	Ouzbékistan	0,440	Djibouti	0,376
Suisse	0,843	Lettonie	0,647	Moldavie	0,544	Brunei	0,482	Belarus	0,440	Guinée équatoriale	0,376
Royaume-Uni	0,840	Slovénie	0,642	Serbie	0,542	Gabon	0,480	Niger	0,436	Congo	0,376
Luxembourg	0,832	Afghanistan	0,638	Géorgie	0,536	Panama	0,480	Viet Nam	0,436	Soudan	0,364
Autriche	0,831	Botswana	0,625	Brésil	0,536	Zambie	0,479	Philippines	0,435	Cameroun	0,358
Allemagne	0,828	Namibie	0,624	Fidji	0,536	Russie	0,478	Indonésie	0,432	Bangladesh	0,357
Canada	0,828	Slovaquie	0,623	Macédoine	0,532	Sao Tomé et Príncipe	0,476	Mozambique	0,432	Érythrée	0,351
Pays-Bas	0,824	Costa-Rica	0,618	Ukraine	0,528	Kazakhstan	0,476	Arabie saoudite	0,431	Pakistan	0,347
Chili	0,808	Sainte Lucie	0,616	Pérou	0,527	Azerbaïdjan	0,475	Cambodge	0,430	Libéria	0,341
Irlande	0,807	Grèce	0,607	Albanie	0,524	Honduras	0,475	Paraguay	0,430	Centre Afrique	0,341
États-Unis	0,803	Pologne	0,604	Arménie	0,521	Iles Salomon	0,472	Népal	0,428	Cuba	0,339
Singapour	0,785	Ghana	0,603	Grenade	0,520	Tadjikistan	0,472	Liban	0,426	Timor Leste	0,338
Japon	0,774	Seychelles	0,593	Bosnie Herzégovine	0,516	Rwanda	0,471	Comores	0,424	Corée du Nord	0,337
Estonie	0,765	Koweït	0,585	Malawi	0,512	Burkina Faso	0,471	Papouasie Nlle Guinée	0,411	Tchad	0,326
France	0,763	Dominique	0,582	Trinité et Tobago	0,501	Ouganda	0,470	Guatemala	0,411	RDC	0,318
Espagne	0,753	Mexique	0,577	Kirghizstan	0,498	Sri Lanka	0,466	Côte d'Ivoire	0,409	Afrique du sud	0,315
Belgique	0,750	Bahreïn	0,574	Mauritanie	0,497	Guyana	0,465	Surinam	0,409	Myanmar	0,306
Barbade	0,749	Jordanie	0,574	Thaïlande	0,496	Madagascar	0,462	Burundi	0,408	Angola	0,305
Chypre	0,741	Bulgarie	0,571	Algérie	0,495	Swaziland	0,462	Togo	0,405	Irak	0,296
Portugal	0,736	Croatie	0,570	Émirats arabes unis	0,495	Guinée	0,461	Laos	0,405	Turkménistan	0,285
Malte	0,726	Lesotho	0,566	Nicaragua	0,495	Oman	0,457	Yémen	0,401	Haïti	0,277
Hongrie	0,711	Tunisie	0,566	Maroc	0,495	Bhoutan	0,455	Syrie	0,400	Somalie	0,258
Uruguay	0,703	Roumanie	0,566	Malaisie	0,494	Inde	0,449	Nigeria	0,395	Gaza/Cisjordanie	0,208
St Vincent et Grenadines	0,702	Belize	0,561	Argentine	0,494	Mali	0,448	Éthiopie	0,390	MOYENNE	0,530

INDICATEUR ÉTAT DE DROIT (CLASSEMENTS RÉGIONAUX PAR ORDRE DÉCROISSANT)

AFRIQUE		UE OCDE		AMÉRIQUE LATINE CARAÏBES		ASIE PACIFIQUE		ÉTATS ARABES		CEI ASIE CENTRALE BALKANS	
Maurice	0,681	Finlande	0,903	Chili	0,808	Singapour	0,785	Koweït	0,585	Croatie	0,570
Cap Vert	0,665	Islande	0,889	Barbade	0,749	Afghanistan	0,638	Bahreïn	0,574	Moldavie	0,544
Botswana	0,625	Nouvelle-Zélande	0,889	Uruguay	0,703	Mongolie	0,550	Jordanie	0,574	Serbie	0,542
Namibie	0,624	Suède	0,872	St Vincent et Grenadines	0,702	Fidji	0,536	Tunisie	0,566	Géorgie	0,536
Ghana	0,603	Danemark	0,871	Bahamas	0,676	Thaïlande	0,496	Qatar	0,551	Macédoine	0,532
Seychelles	0,593	Norvège	0,868	Costa-Rica	0,618	Malaisie	0,494	Algérie	0,495	Ukraine	0,528
Lesotho	0,566	Australie	0,851	Sainte Lucie	0,616	Maldives	0,490	Émirats arabes unis	0,495	Albanie	0,524
Sénégal	0,550	Suisse	0,843	Dominique	0,582	Chine	0,489	Maroc	0,495	Arménie	0,521
Malawi	0,512	Royaume-Uni	0,840	Belize	0,561	Brunei	0,482	Égypte	0,490	Bosnie Herzégovine	0,516
Mauritanie	0,497	Luxembourg	0,832	El Salvador	0,558	Iles Salomon	0,472	Oman	0,457	Kirghizstan	0,498
Tanzanie	0,487	Autriche	0,831	Jamaïque	0,554	Sri Lanka	0,466	Arabie saoudite	0,431	Russie	0,478
Gambie	0,485	Allemagne	0,828	Brésil	0,536	Bhoutan	0,455	Liban	0,426	Kazakhstan	0,476
Gabon	0,480	Canada	0,828	Pérou	0,527	Inde	0,449	Yémen	0,401	Azerbaïdjan	0,475
Zambie	0,479	Pays-Bas	0,824	Grenade	0,520	Tonga	0,446	Syrie	0,400	Tadjikistan	0,472
Sao Tomé et Príncipe	0,476	Irlande	0,807	Trinité et Tobago	0,501	Viet Nam	0,436	Libye	0,378	Monténégro	0,446
Rwanda	0,471	États-Unis	0,803	Nicaragua	0,495	Philippines	0,435	Djibouti	0,376	Ouzbékistan	0,440
Burkina Faso	0,471	Japon	0,774	Argentine	0,494	Indonésie	0,432	Soudan	0,364	Belarus	0,440
Ouganda	0,470	Estonie	0,765	Colombie	0,491	Cambodge	0,430	Irak	0,296	Turkménistan	0,285
Madagascar	0,462	France	0,763	République dominicaine	0,483	Népal	0,428	Somalie	0,258		
Swaziland	0,462	Espagne	0,753	Panama	0,480	Papouasie Nelle Guinée	0,411	Gaza/Cisjordanie	0,208		
Guinée	0,461	Belgique	0,750	Honduras	0,475	Laos	0,405				
Mali	0,448	Chypre	0,741	Guyana	0,465	Iran	0,381				
Bénin	0,443	Portugal	0,736	Bolivie	0,447	Bangladesh	0,357				
Kenya	0,442	Malte	0,726	Équateur	0,447	Pakistan	0,347				
Niger	0,436	Hongrie	0,711	Paraguay	0,430	Timor Leste	0,338				
Mozambique	0,432	République tchèque	0,679	Guatemala	0,411	Corée du Nord	0,337				
Comores	0,424	Corée du Sud	0,670	Surinam	0,409	Myanmar	0,306				
Côte d'Ivoire	0,409	Lituanie	0,667	Venezuela	0,389						
Burundi	0,408	Israël	0,649	Cuba	0,339						
Togo	0,405	Lettonie	0,647	Haïti	0,277						
Nigeria	0,395	Slovénie	0,642								
Éthiopie	0,390	Slovaquie	0,623								
Sierra Léone	0,388	Grèce	0,607								
Zimbabwe	0,381	Pologne	0,604								
Guinée Bissau	0,379	Mexique	0,577								
Guinée équatoriale	0,376	Bulgarie	0,571								
Congo	0,376	Roumanie	0,566								
Cameroun	0,358	Turquie	0,557								
Érythrée	0,351	Italie	0,553								
Libéria	0,341										
Centre Afrique	0,341										
Tchad	0,326										
RDC	0,318										
Afrique du sud	0,315										
Angola	0,305										
MOYENNE	0,451	MOYENNE	0,741	MOYENNE	0,525	MOYENNE	0,455	MOYENNE	0,441	MOYENNE	0,490

ANNEXE DROITS DE L'HOMME ET PARTICIPATION

SOUS-INDICATEUR DROITS CIVILS ET POLITIQUES

Index : Respect des droits civils

Les données utilisées sont tirées du *Cingranelli-Richards (CIRI) Human Rights Dataset*¹⁸ à partir des résultats obtenus dans les domaines suivants : liberté de mouvement, liberté participation politique, droits des travailleurs, liberté de parole, liberté de religion et liberté d'association. L'échelle d'évaluation s'inscrit entre 0 et 10, où 0 représente le plus mauvais score et 10 le meilleur. L'index est obtenu par la formule suivante :

$$\text{Index} = \frac{\text{Résultat pays}}{10}$$

Index : Respect des droits physiques

Avec cette sous-catégorie, également tirée du *Cingranelli-Richards (CIRI) Human Rights Dataset*, nous nous intéressons aux résultats obtenus dans les domaines suivants : torture, disparitions ou enlèvements politiques, assassinats politiques et emprisonnements politiques. L'échelle d'évaluation s'inscrit entre 0 et 8, où 0 représente le plus mauvais score et 8 le meilleur.

$$\text{Index} = \frac{\text{Résultat pays}}{8}$$

Index : Liberté de la presse

Les données sont tirées du « *Rapport annuel 2008 Liberté de la presse dans le monde* » de l'ONG RSF¹⁹. L'index étudié est le résultat d'une étude de plus de cinquante critères tout au long de l'année par de nombreuses associations de journalistes et organisations partenaires de RSF. L'index est calculé à l'aide de la formule suivante avec pour valeur maximum 114,75 (Érythrée) et pour valeur minimum 0,75 (Norvège).

$$\text{Index} = \frac{100 - 100 \times \left\{ \frac{\text{Résultat pays} - \text{Résultat minimum}}{\text{Résultat max.} - \text{Résultat minimum}} \right\}}{100}$$

¹⁸ <http://ciri.binghamton.edu/index.asp>

¹⁹ www.rsf.org

Index : Violences contre les représentants de médias

Dans cette sous-catégorie, les données utilisées proviennent du CPJ (Committee to protect journalists)²⁰ qui recense annuellement les assassinats, les enlèvements et disparitions de journalistes et assimilés et qui tient également compte du nombre de journalistes emprisonnés. Le calcul de l'index s'effectue de la même manière que précédemment avec pour valeur maximum 51 (Irak) et pour valeur minimum 0.

$$\text{Index} = \frac{100 - 100 \times \left\{ \frac{\text{Résultat pays} - \text{Résultat minimum}}{\text{Résultat max.} - \text{Résultat minimum}} \right\}}{100}$$

Le sous-indicateur « Droits Civils et Politiques » est calculé en faisant la moyenne des quatre index de cette catégorie.

SOUS-INDICATEUR PARTICIPATION

Index : Participation politique

Index : Processus électoral et pluralisme

Index : Culture politique

L'ensemble des données utilisées pour ces trois index provient l'Index Démocratie que l'EIU détermine au travers de données relatives entre autres au degré de participation à la vie politique, à la part effective de pluralisme dans les différents processus électoraux et à la culture politique des citoyens. Chacune des sous-catégories est exprimée au moyen d'une échelle de valeurs de 0 à 10 (0 étant la note la plus basse et 10 la note la plus élevée). Pour chacun de ces index on applique la formule suivante :

$$\text{Index} = \frac{\text{Résultat pays}}{10}$$

Le sous-indicateur « Participation » est calculé en faisant la moyenne des trois index de cette catégorie.

SOUS-INDICATEUR DISCRIMINATION / INÉGALITÉS SEXUELLES

Avec cette catégorie nous nous intéresserons aux inégalités de droits entre hommes et femmes. En particulier nous étudierons les droits politiques, économiques et sociaux des femmes tels qu'ils apparaissent au travers du *Cingranelli-Richards Human Rights Dataset*²¹. Chacun de ces index est évalué sur une échelle de 0 (aucun droit) à 3 (droits maximum).

²⁰ <http://www.cpj.org/deadly/killed07.html>

²¹ Cf. supra note 16

Index : Droits politiques des femmes

Sont inclus dans ces droits un certain nombre de droits internationalement reconnus dont le droit de vote, le droit de concourir à des postes électifs et le droit de participer à des postes gouvernementaux de responsabilité.

Index : Droits sociaux des femmes

Au nombre de ces droits, figurant également au rang des droits internationalement reconnus, l'égalité devant les droits de succession, l'égalité dans le mariage, la liberté de mouvement, le droit au divorce, etc.

Index : Droits civils des femmes

L'égalité des salaires, le libre choix d'une profession ou d'un poste, la non-discrimination par l'employeur, la protection contre les harcèlements de toutes sortes, la possibilité d'accès à des professions comme la police et l'armée, sont les principaux droits pris en compte dans cette sous-catégorie.

Les trois index précédents sont regroupés au sein d'un index unique dont l'échelle de valeurs est comprise entre 0 (plus mauvais score) et 9 (la meilleure note possible) et le calcul est le suivant :

$$\text{Index} = \frac{\text{Résultat pays}}{9}$$

Index : Représentation féminine dans les parlements

Les données utilisées sont tirées du site Internet de l'Union interparlementaire²². Ce site exprime les résultats obtenus en pourcentage des sièges détenus par les femmes au sein des parlements nationaux. La parité étant fixée à 50%, l'index est calculé selon la formule suivante :

$$\text{Index} = \frac{\text{Résultat pays} \times 2}{100}$$

Le sous-indicateur « Discrimination / Inégalités Sexuelles » est calculé en faisant la moyenne des quatre index de cette catégorie.

L'indicateur « DROITS DE L'HOMME ET PARTICIPATION » est la moyenne des trois sous-indicateurs précédemment déterminés.

Le résultat final au niveau mondial correspond à la moyenne des 179 pays étudiés soit : 0,571.

²²

<http://www.ipu.org/wmn-f/classif.htm>

	DROITS DE L'HOMME ET PARTICIPATION																					INDICATEUR DROITS DE L'HOMME
	Droits civils et Politiques									Participation						Droits de la femme						
	Respect Droits Civils	Index	Respect Droits physiques	Index	Liberté de la presse	Index	Violences contre les médias	Index	Sous- indicateur	Participation politique	Index	Processus électoral et pluralisme	Index	Culture politique	Index	Sous- indicateur	Droits pol./civ./soc.	Index	Représentation féminine dans les parlements	Index	Sous indicateur	
Afghanistan	2,0	0,200	4,0	0,500	56,50	0,511	3,0	0,941	0,538	2,22	0,222	6,17	0,617	2,50	0,250	0,363	4,0	0,444	27,7	0,554	0,499	0,467
Afrique du sud	7,0	0,700	4,0	0,500	13,00	0,893	0	1,000	0,773	7,22	0,722	8,75	0,875	6,88	0,688	0,762	7,0	0,778	33,0	0,660	0,719	0,751
Albanie	7,0	0,700	6,0	0,750	25,50	0,783	0,0	1,000	0,808	4,44	0,444	7,33	0,733	5,63	0,563	0,580	5,0	0,556	7,1	0,142	0,349	0,579
Algérie	1,0	0,100	1,0	0,125	40,50	0,651	0,0	1,000	0,469	2,22	0,222	2,25	0,225	5,63	0,563	0,337	5,0	0,556	7,7	0,154	0,355	0,387
Allemagne	7,0	0,700	8,0	1,000	5,75	0,956	0,0	1,000	0,914	7,78	0,778	9,58	0,958	8,75	0,875	0,870	8,0	0,889	31,6	0,632	0,760	0,848
Angola	4,0	0,400	4,0	0,500	26,50	0,774	0	1,000	0,669	1,11	0,111	0,50	0,050	5,63	0,563	0,241	5,0	0,556	15,0	0,300	0,428	0,446
Arabie saoudite	0,0	0,000	4,0	0,500	59,75	0,482	0,0	1,000	0,496	1,11	0,111	0,00	0,000	4,38	0,438	0,183	0,0	0,000	0,0	0,000	0,000	0,226
Argentine	9,0	0,900	5,0	0,625	24,83	0,789	0,0	1,000	0,828	5,56	0,556	8,75	0,875	5,63	0,563	0,665	7,0	0,778	40,0	0,800	0,789	0,761
Arménie	4,0	0,400	5,0	0,625	23,63	0,799	0,0	1,000	0,706	3,89	0,389	4,33	0,433	3,13	0,313	0,378	5,0	0,556	9,2	0,184	0,370	0,485
Australie	9,0	0,900	7,0	0,875	8,79	0,929	0,0	1,000	0,926	7,78	0,778	10,00	1,000	8,75	0,875	0,884	7,0	0,778	26,7	0,534	0,656	0,822
Autriche	9,0	0,900	7,0	0,875	4,25	0,969	0,0	1,000	0,936	7,78	0,778	9,58	0,958	8,75	0,875	0,870	8,0	0,889	32,8	0,656	0,772	0,860
Azerbaïdjan	3,0	0,300	2,0	0,250	55,40	0,521	0,0	1,000	0,518	3,33	0,333	3,08	0,308	3,75	0,375	0,339	5,0	0,556	11,4	0,228	0,392	0,416
Bahamas	8,0	0,800	6,0	0,750	18,50	0,844	0,0	1,000	0,849	10,00	1,000	10,00	1,000	10,00	1,000	1,000	6,0	0,667	12,2	0,244	0,455	0,768
Bahreïn	2,0	0,200	6,0	0,750	38,00	0,673	0,0	1,000	0,656	2,78	0,278	3,50	0,350	5,00	0,500	0,376	3,0	0,333	2,5	0,050	0,192	0,408
Bangladesh	6,0	0,600	0,0	0,000	53,17	0,540	0,0	1,000	0,535	4,44	0,444	7,42	0,742	6,25	0,625	0,604	5,0	0,556	0,0	0,000	0,278	0,472
Barbade	9,0	0,900	6,0	0,750	19,50	0,836	0,0	1,000	0,871	10,00	1,000	10,00	1,000	10,00	1,000	1,000	8,0	0,889	10,0	0,200	0,544	0,805
Belarus	0,0	0,000	4,0	0,500	63,63	0,448	0,0	1,000	0,487	3,33	0,333	2,58	0,258	4,38	0,438	0,343	5,0	0,556	29,1	0,582	0,569	0,466
Belgique	10,0	1,000	8,0	1,000	1,50	0,993	0,0	1,000	0,998	6,67	0,667	9,58	0,958	6,88	0,688	0,771	8,0	0,889	35,3	0,706	0,797	0,856
Belize	9,0	0,900	6,0	0,750	25,00	0,787	0,0	1,000	0,859	8,75	0,875	10,00	1,000	10,00	1,000	0,958	5,0	0,556	0,0	0,000	0,278	0,698
Bénin	7,0	0,700	6,0	0,750	17,00	0,857	0	1,000	0,827	3,89	0,389	6,83	0,683	6,88	0,688	0,587	5,0	0,556	10,8	0,216	0,386	0,600
Bhoutan	2,0	0,200	7,0	0,875	37,17	0,681	0,0	1,000	0,689	1,11	0,111	0,08	0,008	3,75	0,375	0,165	6,0	0,667	2,7	0,054	0,360	0,405
Bolivie	7,0	0,700	6,0	0,750	21,50	0,818	0,0	1,000	0,817	4,44	0,444	8,33	0,833	3,75	0,375	0,551	5,0	0,556	16,9	0,338	0,447	0,605
Bosnie Herzégovine	5,0	0,500	7,0	0,875	11,17	0,909	0,0	1,000	0,821	4,44	0,444	8,25	0,825	5,00	0,500	0,590	5,0	0,556	11,9	0,238	0,397	0,602
Botswana	7,0	0,700	6,0	0,750	23,50	0,800	0	1,000	0,813	1,11	0,111	9,17	0,917	3,75	0,375	0,468	5,0	0,556	11,1	0,222	0,389	0,556
Brésil	9,0	0,900	2,0	0,250	25,25	0,785	1,0	0,980	0,729	4,44	0,444	9,58	0,958	5,63	0,563	0,655	6,0	0,667	9,0	0,180	0,423	0,602
Brunei	1,0	0,100	7,0	0,875	88,00	0,235	0,0	1,000	0,552	1,87	0,187	0,00	0,000	0,00	0,000	0,062	3,0	0,333	0,0	0,000	0,167	0,260
Bulgarie	6,0	0,600	6,0	0,750	16,25	0,864	0,0	1,000	0,804	6,67	0,667	9,58	0,958	5,00	0,500	0,708	6,0	0,667	21,7	0,434	0,550	0,687
Burkina Faso	6,0	0,600	5,0	0,625	21,50	0,818	0	1,000	0,761	2,78	0,278	4,00	0,400	5,63	0,563	0,414	5,0	0,556	15,3	0,306	0,431	0,535
Burundi	5,0	0,500	1,0	0,125	43,40	0,626	0	1,000	0,563	3,89	0,389	4,42	0,442	6,25	0,625	0,485	7,0	0,778	30,5	0,610	0,694	0,581
Cambodge	5,0	0,500	3,0	0,375	25,33	0,784	0,0	1,000	0,665	2,78	0,278	5,58	0,558	5,00	0,500	0,445	5,0	0,556	19,5	0,390	0,473	0,528
Cameroun	4,0	0,400	4,0	0,500	36,00	0,691	0	1,000	0,648	2,78	0,278	0,92	0,092	5,63	0,563	0,311	4,0	0,444	13,9	0,278	0,361	0,440
Canada	10,0	1,000	7,0	0,875	4,88	0,964	0,0	1,000	0,960	7,78	0,778	9,17	0,917	8,75	0,875	0,857	6,0	0,667	21,3	0,426	0,546	0,788
Cap Vert	8,0	0,800	7,0	0,875	14,00	0,884	0	1,000	0,890	5,00	0,500	9,17	0,917	6,88	0,688	0,702	5,0	0,556	18,1	0,362	0,459	0,683
Centre Afrique	3,0	0,300	3,0	0,375	22,50	0,809	0	1,000	0,621	1,67	0,167	0,42	0,042	1,88	0,188	0,132	4,0	0,444	10,5	0,210	0,327	0,360
Chili	6,0	0,600	7,0	0,875	12,13	0,900	0,0	1,000	0,844	5,00	0,500	9,58	0,958	6,25	0,625	0,694	6,0	0,667	15,0	0,300	0,483	0,674
Chine	2,0	0,200	1,0	0,125	89,00	0,226	1,0	0,980	0,383	2,78	0,278	0,00	0,000	6,25	0,625	0,301	5,0	0,556	20,6	0,412	0,484	0,389
Chypre	9,0	0,900	7,0	0,875	14,00	0,884	0,0	1,000	0,915	6,67	0,667	9,17	0,917	6,25	0,625	0,736	5,0	0,556	14,3	0,286	0,421	0,691
Colombie	6,0	0,600	0,0	0,000	42,33	0,635	1,0	0,980	0,554	5,00	0,500	9,17	0,917	4,38	0,438	0,618	5,0	0,556	8,4	0,168	0,362	0,511
Comores	6,0	0,600	7,0	0,875	28,00	0,761	0	1,000	0,809	4,44	0,444	3,00	0,300	5,63	0,563	0,436	3,0	0,333	3,0	0,060	0,197	0,480
Congo	6,0	0,600	4,0	0,500	24,50	0,792	0	1,000	0,723	2,22	0,222	1,42	0,142	5,63	0,563	0,309	5,0	0,556	7,3	0,146	0,351	0,461
Corée du Nord	0,0	0,000	0,0	0,000	108,75	0,053	0,0	1,000	0,263	0,56	0,056	0,83	0,083	1,25	0,125	0,088	5,0	0,556	20,1	0,402	0,479	0,277
Corée du Sud	8,0	0,800	5,0	0,625	12,13	0,900	0,0	1,000	0,831	7,22	0,722	9,58	0,958	7,50	0,750	0,810	5,0	0,556	14,4	0,288	0,422	0,688

DROITS DE L'HOMME ET PARTICIPATION																						
Droits civils et Politiques									Participation							Droits de la femme						INDICATEUR DROITS DE L'HOMME
Respect Droits Civils	Index	Respect Droits physiques	Index	Liberté de la presse	Index	Violences contre les médias	Index	Sous-indicateur	Participation politique	Index	Processus électoral et pluralisme	Index	Culture politique	Index	Sous-indicateur	Droits pol./civ./soc.	Index	Représentation féminine dans les parlements	Index	Sous Indicateur		
Costa-Rica	8,0	0,800	7,0	0,875	6,50	0,950	0,0	1,000	0,906	6,11	0,611	9,58	0,958	6,88	0,688	0,752	9,0	1,000	36,8	0,736	0,868	0,842
Côte d'Ivoire	3,0	0,300	2,0	0,250	27,00	0,770	0	1,000	0,580	3,33	0,333	1,25	0,125	5,63	0,563	0,340	5,0	0,556	8,9	0,178	0,367	0,429
Croatie	6,0	0,600	8,0	1,000	12,50	0,897	0,0	1,000	0,874	6,11	0,611	9,17	0,917	5,63	0,563	0,697	5,0	0,556	20,9	0,418	0,487	0,686
Cuba	0,0	0,000	5,0	0,625	96,17	0,163	0,0	1,000	0,447	3,89	0,389	1,75	0,175	4,38	0,438	0,334	9,0	1,000	43,2	0,864	0,932	0,571
Danemark	10,0	1,000	8,0	1,000	2,00	0,989	0,0	1,000	0,997	8,89	0,889	10,00	1,000	9,38	0,938	0,942	7,0	0,778	38,0	0,760	0,769	0,903
Djibouti	4,0	0,400	6,0	0,750	50,25	0,566	0	1,000	0,679	0,56	0,056	2,50	0,250	5,00	0,500	0,269	6,0	0,667	13,8	0,276	0,471	0,473
Dominique	10,0	1,000	3,0	0,375	42,00	0,638	0,0	1,000	0,753	10,00	1,000	10,00	1,000	10,00	1,000	1,000	5,0	0,556	16,1	0,322	0,439	0,731
Égypte	3,0	0,300	3,0	0,375	58,00	0,498	0,0	1,000	0,543	2,78	0,278	2,67	0,267	6,88	0,688	0,411	3,0	0,333	1,8	0,036	0,185	0,380
El Salvador	8,0	0,800	5,0	0,625	20,20	0,829	1,0	0,980	0,809	3,89	0,389	9,17	0,917	4,38	0,438	0,581	5,0	0,556	16,7	0,334	0,445	0,612
Émirats arabes unis	2,0	0,200	7,0	0,875	20,25	0,829	0,0	1,000	0,726	1,11	0,111	0,00	0,000	5,00	0,500	0,204	3,0	0,333	22,5	0,450	0,392	0,440
Équateur	6,0	0,600	4,0	0,500	18,50	0,844	0,0	1,000	0,736	5,00	0,500	7,83	0,783	3,13	0,313	0,532	5,0	0,556	25,0	0,500	0,528	0,599
Érythrée	0,0	0,000	2,0	0,250	114,75	0,000	2	0,961	0,303	1,11	0,111	0,00	0,000	6,25	0,625	0,245	5,0	0,556	22,0	0,440	0,498	0,349
Espagne	9,0	0,900	5,0	0,625	10,25	0,917	0,0	1,000	0,860	6,11	0,611	9,58	0,958	8,75	0,875	0,815	8,0	0,889	36,6	0,732	0,810	0,829
Estonie	7,0	0,700	7,0	0,875	1,00	0,998	0,0	1,000	0,893	5,00	0,500	9,58	0,958	7,50	0,750	0,736	4,0	0,444	20,8	0,416	0,430	0,686
États-Unis	9,0	0,900	4,0	0,500	14,50	0,879	1,0	0,980	0,815	7,22	0,722	8,75	0,875	8,75	0,875	0,824	7,0	0,778	16,8	0,336	0,557	0,732
Éthiopie	3,0	0,300	1,0	0,125	63,00	0,454	0	1,000	0,470	5,00	0,500	4,00	0,400	6,25	0,625	0,508	5,0	0,556	21,9	0,438	0,497	0,492
Fidji	5,0	0,500	5,0	0,625	33,50	0,713	0,0	1,000	0,709	3,33	0,333	6,50	0,650	5,00	0,500	0,494	6,0	0,667	0,0	0,000	0,333	0,512
Finlande	10,0	1,000	7,0	0,875	1,50	0,993	0,0	1,000	0,967	7,78	0,778	10,00	1,000	8,75	0,875	0,884	8,0	0,889	41,5	0,830	0,859	0,904
France	9,0	0,900	7,0	0,875	9,75	0,921	0,0	1,000	0,924	6,67	0,667	9,58	0,958	7,50	0,750	0,792	6,0	0,667	18,2	0,364	0,515	0,744
Gabon	6,0	0,600	5,0	0,625	31,50	0,730	0	1,000	0,739	2,22	0,222	0,50	0,050	5,63	0,563	0,278	5,0	0,556	16,7	0,334	0,445	0,487
Gambie	7,0	0,700	3,0	0,375	48,25	0,583	0	1,000	0,665	4,44	0,444	4,00	0,400	5,63	0,563	0,469	4,0	0,444	9,4	0,188	0,316	0,483
Gaza/Cisjordanie	1,0	0,100	0,0	0,000	69,83	0,394	2,0	0,961	0,364	7,78	0,778	8,25	0,825	6,88	0,688	0,764	2,0	0,222	0,0	0,000	0,111	0,413
Géorgie	6,0	0,600	4,0	0,500	20,83	0,824	0,0	1,000	0,731	3,33	0,333	7,92	0,792	5,00	0,500	0,542	5,0	0,556	9,4	0,188	0,372	0,548
Ghana	7,0	0,700	5,0	0,625	9,00	0,928	0	1,000	0,813	4,44	0,444	7,42	0,742	4,38	0,438	0,541	5,0	0,556	10,9	0,218	0,387	0,580
Grèce	5,0	0,500	5,0	0,625	9,25	0,925	0,0	1,000	0,763	6,67	0,667	9,58	0,958	7,50	0,750	0,792	6,0	0,667	14,7	0,294	0,480	0,678
Grenade	10,0	1,000	6,0	0,750	27,00	0,770	0,0	1,000	0,880	10,00	1,000	10,00	1,000	10,00	1,000	1,000	8,0	0,889	26,7	0,534	0,711	0,864
Guatemala	8,0	0,800	5,0	0,625	33,00	0,717	1,0	0,980	0,781	2,78	0,278	8,75	0,875	4,38	0,438	0,530	6,0	0,667	12,0	0,240	0,453	0,588
Guinée	3,0	0,300	4,0	0,500	33,50	0,713	0	1,000	0,628	2,22	0,222	1,00	0,100	3,75	0,375	0,232	5,0	0,556	19,3	0,386	0,471	0,444
Guinée Bissau	6,0	0,600	7,0	0,875	33,50	0,713	0	1,000	0,797	3,33	0,333	2,08	0,208	1,88	0,188	0,243	5,0	0,556	14,0	0,280	0,418	0,486
Guinée équatoriale	1,0	0,100	3,0	0,375	65,25	0,434	0	1,000	0,477	1,11	0,111	0,00	0,000	5,00	0,500	0,204	5,0	0,556	18,0	0,360	0,458	0,380
Guyana	7,0	0,700	5,0	0,625	31,00	0,735	0,0	1,000	0,765	4,44	0,444	8,33	0,833	4,38	0,438	0,572	5,0	0,556	29,0	0,580	0,568	0,635
Haïti	9,0	0,900	4,0	0,500	23,50	0,800	2,0	0,961	0,790	2,78	0,278	5,58	0,558	2,50	0,250	0,362	4,0	0,444	4,1	0,082	0,263	0,472
Honduras	7,0	0,700	5,0	0,625	25,50	0,783	0,0	1,000	0,777	4,44	0,444	8,33	0,833	5,00	0,500	0,592	5,0	0,556	23,4	0,468	0,512	0,627
Hongrie	9,0	0,900	7,0	0,875	4,50	0,967	0,0	1,000	0,936	5,00	0,500	9,58	0,958	6,88	0,688	0,715	5,0	0,556	11,1	0,222	0,389	0,680
Iles Salomon	9,0	0,900	8,0	1,000	35,00	0,700	0,0	1,000	0,900	6,25	0,625	5,00	0,500	5,00	0,500	0,542	3,0	0,333	0,0	0,000	0,167	0,536
Inde	6,0	0,600	0,0	0,000	39,33	0,662	3,0	0,941	0,551	5,56	0,556	9,58	0,958	5,63	0,563	0,692	5,0	0,556	9,1	0,182	0,369	0,537
Indonésie	6,0	0,600	4,0	0,500	30,50	0,739	0,0	1,000	0,710	5,00	0,500	6,92	0,692	6,25	0,625	0,606	4,0	0,444	11,6	0,232	0,338	0,551
Irak	4,0	0,400	1,0	0,125	67,83	0,412	51,0	0,000	0,234	5,56	0,556	4,75	0,475	5,63	0,563	0,531	5,0	0,556	25,5	0,510	0,533	0,433
Iran	0,0	0,000	1,0	0,125	96,50	0,160	0,0	1,000	0,321	3,89	0,389	0,08	0,008	5,63	0,563	0,320	2,0	0,222	4,1	0,082	0,152	0,264
Irlande	9,0	0,900	7,0	0,875	2,00	0,989	0,0	1,000	0,941	7,78	0,778	9,58	0,958	8,75	0,875	0,870	6,0	0,667	13,3	0,266	0,466	0,759
Islande	10,0	1,000	8,0	1,000	0,75	1,000	0,0	1,000	1,000	8,89	0,889	10,00	1,000	10,00	1,000	0,963	8,0	0,889	33,3	0,666	0,777	0,913
Israël	6,0	0,600	2,0	0,250	13,25	0,890	0,0	1,000	0,685	7,78	0,778	9,17	0,917	7,50	0,750	0,815	5,0	0,556	14,2	0,284	0,420	0,640

DROITS DE L'HOMME ET PARTICIPATION																						
Droits civils et Politiques									Participation							Droits de la femme						INDICATEUR DROITS DE L'HOMME
Respect Droits Civils	Index	Respect Droits physiques	Index	Liberté de la presse	Index	Violences contre les médias	Index	Sous-indicateur	Participation politique	Index	Processus électoral et pluralisme	Index	Culture politique	Index	Sous-indicateur	Droits pol./civ./soc.	Index	Représentation féminine dans les parlements	Index	Sous Indicateur		
Italie	9,0	0,900	6,0	0,750	11,25	0,908	0,0	1,000	0,889	6,11	0,611	9,17	0,917	8,13	0,813	0,780	6,0	0,667	17,3	0,346	0,506	0,725
Jamaïque	8,0	0,800	5,0	0,625	8,63	0,931	0,0	1,000	0,839	5,00	0,500	9,17	0,917	6,25	0,625	0,681	5,0	0,556	13,3	0,266	0,411	0,643
Japon	10,0	1,000	8,0	1,000	11,75	0,904	0,0	1,000	0,976	5,56	0,556	9,17	0,917	8,75	0,875	0,783	5,0	0,556	9,4	0,188	0,372	0,710
Jordanie	3,0	0,300	4,0	0,500	40,21	0,654	0,0	1,000	0,613	3,89	0,389	3,08	0,308	5,00	0,500	0,399	3,0	0,333	6,4	0,128	0,231	0,414
Kazakhstan	3,0	0,300	4,0	0,500	41,63	0,641	0,0	1,000	0,610	3,33	0,333	2,67	0,267	4,38	0,438	0,346	5,0	0,556	15,9	0,318	0,437	0,464
Kenya	6,0	0,600	3,0	0,375	23,75	0,798	0	1,000	0,693	5,56	0,556	4,33	0,433	6,25	0,625	0,538	4,0	0,444	7,2	0,144	0,294	0,509
Kirghizstan	6,0	0,600	4,0	0,500	33,60	0,712	1,0	0,980	0,698	2,78	0,278	5,75	0,575	5,00	0,500	0,451	3,0	0,333	25,6	0,512	0,423	0,524
Koweït	3,0	0,300	7,0	0,875	20,17	0,830	0,0	1,000	0,751	1,11	0,111	1,33	0,133	5,63	0,563	0,269	0,0	0,000	1,5	0,030	0,015	0,345
Laos	1,0	0,100	4,0	0,500	75,00	0,349	0,0	1,000	0,487	1,11	0,111	0,00	0,000	5,00	0,500	0,204	6,0	0,667	25,2	0,504	0,585	0,425
Lesotho	8,0	0,800	6,0	0,750	29,50	0,748	0	1,000	0,824	4,44	0,444	7,92	0,792	6,25	0,625	0,620	5,0	0,556	25,0	0,500	0,528	0,658
Lettonie	8,0	0,800	7,0	0,875	3,50	0,976	0,0	1,000	0,913	5,00	0,500	7,75	0,775	5,63	0,563	0,613	5,0	0,556	20,0	0,400	0,478	0,668
Liban	5,0	0,500	6,0	0,750	28,75	0,754	0,0	1,000	0,751	6,11	0,611	7,92	0,792	6,25	0,625	0,676	3,0	0,333	4,7	0,094	0,214	0,547
Libéria	8,0	0,800	5,0	0,625	25,33	0,784	0	1,000	0,802	5,00	0,500	7,75	0,775	5,63	0,563	0,613	7,0	0,778	12,5	0,250	0,514	0,643
Libye	1,0	0,100	3,0	0,375	66,50	0,423	0,0	1,000	0,475	1,11	0,111	0,00	0,000	5,00	0,500	0,204	3,0	0,333	7,7	0,154	0,244	0,307
Lituanie	7,0	0,700	7,0	0,875	7,00	0,945	0,0	1,000	0,880	6,67	0,667	9,58	0,958	5,63	0,563	0,729	7,0	0,778	22,7	0,454	0,616	0,742
Luxembourg	10,0	1,000	8,0	1,000	1,50	0,993	0,0	1,000	0,998	7,78	0,778	10,00	1,000	8,75	0,875	0,884	8,0	0,889	23,3	0,466	0,677	0,853
Macédoine	7,0	0,700	5,0	0,625	11,50	0,906	0,0	1,000	0,808	7,22	0,722	8,25	0,825	3,75	0,375	0,641	5,0	0,556	29,2	0,584	0,570	0,673
Madagascar	7,0	0,700	5,0	0,625	20,00	0,831	0	1,000	0,789	5,56	0,556	5,67	0,567	6,88	0,688	0,604	5,0	0,556	7,9	0,158	0,357	0,583
Malaisie	3,0	0,300	4,0	0,500	41,00	0,647	0,0	1,000	0,612	4,44	0,444	6,08	0,608	7,50	0,750	0,601	5,0	0,556	10,0	0,200	0,378	0,530
Malawi	6,0	0,600	4,0	0,500	26,75	0,772	0	1,000	0,718	3,89	0,389	6,00	0,600	4,38	0,438	0,476	5,0	0,556	13,0	0,260	0,408	0,534
Maldives	4,0	0,400	5,0	0,625	45,17	0,610	0,0	1,000	0,659	2,50	0,250	2,50	0,250	2,50	0,250	0,250	5,0	0,556	12,0	0,240	0,398	0,436
Mali	8,0	0,800	6,0	0,750	16,50	0,862	0	1,000	0,853	3,89	0,389	8,25	0,825	5,63	0,563	0,592	5,0	0,556	10,2	0,204	0,380	0,608
Malte	9,0	0,900	8,0	1,000	1,50	0,993	0,0	1,000	0,973	6,11	0,611	9,17	0,917	8,75	0,875	0,801	6,0	0,667	9,2	0,184	0,425	0,733
Maroc	5,0	0,500	4,0	0,500	33,25	0,715	0,0	1,000	0,679	2,78	0,278	3,50	0,350	5,63	0,563	0,397	5,0	0,556	10,5	0,210	0,383	0,486
Maurice	9,0	0,900	5,0	0,625	8,50	0,932	0	1,000	0,864	5,00	0,500	9,17	0,917	8,13	0,813	0,743	6,0	0,667	17,1	0,342	0,504	0,704
Mauritanie	4,0	0,400	6,0	0,750	15,50	0,871	0	1,000	0,755	2,22	0,222	1,83	0,183	3,13	0,313	0,239	5,0	0,556	22,1	0,442	0,499	0,498
Mexique	7,0	0,700	1,0	0,125	53,63	0,536	3,0	0,941	0,576	5,00	0,500	8,75	0,875	5,00	0,500	0,625	6,0	0,667	23,2	0,464	0,565	0,589
Moldavie	5,0	0,500	5,0	0,625	24,75	0,789	0,0	1,000	0,729	6,11	0,611	9,17	0,917	5,00	0,500	0,676	6,0	0,667	21,8	0,436	0,551	0,652
Mongolie	7,0	0,700	4,0	0,500	23,40	0,801	0,0	1,000	0,750	3,89	0,389	9,17	0,917	5,63	0,563	0,623	4,0	0,444	6,6	0,132	0,288	0,554
Monténégro	8,0	0,800	6,0	0,750	19,00	0,840	0,0	1,000	0,847	5,00	0,500	9,17	0,917	5,63	0,563	0,660	3,0	0,333	11,1	0,222	0,278	0,595
Mozambique	5,0	0,500	5,0	0,625	23,00	0,805	0	1,000	0,732	4,44	0,444	5,25	0,525	6,88	0,688	0,552	7,0	0,778	34,8	0,696	0,737	0,674
Myanmar	1,0	0,100	0,0	0,000	93,75	0,184	1,0	0,980	0,316	0,56	0,056	0,00	0,000	5,63	0,563	0,206	0,0	0,000	0,0	0,000	0,000	0,174
Namibie	8,0	0,800	5,0	0,625	8,50	0,932	0	1,000	0,839	6,67	0,667	4,75	0,475	8,75	0,875	0,672	5,0	0,556	26,9	0,538	0,547	0,686
Népal	3,0	0,300	1,0	0,125	53,75	0,535	2,0	0,961	0,480	2,22	0,222	0,08	0,008	5,63	0,563	0,264	3,0	0,333	17,3	0,346	0,340	0,361
Nicaragua	8,0	0,800	5,0	0,625	14,25	0,882	0,0	1,000	0,827	3,33	0,333	8,25	0,825	3,75	0,375	0,511	5,0	0,556	18,5	0,370	0,463	0,600
Niger	5,0	0,500	5,0	0,625	25,50	0,783	0	1,000	0,727	1,67	0,167	5,25	0,525	3,75	0,375	0,356	5,0	0,556	12,4	0,248	0,402	0,495
Nigeria	4,0	0,400	2,0	0,250	49,83	0,569	0	1,000	0,555	4,44	0,444	3,08	0,308	4,38	0,438	0,397	2,0	0,222	7,0	0,140	0,181	0,378
Norvège	10,0	1,000	8,0	1,000	0,75	1,000	0,0	1,000	1,000	10,00	1,000	10,00	1,000	8,13	0,813	0,938	9,0	1,000	36,1	0,722	0,861	0,933
Nouvelle-Zélande	10,0	1,000	7,0	0,875	4,17	0,970	0,0	1,000	0,961	8,33	0,833	10,00	1,000	8,13	0,813	0,882	7,0	0,778	33,1	0,662	0,720	0,854
Oman	3,0	0,300	7,0	0,875	81,00	0,296	0,0	1,000	0,618	1,67	0,167	0,00	0,000	5,00	0,500	0,222	5,0	0,556	0,0	0,000	0,278	0,373
Ouganda	5,0	0,500	1,0	0,125	28,00	0,761	0	1,000	0,596	4,44	0,444	4,33	0,433	6,25	0,625	0,501	5,0	0,556	30,7	0,614	0,585	0,561
Ouzbékistan	0,0	0,000	3,0	0,375	74,88	0,350	0,0	1,000	0,431	2,78	0,278	0,08	0,008	5,00	0,500	0,262	5,0	0,556	17,5	0,350	0,453	0,382

DROITS DE L'HOMME ET PARTICIPATION																						
Droits civils et Politiques										Participation						Droits de la femme						INDICATEUR DROITS DE L'HOMME
Respect Droits Civils	Index	Respect Droits physiques	Index	Liberté de la presse	Index	Violences contre les médias	Index	Sous-indicateur	Participation politique	Index	Processus électoral et pluralisme	Index	Culture politique	Index	Sous-indicateur	Droits pol./civ./soc.	Index	Représentation féminine dans les parlements	Index	Sous Indicateur		
Pakistan	4,0	0,400	0,0	0,000	64,83	0,438	5,0	0,902	0,435	0,56	0,056	4,33	0,433	4,38	0,438	0,309	4,0	0,444	22,5	0,450	0,447	0,397
Panama	8,0	0,800	7,0	0,875	17,88	0,850	0,0	1,000	0,881	5,56	0,556	9,58	0,958	5,63	0,563	0,692	5,0	0,556	16,7	0,334	0,445	0,673
Papouasie Nlle Guinée	8,0	0,800	5,0	0,625	0,00	1,007	0,0	1,000	0,858	4,44	0,444	7,33	0,733	6,25	0,625	0,601	3,0	0,333	0,9	0,018	0,176	0,545
Paraguay	6,0	0,600	4,0	0,500	26,10	0,778	1,0	0,980	0,715	5,00	0,500	7,92	0,792	4,38	0,438	0,577	5,0	0,556	10,0	0,200	0,378	0,556
Pays-Bas	10,0	1,000	8,0	1,000	3,50	0,976	0,0	1,000	0,994	9,44	0,944	9,58	0,958	10,00	1,000	0,967	8,0	0,889	39,3	0,786	0,837	0,933
Pérou	6,0	0,600	5,0	0,625	37,38	0,679	1,0	0,980	0,721	5,56	0,556	8,75	0,875	5,00	0,500	0,644	5,0	0,556	29,2	0,584	0,570	0,645
Philippines	8,0	0,800	0,0	0,000	44,75	0,614	2,0	0,961	0,594	5,00	0,500	9,17	0,917	3,75	0,375	0,597	5,0	0,556	20,5	0,410	0,483	0,558
Pologne	6,0	0,600	7,0	0,875	18,50	0,844	0,0	1,000	0,830	6,11	0,611	9,58	0,958	5,63	0,563	0,711	5,0	0,556	20,2	0,404	0,480	0,673
Portugal	10,0	1,000	6,0	0,750	2,00	0,989	0,0	1,000	0,935	6,11	0,611	9,58	0,958	7,50	0,750	0,773	5,0	0,556	28,3	0,566	0,561	0,756
Qatar	0,0	0,000	6,0	0,750	24,00	0,796	0,0	1,000	0,637	1,67	0,167	0,00	0,000	5,00	0,500	0,222	3,0	0,333	0,0	0,000	0,167	0,342
RDC	2,0	0,200	1,0	0,125	50,50	0,564	1	0,980	0,467	2,78	0,278	4,58	0,458	3,75	0,375	0,370	4,0	0,444	8,4	0,168	0,306	0,381
République dominicaine	8,0	0,800	3,0	0,375	22,75	0,807	0,0	1,000	0,746	3,33	0,333	9,17	0,917	5,63	0,563	0,604	5,0	0,556	19,7	0,394	0,475	0,608
République tchèque	7,0	0,700	7,0	0,875	4,00	0,971	0,0	1,000	0,887	7,22	0,722	9,58	0,958	8,13	0,813	0,831	6,0	0,667	15,5	0,310	0,488	0,735
Roumanie	4,0	0,400	5,0	0,625	12,75	0,895	0,0	1,000	0,730	6,11	0,611	9,58	0,958	5,00	0,500	0,690	5,0	0,556	9,4	0,188	0,372	0,597
Royaume-Uni	10,0	1,000	7,0	0,875	8,25	0,934	0,0	1,000	0,952	5,00	0,500	9,58	0,958	8,13	0,813	0,757	6,0	0,667	19,5	0,390	0,528	0,746
Russie	3,0	0,300	2,0	0,250	56,90	0,507	2,0	0,961	0,505	5,56	0,556	7,00	0,700	3,75	0,375	0,544	5,0	0,556	14,0	0,280	0,418	0,489
Rwanda	5,0	0,500	4,0	0,500	58,88	0,490	0	1,000	0,623	2,22	0,222	3,00	0,300	5,00	0,500	0,341	7,0	0,778	48,8	0,976	0,877	0,613
Sainte Lucie	9,0	0,900	5,0	0,625	19,50	0,836	0,0	1,000	0,840	10,00	1,000	10,00	1,000	10,00	1,000	1,000	6,0	0,667	11,1	0,222	0,444	0,761
Sao Tomé et Príncipe	9,0	0,900	6,0	0,750	30,00	0,743	0	1,000	0,848	3,23	0,323	4,00	0,400	5,24	0,524	0,416	5,0	0,556	1,8	0,036	0,296	0,520
Sénégal	7,0	0,700	5,0	0,625	25,00	0,787	0	1,000	0,778	3,33	0,333	7,00	0,700	5,63	0,563	0,532	4,0	0,444	22,0	0,440	0,442	0,584
Serbie	5,0	0,500	6,0	0,750	21,00	0,822	0,0	1,000	0,768	5,00	0,500	9,17	0,917	5,63	0,563	0,660	5,0	0,556	20,4	0,408	0,482	0,637
Seychelles	5,0	0,500	8,0	1,000	33,00	0,717	0	1,000	0,804	3,23	0,323	4,00	0,400	5,24	0,524	0,416	7,0	0,778	23,5	0,470	0,624	0,615
Sierra Léone	7,0	0,700	5,0	0,625	39,50	0,660	0	1,000	0,746	2,22	0,222	5,25	0,525	3,75	0,375	0,374	5,0	0,556	13,2	0,264	0,410	0,510
Singapour	5,0	0,500	5,0	0,625	56,00	0,515	0,0	1,000	0,660	2,78	0,278	4,33	0,433	7,50	0,750	0,487	6,0	0,667	24,5	0,490	0,578	0,575
Slovaquie	9,0	0,900	7,0	0,875	1,00	0,998	0,0	1,000	0,943	6,11	0,611	9,58	0,958	5,00	0,500	0,690	5,0	0,556	19,3	0,386	0,471	0,701
Slovénie	8,0	0,800	7,0	0,875	6,50	0,950	0,0	1,000	0,906	6,67	0,667	9,58	0,958	6,88	0,688	0,771	6,0	0,667	12,2	0,244	0,455	0,711
Somalie	0,0	0,000	0,0	0,000	71,50	0,379	8	0,843	0,306	0,00	0,000	0,10	0,010	0,20	0,020	0,010	0,0	0,000	8,2	0,164	0,082	0,133
Soudan	0,0	0,000	1,0	0,125	55,75	0,518	0	1,000	0,411	1,67	0,167	2,25	0,225	5,00	0,500	0,297	4,0	0,444	18,1	0,362	0,403	0,370
Sri Lanka	4,0	0,400	2,0	0,250	67,50	0,414	6,0	0,882	0,487	5,56	0,556	6,92	0,692	7,50	0,750	0,666	3,0	0,333	5,8	0,116	0,225	0,459
St Vincent et Grenadines	8,0	0,800	7,0	0,875	18,50	0,844	0,0	1,000	0,880	9,37	0,937	9,16	0,916	9,16	0,916	0,923	6,0	0,667	18,2	0,364	0,515	0,773
Suède	9,0	0,900	7,0	0,875	1,50	0,993	0,0	1,000	0,942	10,00	1,000	10,00	1,000	9,38	0,938	0,979	9,0	1,000	47,0	0,940	0,970	0,964
Suisse	8,0	0,800	7,0	0,875	3,00	0,980	0,0	1,000	0,914	7,78	0,778	9,58	0,958	8,75	0,875	0,870	5,0	0,556	28,5	0,570	0,563	0,782
Surinam	6,0	0,600	6,0	0,750	26,10	0,778	0,0	1,000	0,782	4,44	0,444	9,17	0,917	5,00	0,500	0,620	5,0	0,556	25,5	0,510	0,533	0,645
Swaziland	4,0	0,400	6,0	0,750	54,50	0,529	0	1,000	0,670	2,22	0,222	1,75	0,175	3,13	0,313	0,237	5,0	0,556	10,8	0,216	0,386	0,431
Syrie	0,0	0,000	2,0	0,250	66,00	0,428	0,0	1,000	0,419	1,67	0,167	0,00	0,000	6,88	0,688	0,285	3,0	0,333	12,4	0,248	0,291	0,332
Tadjikistan	5,0	0,500	3,0	0,375	37,00	0,682	0,0	1,000	0,639	2,22	0,222	1,83	0,183	6,25	0,625	0,343	5,0	0,556	17,5	0,350	0,453	0,478
Tanzanie	3,0	0,300	5,0	0,625	18,00	0,849	0	1,000	0,693	5,06	0,506	6,00	0,600	5,63	0,563	0,556	5,0	0,556	30,4	0,608	0,582	0,611
Tchad	2,0	0,200	2,0	0,250	36,50	0,686	0	1,000	0,534	0,00	0,000	0,00	0,000	5,00	0,500	0,167	4,0	0,444	5,2	0,104	0,274	0,325
Thaïlande	3,0	0,300	3,0	0,375	53,50	0,537	0,0	1,000	0,553	5,00	0,500	4,83	0,483	5,63	0,563	0,515	5,0	0,556	11,7	0,234	0,395	0,488
Timor Leste	2,0	0,200	2,0	0,250	27,00	0,770	0,0	1,000	0,555	5,00	0,500	7,00	0,700	6,25	0,625	0,608	2,0	0,222	29,2	0,584	0,403	0,522
Togo	3,0	0,300	3,0	0,375	15,17	0,874	0	1,000	0,637	0,56	0,056	0,00	0,000	5,63	0,563	0,206	5,0	0,556	11,1	0,222	0,389	0,411
Tonga	5,0	0,500	7,0	0,875	38,25	0,671	0,0	1,000	0,762	5,60	0,560	2,50	0,250	2,50	0,250	0,353	1,0	0,111	3,3	0,066	0,089	0,401

DROITS DE L'HOMME ET PARTICIPATION																						
Droits civils et Politiques									Participation							Droits de la femme						INDICATEUR DROITS DE L'HOMME
Respect Droits Civils	Index	Respect Droits physiques	Index	Liberté de la presse	Index	Violences contre les médias	Index	Sous-indicateur	Participation politique	Index	Processus électoral et pluralisme	Index	Culture politique	Index	Sous-indicateur	Droits pol./civ./soc.	Index	Représentation féminine dans les parlements	Index	Sous Indicateur		
Trinité et Tobago	9,0	0,900	6,0	0,750	5,00	0,963	0,0	1,000	0,903	6,11	0,611	9,17	0,917	5,63	0,563	0,697	5,0	0,556	26,8	0,536	0,546	0,715
Tunisie	4,0	0,400	3,0	0,375	57,00	0,507	0,0	1,000	0,570	2,22	0,222	0,00	0,000	6,88	0,688	0,303	5,0	0,556	22,8	0,456	0,506	0,460
Turkménistan	2,0	0,200	3,0	0,375	103,75	0,096	0,0	1,000	0,418	2,78	0,278	0,00	0,000	5,00	0,500	0,259	5,0	0,556	16,0	0,320	0,438	0,372
Turquie	4,0	0,400	3,0	0,375	31,25	0,732	1,0	0,980	0,622	4,44	0,444	7,92	0,792	3,75	0,375	0,537	3,0	0,333	9,1	0,182	0,258	0,472
Ukraine	4,0	0,400	6,0	0,750	26,75	0,772	0,0	1,000	0,730	5,56	0,556	9,58	0,958	5,63	0,563	0,692	5,0	0,556	8,2	0,164	0,360	0,594
Uruguay	9,0	0,900	8,0	1,000	11,75	0,904	0,0	1,000	0,951	5,00	0,500	10,00	1,000	6,88	0,688	0,729	5,0	0,556	12,1	0,242	0,399	0,693
Venezuela	6,0	0,600	2,0	0,250	36,88	0,683	0,0	1,000	0,633	5,56	0,556	7,00	0,700	5,00	0,500	0,585	5,0	0,556	18,6	0,372	0,464	0,561
Viet Nam	0,0	0,000	4,0	0,500	79,25	0,311	0,0	1,000	0,453	2,78	0,278	0,83	0,083	4,38	0,438	0,266	6,0	0,667	25,8	0,516	0,591	0,437
Yémen	2,0	0,200	3,0	0,375	56,67	0,509	0,0	1,000	0,521	2,78	0,278	2,67	0,267	4,38	0,438	0,328	3,0	0,333	0,3	0,006	0,170	0,339
Zambie	6,0	0,600	4,0	0,500	21,50	0,818	0	1,000	0,729	3,33	0,333	5,25	0,525	6,25	0,625	0,494	3,0	0,333	15,2	0,304	0,319	0,514
Zimbabwe	0,0	0,000	2,0	0,250	62,00	0,463	1	0,980	0,423	3,89	0,389	0,17	0,017	5,63	0,563	0,323	4,0	0,444	16,0	0,320	0,382	0,376

INDICATEUR DROITS DE L'HOMME ET PARTICIPATION (CLASSEMENT MONDIAL PAR ORDRE DÉCROISSANT)											
Suède	0,964	États-Unis	0,732	Libéria	0,643	Ouganda	0,561	Guinée Bissau	0,486	Bhoutan	0,405
Pays-Bas	0,933	Dominique	0,731	Israël	0,640	Philippines	0,558	Arménie	0,485	Tonga	0,401
Norvège	0,933	Italie	0,725	Serbie	0,637	Botswana	0,556	Gambie	0,483	Pakistan	0,397
Islande	0,913	Trinité et Tobago	0,715	Guyana	0,635	Paraguay	0,556	Comores	0,480	Chine	0,389
Finlande	0,904	Slovénie	0,711	Honduras	0,627	Mongolie	0,554	Tadjikistan	0,478	Algérie	0,387
Danemark	0,903	Japon	0,710	Seychelles	0,615	Indonésie	0,551	Djibouti	0,473	Ouzbékistan	0,382
Grenade	0,864	Maurice	0,704	Rwanda	0,613	Géorgie	0,548	Turquie	0,472	RDC	0,381
Autriche	0,860	Slovaquie	0,701	El Salvador	0,612	Liban	0,547	Bangladesh	0,472	Égypte	0,380
Belgique	0,856	Belize	0,698	Tanzanie	0,611	Papouasie Nelle Guinée	0,545	Haïti	0,472	Guinée équatoriale	0,380
Nouvelle-Zélande	0,854	Uruguay	0,693	Mali	0,608	Inde	0,537	Afghanistan	0,467	Nigeria	0,378
Luxembourg	0,853	Chypre	0,691	République dominicaine	0,608	Iles Salomon	0,536	Belarus	0,466	Zimbabwe	0,376
Allemagne	0,848	Corée du Sud	0,688	Bolivie	0,605	Burkina Faso	0,535	Kazakhstan	0,464	Oman	0,373
Costa-Rica	0,842	Bulgarie	0,687	Bosnie Herzégovine	0,602	Malawi	0,534	Congo	0,461	Turkménistan	0,372
Espagne	0,829	Estonie	0,686	Brésil	0,602	Malaisie	0,530	Tunisie	0,460	Soudan	0,370
Australie	0,822	Namibie	0,686	Nicaragua	0,600	Cambodge	0,528	Sri Lanka	0,459	Népal	0,361
Barbade	0,805	Croatie	0,686	Bénin	0,600	Kirghizstan	0,524	Angola	0,446	Centre Afrique	0,360
Canada	0,788	Cap Vert	0,683	Équateur	0,599	Timor Leste	0,522	Guinée	0,444	Érythrée	0,349
Suisse	0,782	Hongrie	0,680	Roumanie	0,597	Sao Tomé et Príncipe	0,520	Émirats arabes unis	0,440	Koweït	0,345
St Vincent et Grenadines	0,773	Grèce	0,678	Monténégro	0,595	Zambie	0,514	Cameroun	0,440	Qatar	0,342
Bahamas	0,768	Mozambique	0,674	Ukraine	0,594	Fidji	0,512	Viet Nam	0,437	Yémen	0,339
Sainte Lucie	0,761	Chili	0,674	Mexique	0,589	Colombie	0,511	Maldives	0,436	Syrie	0,332
Argentine	0,761	Pologne	0,673	Guatemala	0,588	Sierra Léone	0,510	Irak	0,433	Tchad	0,325
Irlande	0,759	Panama	0,673	Sénégal	0,584	Kenya	0,509	Swaziland	0,431	Libye	0,307
Portugal	0,756	Macédoine	0,673	Madagascar	0,583	Mauritanie	0,498	Côte d'Ivoire	0,429	Corée du Nord	0,277
Afrique du sud	0,751	Lettonie	0,668	Burundi	0,581	Niger	0,495	Laos	0,425	Iran	0,264
Royaume-Uni	0,746	Lesotho	0,658	Ghana	0,580	Éthiopie	0,492	Azerbaïdjan	0,416	Brunei	0,260
France	0,744	Moldavie	0,652	Albanie	0,579	Russie	0,489	Jordanie	0,414	Arabie saoudite	0,226
Lituanie	0,742	Surinam	0,645	Singapour	0,575	Thaïlande	0,488	Gaza/Cisjordanie	0,413	Myanmar	0,174
République tchèque	0,735	Pérou	0,645	Cuba	0,571	Gabon	0,487	Togo	0,411	Somalie	0,133
Malte	0,733	Jamaïque	0,643	Venezuela	0,561	Maroc	0,486	Bahreïn	0,408	MOYENNE	0,571

INDICATEUR DROITS DE L'HOMME ET PARTICIPATION (CLASSEMENTS RÉGIONAUX PAR ORDRE DÉCROISSANT)											
AFRIQUE		UE OCDE		AMÉRIQUE LATINE CARAÏBES		ASIE PACIFIQUE		ÉTATS ARABES		CEI ASIE CENTRALE BALKANS	
Afrique du sud	0,751	Suède	0,964	Grenade	0,864	Singapour	0,575	Liban	0,547	Croatie	0,686
Maurice	0,704	Pays-Bas	0,933	Costa-Rica	0,842	Philippines	0,558	Maroc	0,486	Macédoine	0,673
Namibie	0,686	Norvège	0,933	Barbade	0,805	Mongolie	0,554	Djibouti	0,473	Moldavie	0,652
Cap Vert	0,683	Islande	0,913	St Vincent et Grenadines	0,773	Indonésie	0,551	Tunisie	0,460	Serbie	0,637
Mozambique	0,674	Finlande	0,904	Bahamas	0,768	Papouasie Nelle Guinée	0,545	Émirats arabes unis	0,440	Bosnie Herzégovine	0,602
Lesotho	0,658	Danemark	0,903	Sainte Lucie	0,761	Inde	0,537	Irak	0,433	Monténégro	0,595
Libéria	0,643	Autriche	0,860	Argentine	0,761	Iles Salomon	0,536	Jordanie	0,414	Ukraine	0,594
Seychelles	0,615	Belgique	0,856	Dominique	0,731	Malaisie	0,530	Gaza/Cisjordanie	0,413	Albanie	0,579
Rwanda	0,613	Nouvelle-Zélande	0,854	Trinité et Tobago	0,715	Cambodge	0,528	Bahreïn	0,408	Géorgie	0,548
Tanzanie	0,611	Luxembourg	0,853	Belize	0,698	Timor Leste	0,522	Algérie	0,387	Kirghizstan	0,524
Mali	0,608	Allemagne	0,848	Uruguay	0,693	Fidji	0,512	Égypte	0,380	Russie	0,489
Bénin	0,600	Espagne	0,829	Chili	0,674	Thaïlande	0,488	Oman	0,373	Arménie	0,485
Sénégal	0,584	Australie	0,822	Panama	0,673	Bangladesh	0,472	Soudan	0,370	Tadjikistan	0,478
Madagascar	0,583	Canada	0,788	Surinam	0,645	Afghanistan	0,467	Koweït	0,345	Belarus	0,466
Burundi	0,581	Suisse	0,782	Pérou	0,645	Sri Lanka	0,459	Qatar	0,342	Kazakhstan	0,464
Ghana	0,580	Irlande	0,759	Jamaïque	0,643	Viet Nam	0,437	Yémen	0,339	Azerbaïdjan	0,416
Ouganda	0,561	Portugal	0,756	Guyana	0,635	Maldives	0,436	Syrie	0,332	Ouzbékistan	0,382
Botswana	0,556	Royaume-Uni	0,746	Honduras	0,627	Laos	0,425	Libye	0,307	Turkménistan	0,372
Burkina Faso	0,535	France	0,744	El Salvador	0,612	Bhoutan	0,405	Arabie saoudite	0,226		
Malawi	0,534	Lituanie	0,742	République dominicaine	0,608	Tonga	0,401	Somalie	0,133		
Sao Tomé et Príncipe	0,520	République tchèque	0,735	Bolivie	0,605	Pakistan	0,397				
Zambie	0,514	Malte	0,733	Brésil	0,602	Chine	0,389				
Sierra Léone	0,510	États-Unis	0,732	Nicaragua	0,600	Népal	0,361				
Kenya	0,509	Italie	0,725	Équateur	0,599	Corée du Nord	0,277				
Mauritanie	0,498	Slovénie	0,711	Guatemala	0,588	Iran	0,264				
Niger	0,495	Japon	0,710	Cuba	0,571	Brunei	0,260				
Éthiopie	0,492	Slovaquie	0,701	Venezuela	0,561	Myanmar	0,174				
Gabon	0,487	Chypre	0,691	Paraguay	0,556						
Guinée Bissau	0,486	Corée du Sud	0,688	Colombie	0,511						
Gambie	0,483	Bulgarie	0,687	Haïti	0,472						
Comores	0,480	Estonie	0,686								
Congo	0,461	Hongrie	0,680								
Angola	0,446	Grèce	0,678								
Guinée	0,444	Pologne	0,673								
Cameroun	0,440	Lettonie	0,668								
Swaziland	0,431	Israël	0,640								
Côte d'Ivoire	0,429	Roumanie	0,597								
Togo	0,411	Mexique	0,589								
RDC	0,381	Turquie	0,472								
Guinée équatoriale	0,380										
Nigeria	0,378										
Zimbabwe	0,376										
Centre Afrique	0,360										
Érythrée	0,349										
Tchad	0,325										
MOYENNE	0,521	MOYENNE	0,759	MOYENNE	0,661	MOYENNE	0,447	MOYENNE	0,380	MOYENNE	0,536

ANNEXE DÉVELOPPEMENT DURABLE

SOUS-INDICATEUR DIMENSION ÉCONOMIQUE

Index : PIB en PPA par tête

Les données utilisées sont celles de la « *Base de données économiques 2008* » du Fonds monétaire international²³. L'avantage de l'utilisation du PIB exprimé en PPA (parité de pouvoir d'achat) permet de prendre en compte une richesse monétaire plus proche de la réalité que le simple PIB car débarassée du problème de change. L'index est calculé à l'aide de la formule suivante avec pour valeur maximum 85. 638 (Qatar) et pour valeur minimum 120 (Gaza/Cisjordanie). Dans ce cas précis le calcul utilisé diffère de la méthode précédente déjà utilisée pour les index « conflits », « réfugiés demandeurs d'asile » ou « liberté de la presse ». Il s'agit en effet de prendre en compte le fait que le résultat maximum traduit un bon résultat alors que dans les autres cas le résultat maximum illustre un très mauvais résultat. Il faut donc retrancher le résultat de la division de la valeur 1.

$$\text{Index} = 1 - \left\{ \frac{100 - 100 \times \left\{ \frac{\text{Résultat pays} - \text{Résultat minimum}}{\text{Résultat max.} - \text{Résultat minimum}} \right\}}{100} \right\}$$

Index : Taux de croissance du PIB

Les données concernant ce taux de croissance sont tirées du « *World Economic Outlook* » du FMI, édition 2008. L'index est calculé à l'aide de la formule suivante avec pour valeur maximum 18,6 (Azerbaïdjan) et pour valeur minimum - 6,6 (Zimbabwe).

$$\text{Index} = 1 - \left\{ \frac{100 - 100 \times \left\{ \frac{\text{Résultat pays} - \text{Résultat minimum}}{\text{Résultat max.} - \text{Résultat minimum}} \right\}}{100} \right\}$$

Index : Facilités d'entreprendre

Les données utilisées sont extraites du rapport « *Doing Business de la World Bank*²⁴ ». L'index est calculé à partir des données relatives concernant les formalités (nombre de démarches et procédures administratives) et délais nécessaires (durée

²³

<http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2008/02/weodata/download.aspx>

²⁴

<http://www.doingbusiness.org/>

exprimée en jours) pour la mise sur pied d'une entreprise commerciale ou industrielle. Le calcul est effectué comme suit :

$$\text{Index} = \frac{100 - 100 \times \left\{ \frac{\text{Résultat pays} - \text{Résultat minimum}}{\text{Résultat max.} - \text{Résultat minimum}} \right\}}{100}$$

Le sous-indicateur « Dimension Économique » est calculé en faisant la moyenne des trois index de cette catégorie.

SOUS-INDICATEUR DIMENSION SOCIALE

Index : GINI (inégalités et pauvreté)

Nous utiliserons le coefficient de GINI tel qu'il figure dans le rapport mondial sur le développement humain 2007/2008 du PNUD²⁵. Ce coefficient de mesure le degré de déviation de la distribution des revenus (ou de la consommation) entre les individus ou les ménages dans un pays par rapport à une distribution parfaitement égalitaire. Une valeur de 0 représente une égalité absolue, une valeur de 100 une inégalité absolue. L'index sera ensuite calculé de la manière suivante :

$$\text{Index} = \frac{100 - \text{Résultat pays}}{100}$$

Index : Capacités de base

Les données proviennent du *Social Watch Report 2008*²⁶. Cet index est composé d'indicateurs de base (éducation, santé infantile et santé maternelle) pour lesquels les données sont disponibles dans la quasi-totalité des pays du monde ce qui permet un suivi étroit de la satisfaction par les pays des besoins sociaux minimum des citoyens. Les résultats de l'étude du Social Watch est présenté sous la forme d'une échelle allant de 0 (le plus mauvais score) à 100 (le meilleur des résultats).

L'index est calculé de la manière suivante :

$$\text{Index} = \frac{\text{Résultat pays}}{100}$$

²⁵ <http://www.undp.org/>

²⁶ <http://www.socialwatch.org/>

Index : Ratification des textes sur droit international du travail

Les renseignements sur la ratification des traités et conventions fondamentales sur le droit international du travail sont fournis par le sur le site internet de l'OIT²⁷. L'OIT a identifié les huit conventions qui suivent comme fondamentales.

- Convention sur le travail forcé (1930)
- Convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (1948)
- Convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (1949)
- Convention sur l'égalité de rémunération (1951)
- Convention sur l'abolition du travail forcé (1957)
- Convention concernant la discrimination (emploi et profession) (1958)
- Convention sur l'âge minimum (1973)
- Convention sur les pires formes de travail des enfants (1999)

On attribue 1 point pour chaque traité ou convention ratifié. Le total maximum pouvant être obtenu est donc de 8 points et le sous indicateur est ensuite calculé selon la formule suivante :

$$\text{Index} = \frac{\text{Résultat pays}}{8}$$

Le sous-indicateur « Dimension Sociale » est calculé en faisant la moyenne des trois index de cette catégorie.

SOUS-INDICATEUR DIMENSION ENVIRONNEMENTALE

Index : Empreinte écologique et Bio capacité

Les données utilisées sont celles fournies par le « *Living Planet Report* » publié par le WWF²⁸. Ce rapport étudie deux index : l'index empreinte écologique qui mesure la superficie (terrestre et maritime) par habitant nécessaire à la satisfaction des besoins de l'humanité et à l'élimination des déchets. L'autre index, l'index Bio capacité, mesure la superficie par habitant (en matière de culture, d'élevage, de forêt et de ressources halieutiques) qui est disponible pour satisfaire les besoins de l'humanité. C'est la différence (positive ou négative) entre Bio capacité et empreinte écologique qui constitue la base de l'index qui sera calculé selon la formule suivante :

$$\text{Index} = 1 - \left\{ \frac{100 - 100 \times \left\{ \frac{\text{Résultat pays} - \text{Résultat minimum}}{\text{Résultat max.} - \text{Résultat minimum}} \right\}}{100} \right\}$$

²⁷ <http://www.ilo.org/ilolex/french/docs/declworldf.htm>
²⁸ <http://www.panda.org/>

Index : Durabilité environnementale

Les données utilisées sont tirées de l'*Environmental Sustainability Report* de l'Université de Yale²⁹. Dans ce rapport, l'Environmental Sustainability Index illustre la capacité des pays de protéger l'environnement au cours des prochaines décennies. Il intègre près de 76 données qui étudient l'évolution des ressources naturelles, les niveaux passés et actuels de pollution, les efforts de gestion environnementale et la capacité des sociétés à améliorer leur politique environnementale.

Cet index est exprimé en pourcentage sur une échelle de valeurs de 0 à 100, où 0 est le plus mauvais score et 100 le score le meilleur et le calcul de l'index que nous utiliserons sera le suivant :

$$\text{Index} = \frac{\text{Résultat pays}}{100}$$

Index : Performance environnementale

Les données utilisées sont tirées du rapport 2008 établi par l'Université de Yale³⁰ à partir de 25 indicateurs regroupés dans six catégories : santé environnementale, pollution de l'air, ressources aquifères, biodiversité et habitat, ressources naturelles et changement climatique. Cet index est exprimé en pourcentages sur une échelle de valeurs allant de 0 à 100, où 0 est le plus mauvais score et 100 le score le meilleur et le calcul de l'index que nous utiliserons sera le suivant :

$$\text{Index} = \frac{\text{Résultat pays}}{100}$$

Le sous-indicateur « Dimension Environnementale » représente la moyenne des trois index de cette catégorie.

L'indicateur « DEVELOPPEMENT DURABLE » est la moyenne des trois sous-indicateurs précédemment déterminés.

Le résultat final au niveau mondial correspond à la moyenne des 179 pays étudiés soit : 0,591.

²⁹

<http://www.yale.edu/esi/>

³⁰

<http://epi.yale.edu/Home>

DÉVELOPPEMENT DURABLE																								
	Secteur économique						Dimension sociale									Dimension environnementale								INDICATEUR DÉVELOPPEMENT DURABLE
	PIB en PPA par tête	Index	Taux de croissance du PIB	Index	Facilités de création d'entreprise	Index	Sous-indicateur	Capacités de base	Index	GINI Pauvretés et inégalités	Index	Taux de chômage	Index	Ratification des textes sur le droit international du travail	Index	Sous-indicateur	Empreinte écologique et bio capacité	Index	Durabilité environnementale	Index	Performance environnementale	Index	Sous Indicateur	
Afghanistan	733	0,007	8,6	0,603	0,939	0,939	0,517	51,8	0,518	60,0	0,400	8,5	0,913	3	0,375	0,551	0,2	0,389	37,0	0,370	52,6	0,526	0,428	0,499
Afrique du sud	9767	0,113	3,8	0,413	0,812	0,812	0,446	89,2	0,892	57,8	0,422	25,5	0,710	8	1,000	0,756	-0,3	0,372	46,2	0,462	69,0	0,690	0,508	0,570
Albanie	6298	0,072	6,0	0,500	0,753	0,753	0,442	94,3	0,943	31,1	0,689	13,8	0,850	8	1,000	0,870	-0,5	0,365	58,8	0,588	84,0	0,840	0,598	0,637
Algérie	6538	0,075	4,9	0,456	0,651	0,651	0,394	93,9	0,939	35,3	0,647	12,3	0,868	8	1,000	0,863	-0,9	0,351	46,0	0,460	77,0	0,770	0,527	0,595
Allemagne	34212	0,399	1,4	0,317	0,794	0,794	0,503	99,9	0,999	28,3	0,717	10,3	0,891	8	1,000	0,902	-2,8	0,285	57,0	0,570	86,3	0,863	0,573	0,659
Angola	5595	0,064	16,0	0,897	0,638	0,638	0,533	62,0	0,620	62,0	0,380	45,0	0,477	8	1,000	0,619	2,4	0,465	42,9	0,429	39,5	0,395	0,430	0,527
Arabie saoudite	22851	0,266	4,8	0,452	0,852	0,852	0,523	96,6	0,966	32,0	0,680	6,3	0,939	5	0,625	0,803	-3,7	0,253	37,8	0,378	72,8	0,728	0,453	0,593
Argentine	13317	0,154	7,0	0,540	0,646	0,646	0,447	98,1	0,981	51,3	0,487	9,5	0,901	8	1,000	0,842	3,6	0,507	62,7	0,627	81,8	0,818	0,651	0,646
Arménie	4945	0,056	10,0	0,659	0,794	0,794	0,503	95,6	0,956	33,8	0,662	36,4	0,580	8	1,000	0,799	-0,5	0,365	53,2	0,532	77,8	0,778	0,558	0,620
Australie	36225	0,422	3,2	0,389	1,000	1,000	0,604	99,4	0,994	35,2	0,648	5,0	0,955	7	0,875	0,868	5,9	0,587	61,0	0,610	79,8	0,798	0,665	0,712
Autriche	38180	0,445	1,9	0,337	0,815	0,815	0,532	99,7	0,997	29,1	0,709	4,7	0,958	8	1,000	0,916	-1,5	0,330	62,7	0,627	89,4	0,894	0,617	0,688
Azerbaïdjan	7618	0,088	18,6	1,000	0,674	0,674	0,587	85,3	0,853	36,5	0,635	8,5	0,913	8	1,000	0,850	-0,5	0,365	45,4	0,454	72,2	0,722	0,514	0,650
Bahamas	24960	0,290	4,0	0,421	0,735	0,735	0,482	98,9	0,989	45,6	0,544	7,6	0,924	8	1,000	0,864	0,5	0,399	45,0	0,450	71,0	0,710	0,520	0,622
Bahrein	31898	0,372	6,2	0,508	0,760	0,760	0,546	99,0	0,990	36,0	0,640	15,0	0,835	4	0,500	0,741	-2,5	0,295	45,0	0,450	65,9	0,659	0,468	0,585
Bangladesh	1311	0,014	5,5	0,480	0,781	0,781	0,425	57,1	0,571	33,4	0,666	4,3	0,963	7	0,875	0,769	-0,2	0,375	44,1	0,441	58,0	0,580	0,465	0,553
Barbade	18558	0,216	2,7	0,369	0,735	0,735	0,440	98,9	0,989	42,5	0,575	9,8	0,897	8	1,000	0,865	3,4	0,500	50,0	0,500	72,0	0,720	0,573	0,626
Belarus	10948	0,127	7,1	0,544	0,745	0,745	0,472	98,9	0,989	29,7	0,703	1,2	1,000	8	1,000	0,923	-0,1	0,378	52,8	0,528	80,5	0,805	0,570	0,655
Belgique	35387	0,412	1,4	0,317	0,971	0,971	0,567	98,9	0,989	33,0	0,670	8,2	0,916	8	1,000	0,894	-4,4	0,229	44,4	0,444	78,4	0,784	0,486	0,649
Belize	7720	0,089	3,0	0,381	0,775	0,775	0,415	93,2	0,932	45,0	0,550	11,0	0,883	8	1,000	0,841	3,4	0,500	55,0	0,550	71,7	0,717	0,589	0,615
Bénin	1547	0,017	5,4	0,476	0,840	0,840	0,444	67,6	0,676	36,5	0,635	35,0	0,597	8	1,000	0,727	0,1	0,385	47,5	0,475	56,1	0,561	0,474	0,548
Bhoutan	4862	0,055	7,8	0,571	0,800	0,800	0,476	78,3	0,783	32,0	0,680	7,9	0,920	5	0,625	0,752	-0,6	0,361	53,5	0,535	70,9	0,709	0,535	0,588
Bolivie	4084	0,046	4,2	0,429	0,604	0,604	0,360	79,8	0,798	60,1	0,399	8,7	0,911	8	1,000	0,777	13,7	0,858	59,5	0,595	64,7	0,647	0,700	0,612
Bosnie Herzégovine	7074	0,081	5,5	0,480	0,685	0,685	0,415	87,5	0,875	26,2	0,738	31,1	0,643	8	1,000	0,814	-0,6	0,361	51,0	0,510	79,7	0,797	0,556	0,595
Botswana	16516	0,192	5,0	0,460	0,673	0,673	0,442	92,4	0,924	60,0	0,400	17,6	0,804	8	1,000	0,782	3,0	0,486	55,9	0,559	68,7	0,687	0,577	0,600
Brésil	9703	0,112	4,8	0,452	0,447	0,447	0,337	91,8	0,918	57,0	0,430	8,9	0,908	7	0,875	0,783	7,8	0,653	62,2	0,622	82,7	0,827	0,701	0,607
Brunei	50790	0,593	-0,5	0,242	0,473	0,473	0,436	99,5	0,995	38,9	0,611	4,8	0,957	0	0,000	0,641	-0,9	0,351	45,1	0,451	70,5	0,705	0,502	0,526
Bulgarie	11310	0,131	5,5	0,480	0,784	0,784	0,465	98,5	0,985	29,2	0,708	9,0	0,907	8	1,000	0,900	-1,0	0,347	50,0	0,500	78,5	0,785	0,544	0,636
Burkina Faso	1206	0,013	1,0	0,302	0,877	0,877	0,397	64,3	0,643	39,5	0,605	77,0	0,095	8	1,000	0,586	0,0	0,382	45,7	0,457	44,3	0,443	0,427	0,470
Burundi	371	0,003	5,9	0,496	0,720	0,720	0,406	57,9	0,579	42,4	0,576	14,0	0,847	8	1,000	0,751	-0,1	0,378	40,0	0,400	54,7	0,547	0,442	0,533
Cambodge	1817	0,020	7,2	0,548	0,717	0,717	0,428	66,2	0,662	41,7	0,583	1,8	0,993	8	1,000	0,809	0,1	0,385	50,1	0,501	53,8	0,538	0,475	0,571
Cameroun	2093	0,023	4,5	0,440	0,669	0,669	0,378	70,2	0,702	44,6	0,554	7,5	0,925	8	1,000	0,795	0,4	0,396	52,5	0,525	63,8	0,638	0,520	0,564
Canada	38613	0,450	1,3	0,313	0,999	0,999	0,588	99,1	0,991	32,6	0,674	6,3	0,939	5	0,625	0,807	6,9	0,622	64,4	0,644	86,6	0,866	0,711	0,702
Cap Vert	3270	0,037	7,1	0,544	0,686	0,686	0,422	92,7	0,927	56,0	0,440	21,0	0,764	7	0,875	0,751	0,3	0,392	51,2	0,512	57,2	0,572	0,492	0,555
Centre Afrique	726	0,007	4,9	0,456	0,769	0,769	0,411	64,5	0,645	61,3	0,387	10,0	0,895	8	1,000	0,732	2,8	0,479	58,7	0,587	56,0	0,560	0,542	0,562
Chili	13921	0,161	4,5	0,440	0,787	0,787	0,463	99,6	0,996	54,9	0,451	6,0	0,943	8	1,000	0,847	3,0	0,486	53,6	0,536	83,4	0,834	0,619	0,643
Chine	5325	0,061	9,3	0,631	0,671	0,671	0,454	90,4	0,904	46,9	0,531	4,2	0,964	4	0,500	0,725	-0,9	0,351	38,6	0,386	65,1	0,651	0,463	0,547
Chypre	27170	0,316	3,4	0,397	0,880	0,880	0,531	99,2	0,992	35,0	0,650	4,5	0,961	8	1,000	0,901	-2,7	0,288	47,2	0,472	79,2	0,792	0,517	0,650
Colombie	7968	0,092	4,6	0,444	0,721	0,721	0,419	90,1	0,901	58,6	0,414	12,7	0,863	8	1,000	0,794	2,3	0,462	58,9	0,589	88,3	0,883	0,645	0,619
Comores	1142	0,012	1,6	0,325	0,735	0,735	0,357	78,5	0,785	52,8	0,472	20,0	0,776	8	1,000	0,758	-0,2	0,375	44,2	0,442	69,4	0,694	0,504	0,540
Congo	3732	0,042	9,2	0,627	0,752	0,752	0,474	78,9	0,789	56,2	0,438	15,0	0,835	8	1,000	0,766	7,2	0,632	53,8	0,538	69,7	0,697	0,622	0,621
Corée du Nord	3245	0,037	3,5	0,401	0,325	0,325	0,254	75,0	0,750	31,0	0,690	2,5	0,984	4	0,000	0,606	-0,8	0,354	29,2	0,292	50,0	0,500	0,382	0,414
Corée du Sud	24803	0,289	4,2	0,429	0,767	0,767	0,495	99,5	0,995	31,6	0,684	3,5	0,973	4	0,500	0,788	-3,5	0,260	43,0	0,430	79,4	0,794	0,495	0,592

	DÉVELOPPEMENT DURABLE																						INDICATEUR DÉVELOPPEMENT DURABLE	
	Secteur économique						Dimension sociale						Dimension environnementale											
	PIB en PPA par tête	Index	Taux de croissance du PIB	Index	Facilités de création d'entreprise	Index	Sous-indicateur	Capacités de base	Index	GINI Pauvretés et inégalités	Index	Taux de chômage	Index	Ratification des textes sur droit international du travail	Index	Sous-indicateur	Empreinte écologique et bio capacité	Index	Durabilité environnementale	Index	Performance environnementale	Index		Sous Indicateur
Costa-Rica	10357	0,120	4,1	0,425	0,668	0,668	0,404	94,5	0,945	49,8	0,502	6,0	0,943	8	1,000	0,847	-0,5	0,365	59,6	0,596	90,5	0,905	0,622	0,624
Côte d'Ivoire	1736	0,019	2,9	0,377	0,750	0,750	0,382	79,3	0,793	44,6	0,554	40,0	0,537	8	1,000	0,721	1,2	0,424	47,3	0,473	65,2	0,652	0,516	0,540
Croatie	15532	0,180	4,3	0,433	0,806	0,806	0,473	99,1	0,991	29,0	0,710	11,1	0,882	8	1,000	0,896	-0,3	0,372	59,5	0,595	84,6	0,846	0,604	0,658
Cuba	5625	0,064	2,5	0,361	0,735	0,735	0,387	98,8	0,988	30,0	0,700	1,9	0,992	7	0,875	0,889	-0,7	0,358	52,3	0,523	80,7	0,807	0,563	0,613
Danemark	37264	0,434	1,2	0,310	0,942	0,942	0,562	97,6	0,976	24,7	0,753	4,1	0,965	8	1,000	0,924	-2,2	0,306	58,2	0,582	84,0	0,840	0,576	0,687
Djibouti	2273	0,025	6,5	0,520	0,725	0,725	0,423	74,9	0,749	56,0	0,440	59,0	0,310	8	1,000	0,625	0,1	0,385	35,8	0,358	50,5	0,505	0,416	0,488
Dominique	9582	0,111	3,5	0,401	0,904	0,904	0,472	97,1	0,971	54,5	0,455	11,0	0,883	8	1,000	0,827	3,4	0,500	51,5	0,515	75,8	0,758	0,591	0,630
Égypte	5495	0,063	7,0	0,540	0,856	0,856	0,486	88,4	0,884	34,4	0,656	11,2	0,881	8	1,000	0,855	-0,9	0,351	44,0	0,440	76,3	0,763	0,518	0,620
El Salvador	5846	0,067	3,0	0,381	0,788	0,788	0,412	78,6	0,786	52,4	0,476	6,6	0,936	8	1,000	0,799	-0,8	0,354	43,8	0,438	77,2	0,772	0,521	0,578
Émirats arabes unis	37941	0,442	6,1	0,504	0,707	0,707	0,551	98,7	0,987	31,0	0,690	2,3	0,987	6	0,750	0,853	-11,0	0,000	44,6	0,446	64,0	0,640	0,362	0,589
Équateur	7242	0,083	2,9	0,377	0,621	0,621	0,360	82,6	0,826	53,6	0,464	7,9	0,920	8	1,000	0,803	0,7	0,406	52,4	0,524	84,4	0,844	0,591	0,585
Érythrée	746	0,007	1,2	0,310	0,635	0,635	0,317	66,7	0,667	49,7	0,503	20,0	0,776	7	0,875	0,705	-0,2	0,375	37,8	0,378	59,4	0,594	0,449	0,491
Espagne	30118	0,351	1,8	0,333	0,745	0,745	0,476	99,3	0,993	34,7	0,653	8,5	0,913	8	1,000	0,890	3,6	0,507	48,8	0,488	83,1	0,831	0,609	0,658
Estonie	20534	0,239	3,0	0,381	0,913	0,913	0,511	99,4	0,994	35,8	0,642	5,9	0,944	8	1,000	0,895	-0,7	0,358	58,2	0,582	85,2	0,852	0,597	0,668
États-Unis	45725	0,533	0,5	0,282	0,886	0,886	0,567	98,7	0,987	40,8	0,592	4,6	0,959	2	0,250	0,697	-4,8	0,215	53,0	0,530	81,0	0,810	0,518	0,594
Éthiopie	806	0,008	8,4	0,595	0,851	0,851	0,485	53,5	0,535	30,0	0,700	16,7	0,815	8	1,000	0,763	-0,3	0,372	37,8	0,378	58,8	0,588	0,446	0,564
Fidji	4275	0,049	2,0	0,341	0,802	0,802	0,397	98,6	0,986	54,0	0,460	4,6	0,959	8	1,000	0,851	-0,6	0,361	50,0	0,500	69,7	0,697	0,519	0,589
Finlande	35349	0,412	2,4	0,357	0,964	0,964	0,578	99,7	0,997	26,9	0,731	7,7	0,922	8	1,000	0,913	4,4	0,535	75,1	0,751	91,4	0,914	0,733	0,741
France	33508	0,390	1,4	0,317	0,913	0,913	0,540	99,2	0,992	32,7	0,673	9,8	0,897	8	1,000	0,891	-2,6	0,292	55,2	0,552	87,8	0,878	0,574	0,668
Gabon	14094	0,163	4,2	0,429	0,765	0,765	0,452	82,1	0,821	60,0	0,400	21,0	0,764	7	0,875	0,715	17,8	1,000	61,7	0,617	77,3	0,773	0,797	0,655
Gambie	1317	0,014	6,5	0,520	0,784	0,784	0,439	70,2	0,702	50,2	0,498	25,0	0,716	8	1,000	0,729	-0,5	0,365	50,0	0,500	53,1	0,531	0,465	0,544
Gaza/Cisjordanie	120	0,000	0,0	0,262	0,657	0,657	0,306	68,0	0,680	53,0	0,470	23,2	0,737	6	0,750	0,659	-4,2	0,236	40,2	0,402	64,0	0,640	0,426	0,464
Géorgie	4694	0,053	9,0	0,619	0,910	0,910	0,528	89,4	0,894	40,4	0,596	13,8	0,850	8	1,000	0,835	0,5	0,399	51,5	0,515	82,2	0,822	0,579	0,647
Ghana	1425	0,015	6,9	0,536	0,721	0,721	0,424	66,1	0,661	40,8	0,592	11,0	0,883	7	0,875	0,753	0,3	0,392	52,8	0,528	70,8	0,708	0,543	0,573
Grèce	29146	0,339	3,5	0,401	0,613	0,613	0,451	99,5	0,995	34,3	0,657	8,8	0,909	8	1,000	0,890	-3,6	0,257	50,1	0,501	80,2	0,802	0,520	0,620
Grenade	10632	0,123	4,3	0,433	0,876	0,876	0,477	92,3	0,923	46,7	0,533	12,5	0,865	8	1,000	0,830	3,4	0,500	51,0	0,510	75,0	0,750	0,587	0,631
Guatemala	4702	0,054	4,8	0,452	0,733	0,733	0,413	68,3	0,683	55,1	0,449	3,4	0,974	8	1,000	0,776	0,0	0,382	44,0	0,440	76,7	0,767	0,530	0,573
Guinée	973	0,010	4,9	0,456	0,666	0,666	0,378	66,0	0,660	38,6	0,614	20,0	0,776	8	1,000	0,762	1,8	0,444	48,1	0,481	51,3	0,513	0,479	0,540
Guinée Bissau	484	0,004	3,2	0,389	0,416	0,416	0,270	60,7	0,607	47,0	0,530	25,0	0,716	5	0,625	0,619	2,2	0,458	48,6	0,486	49,7	0,497	0,480	0,457
Guinée équatoriale	16312	0,189	10,1	0,663	0,403	0,403	0,418	59,0	0,590	65,0	0,350	30,0	0,656	8	1,000	0,649	2,0	0,451	48,0	0,480	50,1	0,501	0,477	0,515
Guyana	3841	0,044	4,6	0,444	0,803	0,803	0,430	81,4	0,814	54,1	0,459	14,5	0,841	8	1,000	0,779	3,4	0,500	62,9	0,629	64,8	0,648	0,592	0,600
Haiti	1291	0,014	3,7	0,409	0,578	0,578	0,333	41,0	0,410	59,2	0,408	60,0	0,298	7	0,875	0,498	-0,3	0,372	34,8	0,348	60,7	0,607	0,442	0,424
Honduras	4085	0,046	4,8	0,452	0,681	0,681	0,393	78,1	0,781	53,8	0,462	4,1	0,965	8	1,000	0,802	0,5	0,399	47,4	0,474	75,4	0,754	0,542	0,579
Hongrie	19019	0,221	1,8	0,333	0,879	0,879	0,478	99,1	0,991	26,9	0,731	7,2	0,928	8	1,000	0,913	-1,5	0,330	52,0	0,520	84,2	0,842	0,564	0,651
Iles Salomon	1920	0,021	4,2	0,429	0,821	0,821	0,424	81,6	0,816	39,4	0,606	10,0	0,895	1	0,125	0,610	3,4	0,500	51,0	0,510	52,3	0,523	0,511	0,515
Inde	2563	0,029	7,9	0,575	0,672	0,672	0,425	71,1	0,711	36,8	0,632	4,3	0,963	4	0,500	0,702	-0,4	0,368	45,2	0,452	60,3	0,603	0,474	0,534
Indonésie	9728	0,112	6,1	0,504	0,648	0,648	0,421	84,1	0,841	34,3	0,657	10,5	0,889	8	1,000	0,847	0,0	0,382	48,8	0,488	66,2	0,662	0,511	0,593
Irak	250	0,002	4,0	0,421	0,696	0,696	0,373	82,7	0,827	42,0	0,580	27,0	0,692	7	0,875	0,744	-0,8	0,354	33,6	0,336	53,9	0,539	0,410	0,509
Iran	10570	0,122	5,8	0,492	0,801	0,801	0,472	91,5	0,915	43,0	0,570	11,5	0,877	5	0,625	0,747	-1,6	0,326	39,8	0,398	76,9	0,769	0,498	0,572
Irlande	43413	0,506	1,8	0,333	0,936	0,936	0,592	99,8	0,998	34,3	0,657	4,3	0,963	8	1,000	0,905	-0,2	0,375	59,2	0,592	82,7	0,827	0,598	0,698
Islande	39167	0,457	0,4	0,278	0,914	0,914	0,550	99,8	0,998	25,0	0,750	2,9	0,980	8	1,000	0,932	-0,5	0,365	70,8	0,708	87,6	0,876	0,650	0,710
Israël	27146	0,316	3,0	0,381	0,894	0,894	0,530	99,8	0,998	39,2	0,608	8,4	0,914	8	1,000	0,880	-4,2	0,236	50,9	0,509	79,6	0,796	0,514	0,641
Italie	30365	0,354	0,3	0,274	0,798	0,798	0,475	99,5	0,995	36,0	0,640	6,8	0,933	8	1,000	0,892	-3,1	0,274	50,1	0,501	84,2	0,842	0,539	0,635

	DÉVELOPPEMENT DURABLE																						INDICATEUR DÉVELOPPEMENT DURABLE	
	Secteur économique						Secteur économique						Secteur économique											
	PIB en PPA par tête	Index	Taux de croissance du PIB	Index	Facilités de création d'entreprise	Index	Sous-indicateur	Capacités de base	Index	GINI Pauvretés et inégalités	Index	Taux de chômage	Index	Ratification des textes sur droit international du travail	Index	Sous-indicateur	Empreinte écologique et bio capacité	Index	Durabilité environnementale	Index	Performance environnementale	Index		Sous Indicateur
Jamaïque	7688	0,088	2,4	0,357	0,885	0,885	0,443	94,7	0,947	45,0	0,550	9,6	0,900	8	1,000	0,849	-1,3	0,337	44,7	0,447	79,1	0,791	0,525	0,606
Japon	33596	0,391	1,4	0,317	0,818	0,818	0,509	99,2	0,992	24,9	0,751	4,1	0,965	6	0,750	0,865	-3,6	0,257	57,3	0,573	84,5	0,845	0,558	0,644
Jordanie	4906	0,056	5,5	0,480	0,769	0,769	0,435	97,3	0,973	38,8	0,612	13,5	0,853	7	0,875	0,828	-1,5	0,330	47,8	0,478	76,5	0,765	0,524	0,596
Kazakhstan	10837	0,125	5,0	0,460	0,820	0,820	0,468	98,0	0,980	33,9	0,661	8,4	0,914	8	1,000	0,889	0,1	0,385	48,6	0,486	65,0	0,650	0,507	0,621
Kenya	1672	0,018	2,5	0,361	0,692	0,692	0,357	70,8	0,708	42,5	0,575	40,0	0,537	7	0,875	0,674	-0,2	0,375	45,3	0,453	69,0	0,690	0,506	0,512
Kirghizstan	2000	0,022	7,0	0,540	0,820	0,820	0,460	94,9	0,949	30,3	0,697	8,1	0,918	8	1,000	0,891	0,1	0,385	48,4	0,484	69,6	0,696	0,522	0,624
Koweït	39343	0,459	6,0	0,500	0,671	0,671	0,543	98,2	0,982	30,0	0,700	1,3	0,999	7	0,875	0,889	-7,0	0,139	36,6	0,366	64,5	0,645	0,383	0,605
Laos	2054	0,023	7,9	0,575	0,760	0,760	0,453	58,2	0,582	34,6	0,654	2,4	0,986	3	0,375	0,649	0,4	0,396	52,4	0,524	66,3	0,663	0,528	0,543
Lesotho	1285	0,014	5,2	0,468	0,782	0,782	0,421	71,8	0,718	63,2	0,368	39,3	0,545	8	1,000	0,658	0,3	0,392	48,2	0,482	74,9	0,749	0,541	0,540
Lettonie	17488	0,203	3,6	0,405	0,907	0,907	0,505	99,0	0,990	37,7	0,623	6,8	0,933	8	1,000	0,887	4,0	0,521	60,4	0,604	88,8	0,888	0,671	0,687
Liban	11279	0,130	3,0	0,381	0,857	0,857	0,456	95,3	0,953	45,0	0,550	20,0	0,776	7	0,875	0,788	-2,6	0,292	40,5	0,405	70,3	0,703	0,467	0,570
Libéria	357	0,003	9,5	0,639	0,652	0,652	0,431	64,8	0,648	59,5	0,405	85,0	0,000	6	0,750	0,451	2,4	0,465	43,4	0,434	51,4	0,514	0,471	0,451
Libye	13593	0,158	8,8	0,611	0,760	0,760	0,509	98,4	0,984	36,0	0,640	30,0	0,656	8	1,000	0,820	-2,4	0,299	42,3	0,423	70,4	0,704	0,475	0,602
Lituanie	17732	0,206	5,5	0,480	0,844	0,844	0,510	99,1	0,991	36,0	0,640	5,6	0,947	8	1,000	0,895	-0,2	0,375	58,9	0,589	86,2	0,862	0,609	0,671
Luxembourg	79659	0,930	3,1	0,385	0,872	0,872	0,729	97,2	0,972	26,0	0,740	4,6	0,959	8	1,000	0,918	-4,4	0,229	44,4	0,444	83,1	0,831	0,501	0,716
Macédoine	8490	0,098	4,5	0,440	0,796	0,796	0,445	96,0	0,960	39,0	0,610	36,0	0,585	8	1,000	0,789	-1,4	0,333	47,2	0,472	75,1	0,751	0,519	0,584
Madagascar	979	0,010	6,8	0,532	0,913	0,913	0,485	60,7	0,607	47,5	0,525	2,8	0,981	8	1,000	0,778	2,2	0,458	50,2	0,502	54,6	0,546	0,502	0,588
Malaisie	13385	0,155	5,0	0,460	0,790	0,790	0,468	99,1	0,991	49,2	0,508	3,6	0,971	5	0,625	0,774	1,5	0,434	54,0	0,540	84,0	0,840	0,605	0,616
Malawi	792	0,008	7,1	0,544	0,752	0,752	0,435	62,0	0,620	39,0	0,610	17,0	0,811	8	1,000	0,760	-0,1	0,378	49,3	0,493	59,9	0,599	0,490	0,562
Maldives	4603	0,052	4,5	0,440	0,912	0,912	0,468	86,4	0,864	45,1	0,549	4,1	0,965	5	0,625	0,751	-0,7	0,358	39,5	0,395	69,4	0,694	0,482	0,567
Mali	1038	0,011	4,3	0,433	0,733	0,733	0,392	68,7	0,687	40,1	0,599	8,8	0,909	8	1,000	0,799	0,5	0,399	53,7	0,537	44,3	0,443	0,460	0,550
Malte	23025	0,268	2,2	0,349	0,880	0,880	0,499	99,6	0,996	38,7	0,613	7,3	0,927	8	1,000	0,884	-2,6	0,292	49,4	0,494	65,9	0,659	0,482	0,621
Maroc	4093	0,046	6,5	0,520	0,882	0,882	0,483	79,4	0,794	39,5	0,605	9,7	0,899	7	0,875	0,793	-0,1	0,378	44,8	0,448	72,1	0,721	0,516	0,597
Maurice	11125	0,129	7,0	0,540	0,885	0,885	0,518	98,2	0,982	42,6	0,574	9,1	0,906	8	1,000	0,865	-0,7	0,358	54,0	0,540	78,1	0,781	0,560	0,648
Mauritanie	2011	0,022	6,1	0,504	0,704	0,704	0,410	65,8	0,658	39,0	0,610	20,0	0,776	8	1,000	0,761	4,5	0,538	42,6	0,426	44,2	0,442	0,469	0,547
Mexique	14119	0,164	2,0	0,341	0,815	0,815	0,440	94,4	0,944	46,1	0,539	3,2	0,976	6	0,750	0,802	-0,9	0,351	46,2	0,462	79,8	0,798	0,537	0,593
Moldavie	2897	0,032	7,0	0,540	0,790	0,790	0,454	96,1	0,961	33,2	0,668	7,4	0,926	8	1,000	0,889	-0,5	0,365	51,2	0,512	70,7	0,707	0,528	0,624
Mongolie	3222	0,036	8,7	0,607	0,820	0,820	0,488	95,5	0,955	32,8	0,672	3,3	0,975	8	1,000	0,900	8,7	0,684	50,0	0,500	68,1	0,681	0,622	0,670
Monténégro	5320	0,061	7,2	0,548	0,623	0,623	0,410	85,0	0,850	30,0	0,700	30,3	0,653	8	1,000	0,801	-1,5	0,330	47,3	0,473	70,2	0,702	0,502	0,571
Mozambique	842	0,008	7,0	0,540	0,758	0,758	0,435	65,5	0,655	47,3	0,527	21,0	0,764	8	1,000	0,736	1,4	0,431	44,8	0,448	53,9	0,539	0,473	0,548
Myanmar	1040	0,011	4,0	0,421	0,542	0,542	0,324	75,8	0,758	40,0	0,600	5,2	0,952	2	0,250	0,640	0,4	0,396	52,8	0,528	65,1	0,651	0,525	0,496
Namibie	5249	0,060	4,1	0,425	0,708	0,708	0,397	85,3	0,853	74,3	0,257	33,8	0,611	7	0,875	0,649	3,3	0,497	56,8	0,568	70,6	0,706	0,590	0,546
Népal	1078	0,011	4,0	0,421	0,840	0,840	0,424	66,1	0,661	47,2	0,528	1,8	0,993	7	0,875	0,764	-0,2	0,375	47,7	0,477	72,1	0,721	0,524	0,571
Nicaragua	2628	0,029	4,0	0,421	0,862	0,862	0,437	72,3	0,723	43,1	0,569	12,2	0,869	8	1,000	0,790	2,4	0,465	50,2	0,502	73,4	0,734	0,567	0,598
Niger	667	0,006	4,4	0,437	0,735	0,735	0,393	52,4	0,524	50,5	0,495	15,7	0,827	8	1,000	0,711	0,4	0,396	45,0	0,450	39,1	0,391	0,412	0,505
Nigeria	2027	0,022	9,1	0,623	0,782	0,782	0,476	63,3	0,633	43,7	0,563	5,8	0,945	8	1,000	0,785	-0,2	0,375	45,4	0,454	56,2	0,562	0,464	0,575
Norvège	53152	0,620	3,1	0,385	0,883	0,883	0,629	99,9	0,999	25,8	0,742	3,4	0,974	8	1,000	0,929	0,9	0,413	73,4	0,734	93,1	0,931	0,693	0,750
Nouvelle-Zélande	26610	0,310	2,0	0,341	0,993	0,993	0,548	98,1	0,981	36,2	0,638	3,8	0,969	6	0,750	0,834	9,0	0,694	61,0	0,610	88,9	0,889	0,731	0,705
Oman	23987	0,279	7,4	0,556	0,782	0,782	0,539	98,9	0,989	32,0	0,680	15,0	0,835	4	0,500	0,751	-1,2	0,340	47,9	0,479	70,3	0,703	0,507	0,599
Ouganda	1059	0,011	7,1	0,544	0,537	0,537	0,364	59,3	0,593	453,7	-3,537	3,2	0,976	8	1,000	-0,242	-0,2	0,375	51,3	0,513	61,6	0,616	0,501	0,208
Ouzbékistan	2389	0,027	8,0	0,579	0,852	0,852	0,486	84,0	0,840	36,8	0,632	21,0	0,764	5	0,625	0,715	-1,1	0,344	34,4	0,344	65,0	0,650	0,446	0,549
Pakistan	2594	0,029	6,0	0,500	0,734	0,734	0,421	63,7	0,637	30,6	0,694	6,2	0,940	8	1,000	0,818	-0,3	0,372	39,9	0,399	58,7	0,587	0,453	0,564
Panama	10357	0,120	7,7	0,567	0,849	0,849	0,512	91,3	0,913	56,1	0,439	9,1	0,906	8	1,000	0,814	0,6	0,403	57,7	0,577	83,1	0,831	0,604	0,643

	DÉVELOPPEMENT DURABLE																						INDICATEUR DÉVELOPPEMENT DURABLE	
	Secteur économique							Secteur économique							Secteur économique									
	PIB en PPA par tête	Index	Taux de croissance du PIB	Index	Facilités de création d'entreprise	Index	Sous-indicateur	Capacités de base	Index	GINI Pauvretés et inégalités	Index	Taux de chômage	Index	Ratification des textes sur droit international du travail	Index	Sous-indicateur	Empreinte écologique et bio capacité	Index	Durabilité environnementale	Index	Performance environnementale	Index		Sous Indicateur
Papouasie Nlle Guinée	1973	0,022	5,8	0,492	0,794	0,794	0,436	67,5	0,675	50,9	0,491	2,8	0,981	8	1,000	0,787	-0,3	0,372	55,2	0,552	64,8	0,648	0,524	0,582
Paraguay	4509	0,051	4,0	0,421	0,837	0,837	0,436	85,3	0,853	58,4	0,416	8,1	0,918	8	1,000	0,797	4,0	0,521	59,7	0,597	77,7	0,777	0,632	0,622
Pays-Bas	38994	0,455	2,1	0,345	0,883	0,883	0,561	99,6	0,996	30,9	0,691	5,2	0,952	8	1,000	0,910	-3,6	0,257	53,7	0,537	78,7	0,787	0,527	0,666
Pérou	7809	0,090	7,0	0,540	0,727	0,727	0,452	86,3	0,863	52,0	0,480	8,8	0,909	8	1,000	0,813	3,0	0,486	60,4	0,604	78,1	0,781	0,624	0,630
Philippines	3383	0,038	5,8	0,492	0,603	0,603	0,378	77,2	0,772	44,5	0,555	7,3	0,927	8	1,000	0,814	-0,5	0,365	42,3	0,423	77,9	0,779	0,522	0,571
Pologne	16316	0,189	4,9	0,456	0,757	0,757	0,468	99,5	0,995	34,5	0,655	13,8	0,850	8	1,000	0,875	-1,4	0,333	45,0	0,450	80,5	0,805	0,529	0,624
Portugal	21778	0,253	1,3	0,313	0,857	0,857	0,475	99,2	0,992	38,5	0,615	7,7	0,922	8	1,000	0,882	-2,6	0,292	54,2	0,542	85,8	0,858	0,564	0,640
Qatar	85638	1,000	14,1	0,821	0,780	0,780	0,867	96,2	0,962	3,9	0,961	3,9	0,968	5	0,625	0,879	-4,2	0,236	42,1	0,421	63,0	0,630	0,429	0,725
RDC	311	0,002	8,8	0,611	0,584	0,584	0,399	69,2	0,692	55,0	0,450	25,0	0,716	8	1,000	0,714	0,9	0,413	44,1	0,441	47,3	0,473	0,442	0,519
République dominicaine	8116	0,094	4,8	0,452	0,791	0,791	0,446	87,8	0,878	51,6	0,484	17,9	0,801	8	1,000	0,791	-0,8	0,354	43,7	0,437	83,0	0,830	0,540	0,592
République tchèque	24229	0,282	4,2	0,429	0,767	0,767	0,492	99,3	0,993	25,4	0,746	7,1	0,930	8	1,000	0,917	-2,3	0,302	46,6	0,466	76,8	0,768	0,512	0,641
Roumanie	11400	0,132	5,4	0,476	0,880	0,880	0,496	95,6	0,956	31,0	0,690	7,3	0,927	8	1,000	0,893	-0,1	0,378	46,2	0,462	71,9	0,719	0,520	0,636
Royaume-Uni	35634	0,415	1,6	0,325	0,881	0,881	0,541	98,8	0,988	36,0	0,640	5,0	0,955	8	1,000	0,896	-4,0	0,243	50,2	0,502	86,3	0,863	0,536	0,657
Russie	14704	0,171	6,8	0,532	0,814	0,814	0,505	98,5	0,985	39,9	0,601	7,2	0,928	8	1,000	0,879	2,5	0,469	56,1	0,561	83,9	0,839	0,623	0,669
Rwanda	898	0,009	6,0	0,500	0,795	0,795	0,435	52,7	0,527	46,8	0,532	8,0	0,919	8	1,000	0,744	-0,1	0,378	44,8	0,448	54,9	0,549	0,458	0,546
Sainte Lucie	10521	0,122	4,4	0,437	0,861	0,861	0,473	80,0	0,800	41,3	0,587	16,4	0,819	7	0,875	0,770	3,4	0,500	51,4	0,514	51,3	0,513	0,509	0,584
Sao Tomé et Príncipe	1643	0,018	6,0	0,500	0,675	0,675	0,398	81,9	0,819	48,7	0,513	35,0	0,597	8	1,000	0,732	3,4	0,500	46,2	0,462	59,0	0,590	0,517	0,549
Sénégal	1692	0,018	6,1	0,504	0,737	0,737	0,420	71,1	0,711	41,3	0,587	48,0	0,442	8	1,000	0,685	-0,3	0,372	51,1	0,511	62,8	0,628	0,504	0,536
Serbie	10071	0,116	4,0	0,421	0,735	0,735	0,424	85,0	0,850	30,0	0,700	20,9	0,765	8	1,000	0,829	-1,5	0,330	47,3	0,473	70,2	0,702	0,502	0,585
Seychelles	16693	0,194	4,6	0,444	0,780	0,780	0,473	87,0	0,870	39,4	0,606	2,0	0,990	8	1,000	0,867	0,3	0,392	49,7	0,497	75,8	0,758	0,549	0,629
Sierra Léone	692	0,007	6,5	0,520	0,788	0,788	0,438	60,7	0,607	62,9	0,371	27,0	0,692	6	0,750	0,605	0,4	0,396	43,4	0,434	40,0	0,400	0,410	0,484
Singapour	49754	0,580	4,0	0,421	0,914	0,914	0,639	91,5	0,915	42,5	0,575	4,5	0,961	5	0,625	0,769	1,5	0,434	48,1	0,481	72,4	0,724	0,546	0,651
Slovaquie	20267	0,236	6,6	0,524	0,789	0,789	0,516	96,6	0,966	25,8	0,742	13,3	0,856	8	1,000	0,891	-0,5	0,365	52,8	0,528	86,0	0,860	0,584	0,664
Slovénie	27227	0,317	4,1	0,425	0,764	0,764	0,502	99,2	0,992	28,4	0,716	5,9	0,944	8	1,000	0,913	-0,6	0,361	57,5	0,575	86,3	0,863	0,600	0,671
Somalie	140	0,000	-0,5	0,242	0,350	0,350	0,197	50,0	0,500	30,0	0,700	47,0	0,453	3	0,375	0,507	0,3	0,392	34,5	0,345	59,1	0,591	0,443	0,382
Soudan	2166	0,024	7,6	0,563	0,751	0,751	0,446	75,6	0,756	51,0	0,490	18,7	0,791	8	1,000	0,759	0,8	0,410	35,9	0,359	55,5	0,555	0,441	0,549
Sri Lanka	4264	0,048	6,4	0,516	0,890	0,890	0,485	50,0	0,500	40,2	0,598	6,6	0,936	8	1,000	0,758	-0,6	0,361	48,5	0,485	79,5	0,795	0,547	0,597
St Vincent et Grenadines	9759	0,113	5,0	0,460	0,826	0,826	0,466	93,3	0,933	35,7	0,643	15,0	0,835	8	1,000	0,853	3,4	0,500	51,2	0,512	75,4	0,754	0,589	0,636
Suède	36577	0,426	2,0	0,341	0,963	0,963	0,577	99,8	0,998	25,0	0,750	5,4	0,950	8	1,000	0,924	3,5	0,503	71,7	0,717	93,1	0,931	0,717	0,739
Suisse	36577	0,426	1,3	0,313	0,876	0,876	0,539	96,7	0,967	33,7	0,663	4,0	0,967	8	1,000	0,899	-3,6	0,257	63,7	0,637	95,5	0,955	0,616	0,685
Surinam	7762	0,089	6,8	0,532	0,194	0,194	0,272	85,9	0,859	36,0	0,640	14,0	0,847	5	0,625	0,743	3,4	0,500	58,4	0,584	79,2	0,792	0,625	0,547
Swaziland	5401	0,062	2,0	0,341	0,652	0,652	0,352	76,8	0,768	50,4	0,496	40,0	0,537	8	1,000	0,700	-0,1	0,378	55,0	0,550	61,3	0,613	0,514	0,522
Syrie	4491	0,051	4,0	0,421	0,665	0,665	0,379	93,7	0,937	42,0	0,580	11,7	0,875	8	1,000	0,848	-0,9	0,351	43,8	0,438	68,2	0,682	0,490	0,572
Tadjikistan	1842	0,020	4,1	0,425	0,660	0,660	0,368	85,0	0,850	32,6	0,674	2,7	0,982	8	1,000	0,877	-0,1	0,378	38,6	0,386	72,3	0,723	0,496	0,580
Tanzanie	1255	0,013	7,8	0,571	0,703	0,703	0,429	73,1	0,731	34,6	0,654	5,1	0,953	8	1,000	0,835	0,6	0,403	50,3	0,503	63,9	0,639	0,515	0,593
Tchad	1668	0,018	1,8	0,333	0,475	0,475	0,275	42,4	0,424	52,3	0,477	35,0	0,597	8	1,000	0,624	1,5	0,434	45,0	0,450	45,9	0,459	0,448	0,449
Thaïlande	7906	0,091	5,3	0,472	0,811	0,811	0,458	96,3	0,963	42,0	0,580	1,2	1,000	5	0,625	0,792	-0,4	0,368	49,8	0,498	79,2	0,792	0,553	0,601
Timor Leste	2505	0,028	2,5	0,361	0,748	0,748	0,379	59,8	0,598	54,0	0,460	50,0	0,418	0	0,000	0,369	-0,6	0,361	42,3	0,423	75,6	0,756	0,513	0,420
Togo	806	0,008	3,0	0,381	0,658	0,658	0,349	70,9	0,709	59,7	0,403	28,0	0,680	8	1,000	0,698	-0,1	0,378	44,5	0,445	62,3	0,623	0,482	0,510
Tonga	5209	0,060	0,8	0,294	0,923	0,923	0,425	94,7	0,947	42,8	0,572	13,0	0,859	6	0,750	0,782	-0,6	0,361	41,9	0,419	71,4	0,714	0,498	0,568
Trinité et Tobago	18384	0,214	5,9	0,496	0,776	0,776	0,495	94,7	0,947	38,9	0,611	8,0	0,919	8	1,000	0,869	-2,7	0,288	36,3	0,363	70,4	0,704	0,452	0,605
Tunisie	7534	0,087	5,5	0,480	0,771	0,771	0,446	94,9	0,949	39,8	0,602	14,2	0,845	8	1,000	0,849	-0,8	0,354	51,8	0,518	78,1	0,781	0,551	0,615
Turkménistan	5171	0,059	9,5	0,639	0,651	0,651	0,450	90,0	0,900	40,8	0,592	60,0	0,298	6	0,750	0,635	0,1	0,385	33,1	0,331	71,3	0,713	0,476	0,520

	DÉVELOPPEMENT DURABLE																						INDICATEUR DÉVELOPPEMENT DURABLE	
	Secteur économique							Secteur économique							Secteur économique									
	PIB en PPA par tête	Index	Taux de croissance du PIB	Index	Facilités de création d'entreprise	Index	Sous- indicateur	Capacités de base	Index	GINI Pauvretés et inégalités	Index	Taux de chômage	Index	Ratification des textes sur droit international du travail	Index	Sous- indicateur	Empreinte écologique et bio capacité	Index	Durabilité environnementale	Index	Performance environnementale	Index		Sous Indicateur
Turquie	12858	0,149	4,0	0,421	0,886	0,886	0,485	92,4	0,924	43,6	0,564	9,9	0,896	8	1,000	0,846	-0,7	0,358	46,6	0,466	75,9	0,759	0,528	0,620
Ukraine	6968	0,080	5,6	0,484	0,760	0,760	0,441	98,5	0,985	28,1	0,719	6,8	0,933	8	1,000	0,909	-1,5	0,330	44,7	0,447	74,1	0,741	0,506	0,619
Uruguay	11674	0,135	6,0	0,500	0,720	0,720	0,452	96,3	0,963	44,9	0,551	10,6	0,888	8	1,000	0,850	6,1	0,594	71,8	0,718	82,3	0,823	0,712	0,671
Venezuela	12176	0,141	5,8	0,492	0,511	0,511	0,381	94,6	0,946	48,2	0,518	15,8	0,826	8	1,000	0,822	0,2	0,389	48,1	0,481	80,0	0,800	0,557	0,587
Viet Nam	2589	0,029	7,3	0,552	0,715	0,715	0,432	90,0	0,900	34,4	0,656	2,1	0,989	5	0,625	0,793	-0,1	0,378	42,3	0,423	73,9	0,739	0,513	0,579
Yémen	2342	0,026	4,1	0,425	0,678	0,678	0,376	61,1	0,611	33,4	0,666	11,5	0,877	8	1,000	0,789	-0,5	0,365	37,3	0,373	49,7	0,497	0,412	0,525
Zambie	1323	0,014	6,3	0,512	0,866	0,866	0,464	73,0	0,730	50,8	0,492	12,0	0,871	8	1,000	0,773	2,8	0,479	51,1	0,511	55,1	0,551	0,514	0,584
Zimbabwe	188	0,001	-6,6	0,000	0,710	0,710	0,237	79,7	0,797	50,1	0,499	6,0	0,943	8	1,000	0,810	-0,1	0,378	41,2	0,412	69,3	0,693	0,494	0,514

INDICATEUR DÉVELOPPEMENT DURABLE (CLASSEMENT MONDIAL PAR ORDRE DÉCROISSANT)

Norvège	0,750	Singapour	0,651	Kazakhstan	0,622	Arabie saoudite	0,593	Liban	0,571	Burundi	0,533
Finlande	0,741	Azerbaïdjan	0,650	Congo	0,621	Indonésie	0,593	Afrique du sud	0,570	Angola	0,527
Suède	0,740	Chypre	0,650	Grèce	0,621	Tanzanie	0,593	Tonga	0,569	Brunei	0,526
Qatar	0,725	Belgique	0,649	Arménie	0,620	Corée du Sud	0,593	Maldives	0,567	Yémen	0,526
Luxembourg	0,716	Maurice	0,648	Égypte	0,620	République dominicaine	0,592	Éthiopie	0,565	Swaziland	0,522
Australie	0,712	Géorgie	0,647	Turquie	0,620	Fidji	0,589	Cameroun	0,564	Turkménistan	0,521
Islande	0,710	Argentine	0,647	Colombie	0,620	Émirats arabes unis	0,589	Pakistan	0,564	RDC	0,519
Nouvelle-Zélande	0,705	Japon	0,644	Ukraine	0,619	Madagascar	0,589	Malawi	0,562	Iles Salomon	0,515
Canada	0,702	Panama	0,643	Malaisie	0,616	Bhoutan	0,588	Centre Afrique	0,562	Guinée équatoriale	0,515
Irlande	0,698	Chili	0,643	Tunisie	0,615	Venezuela	0,587	Cap Vert	0,555	Zimbabwe	0,514
Autriche	0,689	Israël	0,641	Belize	0,615	Bahreïn	0,585	Bangladesh	0,553	Kenya	0,512
Lettonie	0,688	République tchèque	0,641	Cuba	0,613	Équateur	0,585	Mali	0,550	Togo	0,510
Danemark	0,687	Portugal	0,640	Bolivie	0,612	Serbie	0,585	Sao Tomé et Principe	0,549	Irak	0,509
Suisse	0,685	Albanie	0,637	Brésil	0,607	Sainte Lucie	0,584	Ouzbékistan	0,549	Niger	0,506
Slovénie	0,672	Roumanie	0,637	Jamaïque	0,606	Macédoine	0,584	Soudan	0,549	Afghanistan	0,499
Uruguay	0,671	Bulgarie	0,636	Trinité et Tobago	0,605	Zambie	0,584	Bénin	0,549	Myanmar	0,497
Lituanie	0,671	St Vincent et Grenadines	0,636	Koweït	0,605	Papouasie Nlle Guinée	0,582	Mozambique	0,548	Érythrée	0,491
Mongolie	0,670	Italie	0,635	Libye	0,602	Tadjikistan	0,580	Chine	0,547	Djibouti	0,488
Russie	0,669	Grenade	0,631	Thaïlande	0,601	Viet Nam	0,579	Surinam	0,547	Sierra Léone	0,485
France	0,668	Dominique	0,630	Guyana	0,601	Honduras	0,579	Mauritanie	0,547	Burkina Faso	0,470
Estonie	0,668	Pérou	0,630	Botswana	0,601	El Salvador	0,578	Rwanda	0,546	Gaza/Cisjordanie	0,464
Pays-Bas	0,666	Seychelles	0,630	Oman	0,599	Nigeria	0,575	Namibie	0,546	Guinée Bissau	0,457
Slovaquie	0,664	Barbade	0,626	Nicaragua	0,598	Ghana	0,573	Gambie	0,545	Libéria	0,451
Allemagne	0,659	Costa-Rica	0,625	Maroc	0,597	Guatemala	0,573	Laos	0,543	Tchad	0,449
Espagne	0,658	Kirghizstan	0,625	Sri Lanka	0,597	Syrie	0,572	Lesotho	0,540	Haïti	0,425
Croatie	0,658	Pologne	0,624	Jordanie	0,596	Iran	0,572	Guinée	0,540	Timor Leste	0,421
Royaume-Uni	0,657	Moldavie	0,624	Bosnie Herzégovine	0,595	Philippines	0,571	Côte d'Ivoire	0,540	Corée du Nord	0,414
Belarus	0,655	Bahamas	0,622	Algérie	0,595	Monténégro	0,571	Comores	0,540	Somalie	0,383
Gabon	0,655	Paraguay	0,622	États-Unis	0,594	Népal	0,571	Sénégal	0,536	Ouganda	0,208
Hongrie	0,652	Malte	0,622	Mexique	0,593	Cambodge	0,571	Inde	0,534	MOYENNE	0,591

INDICATEUR DÉVELOPPEMENT DURABLE (CLASSEMENTS RÉGIONAUX PAR ORDRE DÉCROISSANT)

AFRIQUE		UE OCDE		AMÉRIQUE LATINE CARAÏBES		ASIE PACIFIQUE		ÉTATS ARABES		CEI ASIE CENTRALE BALKANS	
Gabon	0,655	Norvège	0,750	Uruguay	0,671	Mongolie	0,670	Qatar	0,725	Russie	0,669
Maurice	0,648	Finlande	0,741	Argentine	0,647	Singapour	0,651	Égypte	0,620	Croatie	0,658
Seychelles	0,630	Suède	0,740	Panama	0,643	Malaisie	0,616	Tunisie	0,615	Belarus	0,655
Congo	0,621	Luxembourg	0,716	Chili	0,643	Thaïlande	0,601	Koweït	0,605	Azerbaïdjan	0,650
Botswana	0,601	Australie	0,712	St Vincent et Grenadines	0,636	Sri Lanka	0,597	Libye	0,602	Géorgie	0,647
Tanzanie	0,593	Islande	0,710	Grenade	0,631	Indonésie	0,593	Oman	0,599	Albanie	0,637
Madagascar	0,589	Nouvelle-Zélande	0,705	Dominique	0,630	Fidji	0,589	Maroc	0,597	Kirghizstan	0,625
Zambie	0,584	Canada	0,702	Pérou	0,630	Bhoutan	0,588	Jordanie	0,596	Moldavie	0,624
Nigeria	0,575	Irlande	0,698	Barbade	0,626	Papouasie Nlle Guinée	0,582	Algérie	0,595	Kazakhstan	0,622
Ghana	0,573	Autriche	0,689	Costa Rica	0,625	Viet Nam	0,579	Arabie saoudite	0,593	Arménie	0,620
Afrique du sud	0,570	Lettonie	0,688	Bahamas	0,622	Iran	0,572	Émirats arabes unis	0,589	Ukraine	0,619
Éthiopie	0,565	Danemark	0,687	Paraguay	0,622	Philippines	0,571	Bahreïn	0,585	Bosnie Herzégovine	0,595
Cameroun	0,564	Suisse	0,685	Colombie	0,620	Népal	0,571	Syrie	0,572	Serbie	0,585
Malawi	0,562	Slovénie	0,672	Belize	0,615	Cambodge	0,571	Liban	0,571	Macédoine	0,584
Centre Afrique	0,562	Lituanie	0,671	Cuba	0,613	Tonga	0,569	Soudan	0,549	Tadjikistan	0,580
Cap Vert	0,555	France	0,668	Bolivie	0,612	Maldives	0,567	Yémen	0,526	Monténégro	0,571
Mali	0,550	Estonie	0,668	Brésil	0,607	Pakistan	0,564	Irak	0,509	Ouzbékistan	0,549
Sao Tomé et Príncipe	0,549	Pays-Bas	0,666	Jamaïque	0,606	Bangladesh	0,553	Djibouti	0,488	Turkménistan	0,521
Bénin	0,549	Slovaquie	0,664	Trinidad et Tobago	0,605	Chine	0,547	Gaza/Cisjordanie	0,464		
Mozambique	0,548	Allemagne	0,659	Guyana	0,601	Laos	0,543	Somalie	0,383		
Mauritanie	0,547	Espagne	0,658	Nicaragua	0,598	Inde	0,534				
Rwanda	0,546	Royaume-Uni	0,657	République dominicaine	0,592	Brunei	0,526				
Namibie	0,546	Hongrie	0,652	Venezuela	0,587	Iles Salomon	0,515				
Gambie	0,545	Chypre	0,650	Équateur	0,585	Afghanistan	0,499				
Lesotho	0,540	Belgique	0,649	Sainte Lucie	0,584	Myanmar	0,497				
Guinée	0,540	Japon	0,644	Honduras	0,579	Timor Leste	0,421				
Côte d'Ivoire	0,540	Israël	0,641	El Salvador	0,578	Corée du Nord	0,414				
Comores	0,540	République tchèque	0,641	Guatemala	0,573						
Sénégal	0,536	Portugal	0,640	Surinam	0,547						
Burundi	0,533	Roumanie	0,637	Haïti	0,425						
Angola	0,527	Bulgarie	0,636								
Swaziland	0,522	Italie	0,635								
RDC	0,519	Pologne	0,624								
Guinée équatoriale	0,515	Malte	0,622								
Zimbabwe	0,514	Grèce	0,621								
Kenya	0,512	Turquie	0,620								
Togo	0,510	États Unis	0,594								
Niger	0,506	Mexique	0,593								
Erythrée	0,491	Corée du Sud	0,593								
Sierra Léone	0,485										
Burkina Faso	0,470										
Guinée Bissau	0,457										
Libéria	0,451										
Tchad	0,449										
Ouganda	0,208										
MOYENNE	0,538	MOYENNE	0,664	MOYENNE	0,605	MOYENNE	0,559	MOYENNE	0,569	MOYENNE	0,612

ANNEXE DEVELOPPEMENT HUMAIN

SOUS-INDICATEUR DEVELOPPEMENT HUMAIN

Index : Développement humain

Les données utilisées sont celles du *Rapport sur le développement humain du PNUD*³¹ et nous reprenons intégralement cet indicateur dans cette étude.

SOUS-INDICATEUR BONHEUR ET BIEN-ETRE

Index : Bonheur

Présenté par la NEF (New Economics Foundation)³², cet index est le résultat d'une combinaison entre un indice de satisfaction (déterminé à partir des résultats d'une enquête internationale d'opinion qui demandait aux intéressés de chiffrer sur une échelle de 0 à 10 leur degré de satisfaction), l'espérance de vie à la naissance (telle qu'elle est estimée par le PNUD dans son rapport sur le développement humain) et l'impact écologique du Global Footprint Network. Le calcul de l'index est, à partir des résultats de l'étude la NEF, effectué de la manière suivante, avec pour valeur maximum 67,24 (Colombie) et pour valeur minimum 16,64 (Zimbabwe)³³ :

$$\text{Index} = 1 - \left\{ \frac{100 - 100 \times \left\{ \frac{\text{Résultat pays} - \text{Résultat minimum}}{\text{Résultat max.} - \text{Résultat minimum}} \right\}}{100} \right\}$$

Index : Bien-être

Également présenté par la NEF l'index de bien-être subjectif personnel est le résultat de la combinaison entre le bien-être économique, le bien-être environnemental et le bien-être social. Le calcul de cet index est effectué de la manière suivante, avec pour valeur maximum 273 (Danemark) et pour valeur minimum 100 (Burundi)³⁴ :

$$\text{Index} = 1 - \left\{ \frac{100 - 100 \times \left\{ \frac{\text{Résultat pays} - \text{Résultat minimum}}{\text{Résultat max.} - \text{Résultat minimum}} \right\}}{100} \right\}$$

³¹ <http://www.undp.org/>

³² <http://www.neweconomics.org/gen/>

³³ http://www.lexas.net/rankings/happy_planet_index.asp

³⁴ http://www.lexas.net/rankings/global_happiness_index.asp

Index : Qualité de vie

Développé par *International living*³⁵ l'index 2008 de qualité de la vie est basé sur la prise en compte des paramètres suivants : coût de la vie, culture et loisirs, économie, environnement, libertés, santé, infrastructures, climat et sûreté et risques.

Cet index est exprimé sur une échelle de valeurs allant de 0 à 100, où 0 est le plus mauvais score et 100 le score le meilleur et le calcul de l'index que nous utiliserons sera le suivant :

$$\text{Index} = \frac{\text{Résultat pays}}{100}$$

Le sous-indicateur « Bonheur et Bien-être » est calculé en faisant la moyenne des trois index de cette catégorie.

L'indicateur DEVELOPPEMENT HUMAIN est la moyenne des deux sous-indicateurs précédemment déterminés.

Le résultat final au niveau mondial correspond à la moyenne des 179 pays étudiés soit : 0,627.

³⁵

<http://www.internationalliving.com/Internal-Components/Further-Resources/qofl2009>

DEVELOPPEMENT HUMAIN										DEVELOPPEMENT HUMAIN	DEVELOPPEMENT HUMAIN										DEVELOPPEMENT HUMAIN
PNUD		Bien-être et bonheur									PNUD	Bien-être et bonheur									
Index	Sous indicateur	Bien-être subjectif	Index	Bonheur	Index	Qualité de vie	Index	Sous indicateur	Index			Sous indicateur	Bien-être subjectif	Index	Bonheur	Index	Qualité de vie	Index	Sous indicateur		
Afghanistan	0,308	0,308	175	0,434	22,00	0,106	31	0,310	0,283	0,296	Kirghizstan	0,696	0,696	220	0,694	59,05	0,838	49	0,490	0,674	0,685
Afrique du sud	0,674	0,674	190	0,520	27,80	0,221	65	0,650	0,464	0,569	Koweït	0,891	0,891	240	0,809	27,67	0,218	48	0,480	0,502	0,697
Albanie	0,801	0,801	153	0,306	42,13	0,504	59	0,590	0,467	0,634	Laos	0,601	0,601	180	0,462	40,26	0,467	43	0,430	0,453	0,527
Algérie	0,733	0,733	173	0,422	45,89	0,578	45	0,450	0,483	0,608	Lesotho	0,549	0,549	143	0,249	23,05	0,127	53	0,530	0,302	0,425
Allemagne	0,935	0,935	240	0,809	43,83	0,537	80	0,800	0,716	0,825	Lettonie	0,855	0,855	157	0,329	27,27	0,210	67	0,670	0,403	0,629
Angola	0,446	0,446	160	0,347	27,88	0,222	39	0,390	0,320	0,383	Liban	0,772	0,772	187	0,503	43,64	0,534	54	0,540	0,525	0,649
Arabie saoudite	0,812	0,812	243	0,827	42,65	0,514	44	0,440	0,594	0,703	Libéria	0,423	0,423	135	0,202	26,00	0,185	38	0,380	0,256	0,339
Argentine	0,869	0,869	227	0,734	51,96	0,698	74	0,740	0,724	0,797	Libye	0,818	0,818	190	0,520	40,33	0,468	47	0,470	0,486	0,652
Arménie	0,775	0,775	123	0,133	36,15	0,386	56	0,560	0,360	0,567	Lituanie	0,862	0,862	157	0,329	29,29	0,250	72	0,720	0,433	0,648
Australie	0,962	0,962	243	0,827	34,06	0,344	79	0,790	0,654	0,808	Luxembourg	0,944	0,944	253	0,884	45,62	0,573	82	0,820	0,759	0,852
Autriche	0,948	0,948	260	0,925	48,77	0,635	74	0,740	0,767	0,857	Macédoine	0,801	0,801	163	0,364	39,14	0,445	62	0,620	0,476	0,639
Azerbaïdjan	0,746	0,746	163	0,364	40,69	0,475	48	0,480	0,440	0,593	Madagascar	0,533	0,533	193	0,538	45,99	0,580	52	0,520	0,546	0,539
Bahamas	0,845	0,845	257	0,908	44,90	0,558	61	0,610	0,692	0,769	Malaisie	0,811	0,811	247	0,850	52,69	0,712	58	0,580	0,714	0,763
Bahreïn	0,866	0,866	240	0,809	34,35	0,350	51	0,510	0,556	0,711	Malawi	0,437	0,437	153	0,306	26,66	0,198	52	0,520	0,341	0,389
Bangladesh	0,547	0,547	190	0,520	53,20	0,723	47	0,470	0,571	0,559	Maldives	0,741	0,741	220	0,694	53,52	0,729	52	0,520	0,647	0,694
Barbade	0,892	0,892	243	0,827	52,73	0,713	61	0,610	0,717	0,804	Mali	0,380	0,380	177	0,445	33,68	0,337	46	0,460	0,414	0,397
Belarus	0,804	0,804	133	0,191	25,78	0,181	56	0,560	0,310	0,557	Malte	0,878	0,878	250	0,867	53,26	0,724	74	0,740	0,777	0,827
Belgique	0,946	0,946	243	0,827	44,04	0,542	74	0,740	0,703	0,824	Maroc	0,646	0,646	187	0,503	54,43	0,747	57	0,570	0,607	0,626
Belize	0,778	0,778	230	0,751	51,32	0,685	66	0,660	0,699	0,738	Maurice	0,804	0,804	217	0,676	49,65	0,652	63	0,630	0,653	0,728
Bénin	0,437	0,437	180	0,462	40,10	0,464	49	0,490	0,472	0,455	Mauritanie	0,550	0,550	177	0,445	37,30	0,408	43	0,430	0,428	0,489
Bhoutan	0,579	0,579	253	0,884	61,08	0,878	54	0,540	0,768	0,673	Mexique	0,829	0,829	230	0,751	54,39	0,746	68	0,680	0,726	0,777
Bolivie	0,695	0,695	183	0,480	46,17	0,584	62	0,620	0,561	0,628	Moldavie	0,708	0,708	117	0,098	31,12	0,286	63	0,630	0,338	0,523
Bosnie Herzégovine	0,803	0,803	170	0,405	40,96	0,481	60	0,600	0,495	0,649	Mongolie	0,700	0,700	223	0,711	49,59	0,651	55	0,550	0,637	0,669
Botswana	0,654	0,654	180	0,462	25,42	0,174	61	0,610	0,415	0,535	Monténégro	0,783	0,783	175	0,434	39,45	0,451	55	0,550	0,478	0,631
Bésil	0,800	0,800	210	0,636	48,59	0,631	68	0,680	0,649	0,725	Mozambique	0,384	0,384	180	0,462	33,01	0,324	46	0,460	0,415	0,400
Brunei	0,894	0,894	253	0,884	41,16	0,485	54	0,540	0,636	0,765	Myanmar	0,583	0,583	177	0,445	44,55	0,552	46	0,460	0,486	0,534
Bulgarie	0,824	0,824	143	0,249	31,59	0,295	70	0,700	0,415	0,619	Namibie	0,650	0,650	217	0,676	38,41	0,430	62	0,620	0,576	0,613
Burkina Faso	0,370	0,370	157	0,329	30,08	0,266	42	0,420	0,338	0,354	Népal	0,534	0,534	183	0,480	49,95	0,658	49	0,490	0,543	0,538
Burundi	0,413	0,413	100	0,000	19,02	0,047	42	0,420	0,156	0,284	Nicaragua	0,710	0,710	210	0,636	59,09	0,839	58	0,580	0,685	0,697
Cambodge	0,598	0,598	187	0,503	42,15	0,504	45	0,450	0,486	0,542	Niger	0,374	0,374	150	0,289	26,80	0,201	42	0,420	0,303	0,339
Cameroon	0,532	0,532	170	0,405	32,76	0,319	42	0,420	0,381	0,457	Nigeria	0,470	0,470	183	0,480	31,14	0,287	43	0,430	0,399	0,434
Canada	0,962	0,962	253	0,884	39,76	0,457	74	0,740	0,694	0,828	Norvège	0,968	0,968	247	0,850	39,18	0,445	74	0,740	0,678	0,823
Cap Vert	0,736	0,736	193	0,538	52,41	0,707	49	0,490	0,578	0,657	Nouvelle-Zélande	0,943	0,943	247	0,850	41,92	0,500	77	0,770	0,706	0,825
Centre Afrique	0,384	0,384	163	0,364	25,90	0,183	42	0,420	0,322	0,353	Oman	0,814	0,814	243	0,827	43,94	0,540	43	0,430	0,599	0,706
Chili	0,868	0,868	217	0,676	52,20	0,703	65	0,650	0,676	0,772	Ouganda	0,505	0,505	157	0,329	27,68	0,218	44	0,440	0,329	0,417
Chine	0,777	0,777	210	0,636	55,99	0,778	56	0,560	0,658	0,717	Ouzbékistan	0,702	0,702	213	0,653	49,22	0,644	47	0,470	0,589	0,646
Chypre	0,903	0,903	230	0,751	45,99	0,580	63	0,630	0,654	0,778	Pakistan	0,551	0,551	143	0,249	39,40	0,450	40	0,400	0,366	0,459
Colombie	0,791	0,791	240	0,809	67,24	1,000	65	0,650	0,820	0,805	Panama	0,812	0,812	240	0,809	63,54	0,927	68	0,680	0,805	0,809
Comores	0,561	0,561	197	0,561	52,92	0,717	50	0,500	0,593	0,577	Papouasie Nlle Guinée	0,530	0,530	210	0,636	44,75	0,556	47	0,470	0,554	0,542
Congo	0,548	0,548	190	0,520	41,59	0,493	45	0,450	0,488	0,518	Paraguay	0,755	0,755	217	0,676	51,13	0,682	62	0,620	0,659	0,707
Corée du Nord	0,279	0,279	145	0,260	18,00	0,027	49	0,490	0,259	0,269	Pays-Bas	0,953	0,953	250	0,867	46,00	0,580	75	0,750	0,732	0,843
Corée du Sud	0,921	0,921	193	0,538	41,11	0,484	67	0,670	0,564	0,742	Pérou	0,773	0,773	187	0,503	55,14	0,761	54	0,540	0,601	0,687
Costa-Rica	0,846	0,846	250	0,867	66,00	0,975	71	0,710	0,851	0,848	Philippines	0,771	0,771	213	0,653	59,17	0,841	51	0,510	0,668	0,719
Côte d'Ivoire	0,432	0,432	150	0,289	28,80	0,240	40	0,400	0,310	0,371	Pologne	0,870	0,870	197	0,561	39,29	0,448	69	0,690	0,566	0,718
Croatie	0,850	0,850	197	0,561	43,71	0,535	68	0,680	0,592	0,721	Portugal	0,897	0,897	203	0,595	34,83	0,359	74	0,740	0,565	0,731
Cuba	0,838	0,838	210	0,636	61,86	0,894	56	0,560	0,697	0,767	Qatar	0,875	0,875	233	0,769	25,50	0,175	47	0,470	0,471	0,673
Danemark	0,949	0,949	273	1,000	41,40	0,489	71	0,710	0,733	0,841	RDC	0,411	0,411	110	0,058	20,69	0,080	39	0,390	0,176	0,293

DEVELOPPEMENT HUMAIN										DEVELOPPEMENT HUMAIN	DEVELOPPEMENT HUMAIN										DEVELOPPEMENT HUMAIN
PNUD		Bien-être et bonheur									PNUD	Bien-être et bonheur									
Index	Sous indicateur	Bien-être subjectif	Index	Bonheur	Index	Qualité de vie	Index	Sous indicateur	Index			Sous indicateur	Bien-être subjectif	Index	Bonheur	Index	Qualité de vie	Index	Sous indicateur		
Djibouti	0,516	0,516	160	0,347	32,72	0,318	37	0,370	0,345	0,430	République dominicaine	0,779	0,779	233	0,769	57,14	0,800	60	0,600	0,723	0,751
Dominique	0,798	0,798	243	0,827	64,55	0,947	66	0,660	0,811	0,805	République tchèque	0,891	0,891	213	0,653	36,59	0,394	70	0,700	0,582	0,737
Égypte	0,708	0,708	160	0,347	41,58	0,493	50	0,500	0,447	0,577	Roumanie	0,813	0,813	173	0,422	37,72	0,417	67	0,670	0,503	0,658
El Salvador	0,735	0,735	220	0,694	61,66	0,890	56	0,560	0,714	0,725	Royaume-Uni	0,946	0,946	237	0,792	40,29	0,467	68	0,680	0,646	0,796
Émirats arabes unis	0,868	0,868	247	0,850	28,20	0,228	45	0,450	0,509	0,689	Russie	0,802	0,802	143	0,249	22,76	0,121	52	0,520	0,297	0,549
Équateur	0,772	0,772	187	0,503	49,29	0,645	69	0,690	0,613	0,692	Rwanda	0,452	0,452	147	0,272	28,35	0,231	43	0,430	0,311	0,382
Érythrée	0,483	0,483	147	0,272	34,49	0,353	39	0,390	0,338	0,411	Sainte Lucie	0,795	0,795	233	0,769	61,31	0,883	57	0,570	0,741	0,768
Espagne	0,949	0,949	233	0,769	43,04	0,522	76	0,760	0,684	0,816	Sao Tomé et Príncipe	0,654	0,654	223	0,711	57,92	0,816	56	0,560	0,696	0,675
Estonie	0,860	0,860	170	0,405	22,68	0,119	68	0,680	0,401	0,631	Sénégal	0,499	0,499	187	0,503	40,81	0,478	50	0,500	0,494	0,496
États-Unis	0,951	0,951	247	0,850	28,83	0,241	83	0,830	0,640	0,796	Serbie	0,780	0,780	175	0,434	39,45	0,451	63	0,630	0,505	0,642
Éthiopie	0,406	0,406	157	0,329	32,53	0,314	41	0,410	0,351	0,379	Seychelles	0,843	0,843	247	0,850	56,07	0,779	59	0,590	0,740	0,791
Fidji	0,762	0,762	223	0,711	54,47	0,748	54	0,540	0,666	0,714	Sierra Léone	0,336	0,336	167	0,387	28,24	0,229	32	0,320	0,312	0,324
Finlande	0,952	0,952	257	0,908	37,36	0,409	71	0,710	0,676	0,814	Singapour	0,922	0,922	230	0,751	36,14	0,385	58	0,580	0,572	0,747
France	0,952	0,952	220	0,694	36,42	0,391	85	0,850	0,645	0,798	Slovaquie	0,863	0,863	180	0,462	35,81	0,379	68	0,680	0,507	0,685
Gabon	0,677	0,677	207	0,618	40,52	0,472	43	0,430	0,507	0,592	Slovenie	0,917	0,917	220	0,694	44,03	0,541	70	0,700	0,645	0,781
Gambie	0,502	0,502	190	0,520	42,46	0,510	46	0,460	0,497	0,499	Somalie	0,295	0,295	130	0,173	18,60	0,039	30	0,300	0,171	0,233
Gaza/Cisjordanie	0,731	0,731	120	0,116	25,00	0,165	30	0,300	0,194	0,462	Soudan	0,526	0,526	120	0,116	27,74	0,219	31	0,310	0,215	0,370
Géorgie	0,754	0,754	137	0,214	41,15	0,484	57	0,570	0,423	0,588	Sri Lanka	0,743	0,743	203	0,595	60,31	0,863	53	0,530	0,663	0,703
Ghana	0,553	0,553	207	0,618	46,98	0,600	53	0,530	0,583	0,568	St Vincent et Grenadines	0,761	0,761	240	0,809	61,37	0,884	55	0,550	0,748	0,754
Grèce	0,926	0,926	210	0,636	35,71	0,377	70	0,700	0,571	0,748	Suède	0,956	0,956	257	0,908	38,17	0,425	71	0,710	0,681	0,819
Grenade	0,777	0,777	217	0,676	48,96	0,639	62	0,620	0,645	0,711	Suisse	0,955	0,955	273	1,000	48,30	0,626	84	0,840	0,822	0,888
Guatemala	0,689	0,689	233	0,769	61,69	0,890	58	0,580	0,746	0,718	Surinam	0,774	0,774	243	0,827	55,03	0,759	56	0,560	0,715	0,745
Guinée	0,456	0,456	170	0,405	37,42	0,411	39	0,390	0,402	0,429	Swaziland	0,547	0,547	140	0,231	18,38	0,034	53	0,530	0,265	0,406
Guinée Bissau	0,374	0,374	180	0,462	35,08	0,364	46	0,460	0,429	0,401	Syrie	0,724	0,724	170	0,405	43,23	0,525	50	0,500	0,477	0,600
Guinée équatoriale	0,642	0,642	173	0,422	23,77	0,141	42	0,420	0,328	0,485	Tadjikistan	0,673	0,673	203	0,595	57,66	0,811	47	0,470	0,625	0,649
Guyana	0,750	0,750	240	0,809	56,65	0,791	55	0,550	0,717	0,733	Tanzanie	0,467	0,467	183	0,480	35,08	0,364	46	0,460	0,435	0,451
Haiti	0,529	0,529	183	0,480	43,34	0,528	41	0,410	0,472	0,501	Tchad	0,388	0,388	150	0,289	25,37	0,173	37	0,370	0,277	0,333
Honduras	0,700	0,700	240	0,809	61,75	0,892	59	0,590	0,764	0,732	Thaïlande	0,781	0,781	217	0,676	55,39	0,766	56	0,560	0,667	0,724
Hongrie	0,874	0,874	190	0,520	37,64	0,415	71	0,710	0,548	0,711	Timor Leste	0,514	0,514	220	0,694	52,04	0,700	35	0,350	0,581	0,548
Iles Salomon	0,602	0,602	230	0,751	58,93	0,836	49	0,490	0,692	0,647	Togo	0,512	0,512	163	0,364	36,86	0,400	44	0,440	0,401	0,457
Inde	0,619	0,619	180	0,462	48,67	0,633	49	0,490	0,528	0,574	Tonga	0,819	0,819	220	0,694	57,90	0,815	56	0,560	0,690	0,754
Indonésie	0,728	0,728	220	0,694	57,90	0,815	48	0,480	0,663	0,696	Trinité et Tobago	0,814	0,814	230	0,751	51,87	0,696	56	0,560	0,669	0,742
Irak	0,575	0,575	110	0,058	23,00	0,126	29	0,290	0,158	0,366	Tunisie	0,766	0,766	213	0,653	58,92	0,836	59	0,590	0,693	0,729
Iran	0,759	0,759	200	0,578	47,23	0,605	45	0,450	0,544	0,652	Turkménistan	0,713	0,713	133	0,191	23,96	0,145	44	0,440	0,258	0,486
Irlande	0,959	0,959	253	0,884	39,38	0,449	65	0,650	0,661	0,810	Turquie	0,775	0,775	177	0,445	41,40	0,489	58	0,580	0,505	0,640
Islande	0,968	0,968	260	0,925	48,35	0,627	72	0,720	0,757	0,863	Ukraine	0,788	0,788	120	0,116	22,21	0,110	62	0,620	0,282	0,535
Israël	0,932	0,932	223	0,711	39,07	0,443	63	0,630	0,595	0,763	Uruguay	0,852	0,852	210	0,636	49,31	0,646	74	0,740	0,674	0,763
Italie	0,941	0,941	230	0,751	48,26	0,625	78	0,780	0,719	0,830	Venezuela	0,792	0,792	247	0,850	57,55	0,808	57	0,570	0,743	0,767
Jamaïque	0,736	0,736	233	0,769	51,01	0,679	59	0,590	0,679	0,708	Viet Nam	0,733	0,733	203	0,595	61,23	0,881	49	0,490	0,656	0,694
Japon	0,953	0,953	207	0,618	41,70	0,495	74	0,740	0,618	0,785	Yémen	0,508	0,508	207	0,618	55,00	0,758	31	0,310	0,562	0,535
Jordanie	0,773	0,773	170	0,405	42,05	0,502	55	0,550	0,486	0,629	Zambie	0,434	0,434	163	0,364	25,91	0,183	51	0,510	0,352	0,393
Kazakhstan	0,794	0,794	193	0,538	36,92	0,401	47	0,470	0,469	0,632	Zimbabwe	0,513	0,513	110	0,058	16,64	0,000	42	0,420	0,159	0,336
Kenya	0,521	0,521	187	0,503	36,70	0,396	49	0,490	0,463	0,492											

INDICATEUR DÉVELOPPEMENT HUMAIN (CLASSEMENT MONDIAL PAR ORDRE DÉCROISSANT)

Suisse	0,888	Chypre	0,778	Philippines	0,719	Iran	0,652	Arménie	0,567	Djibouti	0,430
Islande	0,863	Mexique	0,777	Pologne	0,718	Tadjikistan	0,649	Bangladesh	0,559	Guinée	0,429
Autriche	0,857	Chili	0,772	Guatemala	0,718	Bosnie Herzégovine	0,649	Belarus	0,557	Lesotho	0,425
Luxembourg	0,852	Bahamas	0,769	Chine	0,717	Liban	0,649	Russie	0,549	Ouganda	0,417
Costa-Rica	0,848	Sainte Lucie	0,768	Fidji	0,714	Lituanie	0,648	Timor Leste	0,548	Érythrée	0,411
Pays-Bas	0,843	Venezuela	0,767	Hongrie	0,711	Iles Salomon	0,647	Papouasie Nelle Guinée	0,542	Swaziland	0,406
Danemark	0,841	Cuba	0,767	Bahreïn	0,711	Ouzbékistan	0,646	Cambodge	0,542	Guinée Bissau	0,401
Italie	0,830	Brunei	0,765	Grenade	0,711	Serbie	0,642	Madagascar	0,539	Mozambique	0,400
Canada	0,828	Israël	0,763	Jamaïque	0,708	Turquie	0,640	Népal	0,538	Mali	0,397
Malte	0,827	Uruguay	0,763	Paraguay	0,707	Macédoine	0,639	Yémen	0,535	Zambie	0,393
Allemagne	0,825	Malaisie	0,763	Oman	0,706	Albanie	0,634	Ukraine	0,535	Malawi	0,389
Nouvelle-Zélande	0,825	St Vincent et Grenadines	0,754	Sri Lanka	0,703	Kazakhstan	0,632	Botswana	0,535	Angola	0,383
Belgique	0,824	Tonga	0,754	Arabie saoudite	0,703	Estonie	0,631	Myanmar	0,534	Rwanda	0,382
Norvège	0,823	République dominicaine	0,751	Nicaragua	0,697	Monténégro	0,631	Laos	0,527	Éthiopie	0,379
Suède	0,819	Grèce	0,748	Koweït	0,697	Jordanie	0,629	Moldavie	0,523	Côte d'Ivoire	0,371
Espagne	0,816	Singapour	0,747	Indonésie	0,696	Lettonie	0,629	Congo	0,518	Soudan	0,370
Finlande	0,814	Surinam	0,745	Viet Nam	0,694	Bolivie	0,628	Haïti	0,501	Irak	0,366
Irlande	0,810	Corée du Sud	0,742	Maldives	0,694	Maroc	0,626	Gambie	0,499	Burkina Faso	0,354
Panama	0,809	Trinité et Tobago	0,742	Équateur	0,692	Bulgarie	0,619	Sénégal	0,496	Centre Afrique	0,353
Australie	0,808	Belize	0,738	Émirats arabes unis	0,689	Namibie	0,613	Kenya	0,492	Libéria	0,339
Colombie	0,805	République tchèque	0,737	Pérou	0,687	Algérie	0,608	Mauritanie	0,489	Niger	0,339
Dominique	0,805	Guyana	0,733	Slovaquie	0,685	Syrie	0,600	Turkménistan	0,486	Zimbabwe	0,336
Barbade	0,804	Honduras	0,732	Kirghizstan	0,685	Azerbaïdjan	0,593	Guinée équatoriale	0,485	Tchad	0,333
France	0,798	Portugal	0,731	Sao Tomé et Principe	0,675	Gabon	0,592	Gaza/Cisjordanie	0,462	Sierra Léone	0,324
Argentine	0,797	Tunisie	0,729	Bhoutan	0,673	Géorgie	0,588	Pakistan	0,459	Afghanistan	0,296
Royaume-Uni	0,796	Maurice	0,728	Qatar	0,673	Égypte	0,577	Togo	0,457	RDC	0,293
États-Unis	0,796	El Salvador	0,725	Mongolie	0,669	Comores	0,577	Cameroun	0,457	Burundi	0,284
Seychelles	0,791	Brésil	0,725	Roumanie	0,658	Inde	0,574	Bénin	0,455	Corée du Nord	0,269
Japon	0,785	Thaïlande	0,724	Cap Vert	0,657	Afrique du sud	0,569	Tanzanie	0,451	Somalie	0,233
Slovénie	0,781	Croatie	0,721	Libye	0,652	Ghana	0,568	Nigeria	0,434	MOYENNE	0,627

INDICATEUR DÉVELOPPEMENT HUMAIN (CLASSEMENTS RÉGIONAUX PAR ORDRE DÉCROISSANT)											
AFRIQUE		UE OCDE		AMÉRIQUE LATINE CARAÏBES		ASIE PACIFIQUE		ÉTATS ARABES		CEI ASIE CENTRALE BALKANS	
Seychelles	0,791	Suisse	0,888	Costa-Rica	0,848	Brunei	0,765	Tunisie	0,729	Croatie	0,721
Maurice	0,728	Islande	0,863	Panama	0,809	Malaisie	0,763	Bahreïn	0,711	Kirghizstan	0,685
Sao Tomé et Príncipe	0,675	Autriche	0,857	Colombie	0,805	Tonga	0,754	Oman	0,706	Tadjikistan	0,649
Cap Vert	0,657	Luxembourg	0,852	Dominique	0,805	Singapour	0,747	Arabie saoudite	0,703	Bosnie Herzégovine	0,649
Namibie	0,613	Pays-Bas	0,843	Barbade	0,804	Thaïlande	0,724	Koweït	0,697	Ouzbékistan	0,646
Gabon	0,592	Danemark	0,841	Argentine	0,797	Philippines	0,719	Émirats arabes unis	0,689	Serbie	0,642
Comores	0,577	Italie	0,830	Chili	0,772	Chine	0,717	Qatar	0,673	Macédoine	0,639
Afrique du sud	0,569	Canada	0,828	Bahamas	0,769	Fidji	0,714	Libye	0,652	Albanie	0,634
Ghana	0,568	Malte	0,827	Sainte Lucie	0,768	Sri Lanka	0,703	Liban	0,649	Kazakhstan	0,632
Madagascar	0,539	Allemagne	0,825	Venezuela	0,767	Indonésie	0,696	Jordanie	0,629	Monténégro	0,631
Botswana	0,535	Nouvelle-Zélande	0,825	Cuba	0,767	Viet Nam	0,694	Maroc	0,626	Azerbaïdjan	0,593
Congo	0,518	Belgique	0,824	Uruguay	0,763	Maldives	0,694	Algérie	0,608	Géorgie	0,588
Gambie	0,499	Norvège	0,823	St Vincent et Grenadines	0,754	Bhoutan	0,673	Syrie	0,600	Arménie	0,567
Sénégal	0,496	Suède	0,819	République dominicaine	0,751	Mongolie	0,669	Égypte	0,577	Belarus	0,557
Kenya	0,492	Espagne	0,816	Surinam	0,745	Iran	0,652	Yémen	0,535	Russie	0,549
Mauritanie	0,489	Finlande	0,814	Trinité et Tobago	0,742	Iles Salomon	0,647	Gaza/Cisjordanie	0,462	Ukraine	0,535
Guinée équatoriale	0,485	Irlande	0,810	Belize	0,738	Inde	0,574	Djibouti	0,430	Moldavie	0,523
Togo	0,457	Australie	0,808	Guyana	0,733	Bangladesh	0,559	Soudan	0,370	Turkménistan	0,486
Cameroun	0,457	France	0,798	Honduras	0,732	Timor Leste	0,548	Irak	0,366		
Bénin	0,455	Royaume-Uni	0,796	El Salvador	0,725	Papouasie Nouvelle Guinée	0,542	Somalie	0,233		
Tanzanie	0,451	États-Unis	0,796	Brésil	0,725	Cambodge	0,542				
Nigeria	0,434	Japon	0,785	Guatemala	0,718	Népal	0,538				
Guinée	0,429	Slovénie	0,781	Grenade	0,711	Myanmar	0,534				
Lesotho	0,425	Chypre	0,778	Jamaïque	0,708	Laos	0,527				
Ouganda	0,417	Mexique	0,777	Paraguay	0,707	Pakistan	0,459				
Érythrée	0,411	Israël	0,763	Nicaragua	0,697	Afghanistan	0,296				
Swaziland	0,406	Grèce	0,748	Équateur	0,692	Corée du Nord	0,269				
Guinée Bissau	0,401	Corée du Sud	0,742	Pérou	0,687						
Mozambique	0,400	République tchèque	0,737	Bolivie	0,628						
Mali	0,397	Portugal	0,731	Haïti	0,501						
Zambie	0,393	Pologne	0,718								
Malawi	0,389	Hongrie	0,711								
Angola	0,383	Slovaquie	0,685								
Rwanda	0,382	Roumanie	0,658								
Éthiopie	0,379	Lituanie	0,648								
Côte d'Ivoire	0,371	Turquie	0,640								
Burkina Faso	0,354	Estonie	0,631								
Centre Afrique	0,353	Lettonie	0,629								
Libéria	0,339	Bulgarie	0,619								
Niger	0,339										
Zimbabwe	0,336										
Tchad	0,333										
Sierra Léone	0,324										
RDC	0,293										
Burundi	0,284										
MOYENNE	0,458	MOYENNE	0,773	MOYENNE	0,739	MOYENNE	0,619	MOYENNE	0,582	MOYENNE	0,607

INDICATEUR DE GOUVERNANCE MONDIALE (CLASSEMENT MONDIAL PAR ORDRE DÉCROISSANT)

Islande	0,875	Uruguay	0,748	Macédoine	0,657	Ukraine	0,622	Comores	0,585	Togo	0,529
Norvège	0,871	République tchèque	0,748	Mexique	0,656	Lesotho	0,621	Mali	0,582	Éthiopie	0,521
Suède	0,870	Singapour	0,739	Fidji	0,656	Tonga	0,620	Russie	0,577	Djibouti	0,520
Finlande	0,864	Estonie	0,735	Tunisie	0,653	Jordanie	0,619	Mauritanie	0,577	Cameroun	0,520
Danemark	0,856	Italie	0,731	Jamaïque	0,652	Turquie	0,618	Gambie	0,577	Guinée Bissau	0,518
Luxembourg	0,846	Hongrie	0,731	Nicaragua	0,651	Gabon	0,618	Sri Lanka	0,575	Guinée équatoriale	0,514
Nouvelle-Zélande	0,846	Sainte Lucie	0,729	Qatar	0,648	Maroc	0,616	Azerbaïdjan	0,575	Timor Leste	0,512
Pays-Bas	0,845	Dominique	0,729	Albanie	0,646	Kazakhstan	0,615	Algérie	0,571	Afghanistan	0,511
Autriche	0,839	Corée du Sud	0,728	République dominicaine	0,645	Arménie	0,615	Ouzbékistan	0,571	Turkménistan	0,508
Australie	0,830	Grenade	0,728	Cuba	0,645	Indonésie	0,614	Malawi	0,570	Sierra Léone	0,506
Suisse	0,829	Seychelles	0,721	Surinam	0,644	Viet Nam	0,613	Papouasie Nouvelle Guinée	0,570	Burundi	0,501
Allemagne	0,824	Lituanie	0,718	Bahreïn	0,644	Monténégro	0,612	Libye	0,570	Pakistan	0,495
Canada	0,818	Slovaquie	0,716	Kirghizstan	0,644	Thaïlande	0,610	Cambodge	0,570	Nigeria	0,489
Irlande	0,807	Grèce	0,715	El Salvador	0,643	Madagascar	0,610	Bhoutan	0,567	Côte d'Ivoire	0,489
Belgique	0,804	Pologne	0,709	Ghana	0,642	Philippines	0,609	Zambie	0,561	Haïti	0,488
Royaume-Uni	0,793	Cap Vert	0,708	B Brésil	0,642	Géorgie	0,609	Laos	0,560	Angola	0,482
Espagne	0,791	Argentine	0,706	Sao Tomé et Príncipe	0,640	Tadjikistan	0,609	Congo	0,559	Ouganda	0,475
Barbade	0,784	Belize	0,705	Moldavie	0,639	Brunei	0,603	Arabie saoudite	0,558	Érythrée	0,472
France	0,778	Lettonie	0,702	Koweït	0,638	Venezuela	0,602	Rwanda	0,556	Libéria	0,472
Japon	0,774	Panama	0,700	Botswana	0,637	Sénégal	0,601	Burkina Faso	0,549	Centre Afrique	0,461
Malte	0,767	Croatie	0,698	Serbie	0,632	Tanzanie	0,595	Syrie	0,548	Zimbabwe	0,461
Costa-Rica	0,764	Israël	0,678	Honduras	0,632	Belarus	0,595	Guinée	0,546	Myanmar	0,446
États-Unis	0,761	Bulgarie	0,676	Paraguay	0,632	Guatemala	0,595	Inde	0,543	Tchad	0,436
Bahamas	0,761	Roumanie	0,668	Émirats arabes unis	0,630	Bénin	0,593	Kenya	0,541	Corée du Nord	0,423
Portugal	0,760	Mongolie	0,665	Bolivie	0,628	Égypte	0,591	Népal	0,540	Gaza/Cisjordanie	0,421
Chili	0,758	Trinité et Tobago	0,665	Bosnie Herzégovine	0,625	Liban	0,590	Bangladesh	0,537	RDC	0,419
Slovénie	0,755	Pérou	0,660	Équateur	0,625	Colombie	0,589	Swaziland	0,536	Soudan	0,417
Chypre	0,752	Namibie	0,659	Iles Salomon	0,624	Afrique du sud	0,589	Iran	0,536	Irak	0,402
St Vincent et Grenadines	0,751	Guyana	0,659	Maldives	0,624	Chine	0,588	Yémen	0,536	Somalie	0,290
Maurice	0,748	Malaisie	0,658	Oman	0,623	Mozambique	0,586	Niger	0,532	MOYENNE	0,632

INDICATEUR DE GOUVERNANCE MONDIALE (CLASSEMENTS RÉGIONAUX PAR ORDRE DÉCROISSANT)

AFRIQUE		UE OCDE		AMÉRIQUE LATINE CARAÏBES		ASIE PACIFIQUE		ÉTATS ARABES		CEI ASIE CENTRALE BALKANS	
Maurice	0,748	Islande	0,875	Barbade	0,784	Singapour	0,739	Tunisie	0,653	Croatie	0,698
Seychelles	0,721	Norvège	0,871	Costa-Rica	0,764	Mongolie	0,665	Qatar	0,648	Macédoine	0,657
Cap Vert	0,708	Suède	0,870	Bahamas	0,761	Malaisie	0,658	Bahreïn	0,644	Albanie	0,646
Namibie	0,659	Finlande	0,864	Chili	0,758	Fidji	0,656	Koweït	0,638	Kirghizstan	0,644
Ghana	0,642	Danemark	0,856	St Vincent et Grenadines	0,751	Iles Salomon	0,624	Émirats arabes unis	0,630	Moldavie	0,639
Sao Tomé et Príncipe	0,640	Luxembourg	0,846	Uruguay	0,748	Maldives	0,624	Oman	0,623	Serbie	0,632
Botswana	0,637	Nouvelle-Zélande	0,846	Sainte Lucie	0,729	Tonga	0,620	Jordanie	0,619	Bosnie Herzégovine	0,625
Lesotho	0,621	Pays-Bas	0,845	Dominique	0,729	Indonésie	0,614	Maroc	0,616	Ukraine	0,622
Gabon	0,618	Autriche	0,839	Grenade	0,728	Viet Nam	0,613	Égypte	0,591	Monténégro	0,618
Madagascar	0,610	Australie	0,830	Argentine	0,706	Thaïlande	0,610	Liban	0,590	Kazakhstan	0,615
Sénégal	0,601	Suisse	0,829	Belize	0,705	Philippines	0,609	Algérie	0,571	Arménie	0,615
Tanzanie	0,595	Allemagne	0,824	Panama	0,700	Brunei	0,603	Libye	0,570	Géorgie	0,609
Bénin	0,593	Canada	0,818	Trinité et Tobago	0,665	Chine	0,588	Arabie saoudite	0,558	Tadjikistan	0,609
Afrique du sud	0,589	Irlande	0,807	Pérou	0,660	Sri Lanka	0,575	Syrie	0,548	Belarus	0,595
Mozambique	0,586	Belgique	0,804	Guyana	0,659	Papouasie Nelle Guinée	0,570	Yémen	0,536	Russie	0,577
Comores	0,585	Royaume-Uni	0,793	Jamaïque	0,652	Cambodge	0,570	Djibouti	0,520	Azerbaïdjan	0,575
Mali	0,582	Espagne	0,791	Nicaragua	0,651	Bhoutan	0,567	Gaza/Cisjordanie	0,421	Ouzbékistan	0,571
Mauritanie	0,577	France	0,778	République dominicaine	0,645	Laos	0,560	Soudan	0,417	Turkménistan	0,508
Gambie	0,577	Japon	0,774	Cuba	0,645	Inde	0,543	Irak	0,402		
Malawi	0,570	Malte	0,767	Surinam	0,644	Népal	0,540	Somalie	0,290		
Zambie	0,561	États-Unis	0,761	El Salvador	0,643	Bangladesh	0,537				
Congo	0,559	Portugal	0,760	Brésil	0,642	Iran	0,536				
Rwanda	0,556	Slovénie	0,755	Honduras	0,632	Timor Leste	0,512				
Burkina Faso	0,549	Chypre	0,752	Paraguay	0,632	Afghanistan	0,511				
Guinée	0,546	République tchèque	0,748	Bolivie	0,628	Pakistan	0,495				
Kenya	0,541	Estonie	0,735	Équateur	0,625	Myanmar	0,446				
Swaziland	0,536	Italie	0,731	Venezuela	0,602	Corée du Nord	0,423				
Niger	0,532	Hongrie	0,731	Guatemala	0,595						
Togo	0,529	Corée du Sud	0,728	Colombie	0,589						
Éthiopie	0,521	Lituanie	0,718	Haïti	0,488						
Cameroun	0,520	Slovaquie	0,716								
Guinée Bissau	0,518	Grèce	0,715								
Guinée équatoriale	0,514	Pologne	0,709								
Sierra Léone	0,506	Lettonie	0,702								
Burundi	0,501	Israël	0,678								
Nigeria	0,489	Bulgarie	0,676								
Côte d'Ivoire	0,489	Roumanie	0,668								
Angola	0,482	Mexique	0,656								
Ouganda	0,475	Turquie	0,618								
Érythrée	0,472										
Libéria	0,472										
Centre Afrique	0,461										
Zimbabwe	0,461										
Tchad	0,436										
RDC	0,419										
MOYENNE	0,558	MOYENNE	0,771	MOYENNE	0,672	MOYENNE	0,578	MOYENNE	0,554	MOYENNE	0,614

TABLEAUX RECAPITULATIFS DES INDICATEURS

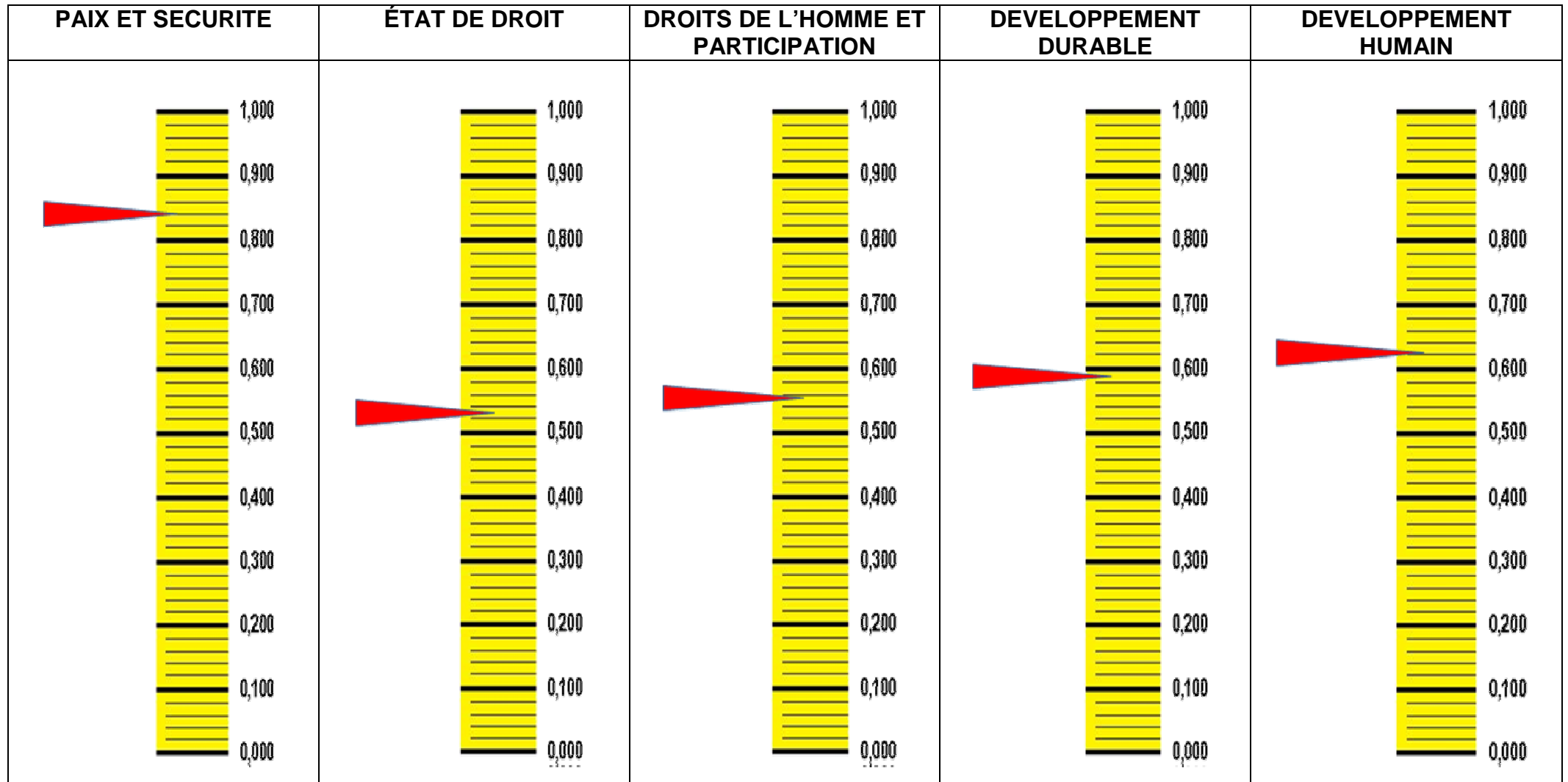
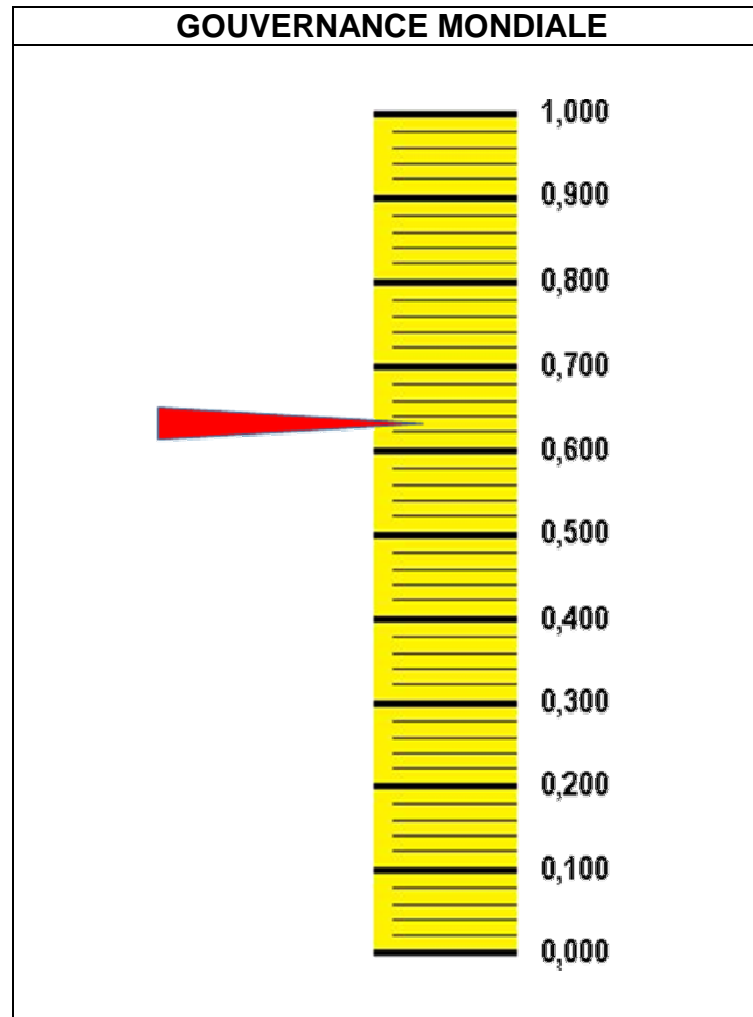


TABLEAU RECAPITULATIF GOUVERNANCE MONDIALE



ANNEXE CLASSIFICATION

La classification retenue pour effectuer le classement régional s'inspire de la classification du PNUD.

AFRIQUE	ÉTATS ARABES	ASIE PACIFIQUE	CEI ASIE CENTRALE BALKANS	AMÉRIQUE LATINE CARAÏBES	UE OCDE
Afrique du Sud	Algérie	Afghanistan	Albanie	Argentine	Allemagne
Angola	Arabie saoudite	Bangladesh	Arménie	Bahamas	Australie
Bénin	Bahreïn	Bhoutan	Azerbaïdjan	Barbade	Autriche
Botswana	Djibouti	Brunei	Belarus	Belize	Belgique
Burkina Faso	Égypte	Cambodge	Bosnie-Herzégovine	Bolivie	Bulgarie
Burundi	Émirats arabes unis	Chine	Croatie	Brésil	Canada
Cameroun	Gaza/Cisjordanie	Corée du Nord	Géorgie	Chili	Chypre
Cap Vert	Irak	Fidji	Kazakhstan	Colombie	Corée du sud
Centre Afrique	Jordanie	Iles Salomon	Kirghizstan	Costa Rica	Danemark
Comores	Koweït	Inde	Macédoine	Cuba	Espagne
Congo	Liban	Indonésie	Moldavie	Dominique	Estonie
Côte d'Ivoire	Libye	Iran	Monténégro	El Salvador	États-Unis
Érythrée	Maroc	Laos	Ouzbékistan	Équateur	Finlande
Éthiopie	Oman	Malaisie	Russie	Grenade	France
Gabon	Qatar	Maldives	Serbie	Guatemala	Grèce
Gambie	Somalie	Mongolie	Tadjikistan	Guyana	Hongrie
Ghana	Soudan	Myanmar	Turkménistan	Haïti	Irlande
Guinée	Syrie	Népal	Ukraine	Honduras	Islande
Guinée Bissau	Tunisie	Pakistan		Jamaïque	Israël
Guinée équatoriale	Yémen	Papouasie		Nicaragua	Italie
Kenya		Philippines		Panama	Japon
Lesotho		Singapour		Paraguay	Lettonie
Libéria		Sri Lanka		Pérou	Lituanie
Madagascar		Thaïlande		République dominicaine	Luxembourg
Malawi		Timor-Leste		Sainte Lucie	Malte
Mali		Tonga		St Vincent et Grenadines	Mexique
Maurice		Viet Nam		Surinam	Norvège
Mauritanie				Trinidad et Tobago	Nouvelle Zélande
Mozambique				Uruguay	Pays Bas
Namibie				Venezuela	Pologne
Niger					Portugal
Nigeria					République tchèque
Ouganda					Roumanie
RDC					Royaume Uni
Rwanda					Slovaquie
Sao Tome et Principe					Slovénie
Sénégal					Suède
Seychelles					Suisse
Sierra Léone					Turquie
Swaziland					
Tanzanie					
Tchad					
Togo					
Zambie					
Zimbabwe					

ANNEXE DROITS D'AUTEUR



Vous êtes libres :



De reproduire, distribuer et communiquer cette création au public.



De modifier cette création.

Selon les conditions suivantes :



Paternité. Vous devez citer le nom de l'auteur original de la manière indiquée par l'auteur de l'œuvre ou le titulaire des droits qui vous confère cette autorisation (mais pas d'une manière qui suggérerait qu'ils vous soutiennent ou approuvent votre utilisation de l'œuvre).



Pas d'utilisation commerciale. Vous n'avez pas le droit d'utiliser cette création à des fins commerciales.



Partage des conditions initiales à l'identique. Si vous modifiez, transformez ou adaptez cette création, vous n'avez le droit de distribuer la création qui en résulte que sous un contrat identique à celui-ci.

7. A chaque réutilisation ou distribution de cette création, vous devez faire apparaître clairement au public les conditions contractuelles de sa mise à disposition.
8. Chacune de ces conditions peut être levée si vous obtenez l'autorisation du titulaire des droits sur cette œuvre.
9. Rien dans ce contrat ne diminue ou ne restreint le droit moral de l'auteur ou des auteurs.

Ceci est le Résumé Explicatif du Code Juridique. Retrouvez la version intégrale du contrat : <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/fr/legalcode>